



# The London Gazette.

Published by Authority.

TUESDAY, MAY 24, 1892.

*Lord Chamberlain's Office, St. James's Palace,  
March 30, 1892.*

**N**OTICE is hereby given, that Her Majesty's Birthday will be kept on Wednesday, the 25th of May next.

*Lord Chamberlain's Office, St. James's Palace,  
May 13, 1892.*

**N**OTICE is hereby given, that—  
His Royal Highness The Duke of Edinburgh will, by command of The Queen, hold a Levee at St. James's Palace, on behalf of Her Majesty, on Monday, the 30th instant, at two o'clock;

His Royal Highness The Duke of Connaught will, by command of The Queen, also hold a Levee at St. James's Palace, on behalf of Her Majesty, on Monday, the 13th of June next, at two o'clock.

It is The Queen's pleasure that Presentations to Their Royal Highnesses at these Levees shall be considered as equivalent to Presentations to Her Majesty.

#### REGULATIONS

TO BE OBSERVED AT THE QUEEN'S LEVEES AT ST. JAMES'S PALACE, ON BEHALF OF HER MAJESTY.

#### *By Her Majesty's Command,*

Gentlemen who propose to attend Her Majesty's Levees, are requested to bring with them two large cards, with their names *clearly written* thereon, one to be left with The Queen's Page in attendance in the Corridor, and the other to be delivered to the Lord Chamberlain, who will announce the name to His Royal Highness.

#### PRESENTATIONS.

Gentlemen who propose to present others must send in writing the name of such Gentlemen to the Lord Chamberlain's Office, not later than *two days* previous to the Levee, in order that the Lord Chamberlain may submit the names to Her Majesty, when, if they are approved, Presentation Cards will be forwarded. Forms for the purpose can be obtained at the Lord Chamberlain's Office.

Gentlemen who wish to be presented officially should communicate with the heads of their Department, who will provide them with the necessary cards and instructions.

It is particularly requested that the names of the Gentlemen to be presented be *very distinctly written* on the Presentation Cards delivered to

the Lord Chamberlain at the Levee, in order that there may be no difficulty in announcing them to His Royal Highness.

LATHOM,  
Lord Chamberlain.

**A**T the Court at Windsor, the 9th day of May, 1892.

#### PRESENT,

The QUEEN's Most Excellent Majesty.

Lord President.  
Lord Steward.  
Earl of Yarborough.  
Sir Walter Barttelot, Bart.  
Mr. Forwood.

**W**HEREAS by an Act passed in the thirty-seventh year of Her Majesty's reign, chapter eighty-eight, intituled "The Slave Trade Act, 1873," it was, amongst other things, provided that where any Treaty in relation to the Slave Trade is made after the passing of that Act, by or on behalf of Her Majesty with any Foreign State, Her Majesty may, by Order in Council, direct that as from such date, not being earlier than the date of the Treaty, as may be specified in the Order, such Treaty shall be deemed, and that thereupon (as from the said date, or if no date should be specified, as from the date of such Order) such Treaty shall be deemed to be an existing Slave Trade Treaty within the meaning of the Act, and all the provisions of the Act should apply, and be construed accordingly.

And whereas at Brussels on the second day of July, one thousand eight hundred and ninety, the following General Act, with annexed Declaration, was signed by the Powers therein mentioned, that is to say:—

"ACTE GÉNÉRAL DE LA CONFÉRENCE DE BRUXELLES.

"Au nom de Dieu Tout-Puissant.

"Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes;

"Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand;

"Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, &c., at Roi Apostolique de Hongrie;

"Sa Majesté le Roi des Belges;

"Sa Majesté le Roi de Danemark;

"Sa Majesté le Roi d'Espagne et en son nom Sa Majesté le Reine-Régente du Royaume;

“Sa Majesté le Roi-Souverain de l'État Indépendant du Congo;

“Le Président des États-Unis d'Amérique;

“Le Président de la République Française.

“Sa Majesté le Roi d'Italie;

“Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, &c.;

“Sa Majesté le Schah de Perse;

“Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, &c.;

“Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies;

“Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, &c.;

“Sa Majesté l'Empereur des Ottomans; et

“Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar;

“Également animés de la ferme volonté de mettre un terme aux crimes et aux dévastations qu'engendre la Traite des Esclaves Africains, de protéger efficacement les populations aborigènes de l'Afrique, et d'assurer à ce vaste Continent les bienfaits de la paix et de la civilisation;

“Voulant donner une sanction nouvelle aux décisions déjà prises dans le même sens et à diverses époques par les Puissances, compléter les résultats qu'elles ont obtenus, et arrêter un ensemble de mesures qui garantissent l'accomplissement de l'œuvre qui fait l'objet de leur commune sollicitude;

“Ont résolu, sur l'invitation qui leur a été adressée par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, de réunir à cet effet une Conférence à Bruxelles, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:—

“Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, Lord Vivian, Pair du Royaume-Uni, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges; et Sir John Kirk;

“Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand, le Sieur Frédéric-Jean, Comte d'Alvensleben, son Chambellan et Conseiller Intime actuel, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges; et le Sieur Guillaume Göhring, son Conseiller Intime de Légation, Consul-Général de l'Empire d'Allemagne à Amsterdam;

“Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême et Roi Apostolique de Hongrie, le Sieur Rodolphe, Comte Khovenhüller-Metsch, son Chambellan, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

“Sa Majesté le Roi des Belges, le Sieur Auguste Baron Lambermont, son Ministre d'État, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire; et le Sieur Émile Banning, Directeur-Général au Ministère des Affaires Étrangères de Belgique;

“Sa Majesté le Roi de Danemark, le Sieur Frédéric-George Schack de Brockdorff, Consul-Général de Danemark à Anvers;

“Sa Majesté le Roi d'Espagne, et en son nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume, Don José Gutierrez de Agüera, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

“Sa Majesté le Roi-Souverain de l'État Indépendant du Congo, le Sieur Edmond van Eetvelde, Administrateur-Général du Département des Affaires Étrangères de l'État Indépendant du Congo; et le Sieur Auguste van Maldeghem, Conseiller à la Cour de Cassation de Belgique;

“Le Président des États-Unis d'Amérique, le

Sieur Edwin H. Terrell, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique près Sa Majesté le Roi des Belges; et le Sieur Henry Shelton Sanford;

“Le Président de la République Française, le Sieur Albert Bourée, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Française près Sa Majesté le Roi des Belges; et le Sieur George Cogordan, Ministre Plénipotentiaire, Directeur du Cabinet du Ministre des Affaires Étrangères de France;

“Sa Majesté le Roi d'Italie, le Sieur François de Renzis, Baron de Montanaro, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges; et le Sieur Thomas Catalani, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire;

“Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, le Sieur Louis Baron Gericke de Herwynen, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

“Sa Majesté Impériale le Schah de Perse, le Général Nazare Aga, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

“Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, le Sieur Henrique de Macedo Pereira Coutinho, Membre de son Conseil, Pair du Royaume, Ministre et Secrétaire d'État Honoraire, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

“Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, le Sieur Léon Prince Ouroussoff, Maître de sa Cour, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges; et le Sieur Frédéric de Martens, son Conseiller d'État actuel, Membre permanent du Conseil du Ministère des Affaires Étrangères de Russie;

“Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, le Sieur Charles de Burenstam, son Chambellan, son Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges et près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas;

“Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, Étienne Carathéodory Efendi, Haut Dignitaire de son Empire, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

“Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar, Sir John Kirk et le Sieur Guillaume Göhring;

“Lesquels, munis de pleins pouvoirs qui ont été trouvés en bonne et due forme, ont adopté les dispositions suivantes:—

“CHAPITRE I.—PAYS DE TRAITE. MESURES À PRENDRE AUX LIEUX D'ORIGINE.

#### “ARTICLE I.

“Les Puissances déclarent que les moyens les plus efficaces pour combattre la Traite à l'intérieur de l'Afrique sont les suivants:—

“1. Organisation progressive des services administratifs, judiciaires, religieux, et militaires dans les territoires d'Afrique placés sous la souveraineté ou le Protectorat des nations civilisées;

“2. Établissement graduel, à l'intérieur, par les Puissances de qui relèvent les territoires, de stations fortement occupées, de manière que leur action protectrice ou répressive puisse se faire sentir avec efficacité dans les territoires dévastés par les chasses à l'homme;

“3. Construction de routes et notamment de voies ferrées reliant les stations avancées à la côte et permettant d'accéder aisément aux eaux intérieures et sur le cours supérieur des fleuves et rivières qui seraient coupés par des rapides et des cataractes, en vue de substituer des moyens

économiques et accélérés de transport au portage actuel par l'homme ;

"4. Installation de bateaux à vapeur sur les eaux intérieures navigables et sur les lacs, avec l'appui de postes fortifiés établis sur les rives ;

"5. Établissement de lignes télégraphiques assurant la communication des postes et des stations avec la côte et les centres d'administration ;

"6. Organisation d'expéditions et de colonnes mobiles, qui maintiennent les communications des stations entre elles et avec la côte, en appuient l'action répressive et assurent la sécurité des routes de parcours ;

"7. Restriction de l'importation des armes à feu, au moins des armes perfectionnées, et des munitions dans toute l'étendue des territoires atteints par la Traite.

#### "ARTICLE II.

"Les stations, les croisières intérieures organisées par chaque Puissance dans ses eaux et les postes qui leur servent de ports d'attache, indépendamment de leur mission principale, qui sera d'empêcher la capture d'esclaves et d'intercepter les routes de la Traite, auront pour tâche subsidiaire :—

"1. De servir de point d'appui et au besoin de refuge aux populations indigènes placées sous la souveraineté ou le Protectorat de l'État de qui relève la station, aux populations indépendantes, et temporairement à toutes autres en cas de danger imminent ; de mettre les populations de la première de ces catégories à même de concourir à leur propre défense ; de diminuer les guerres intestines entre les tribus par la voie de l'arbitrage ; de les initier aux travaux agricoles et aux arts professionnels, de façon à accroître leur bien-être, à les élever à la civilisation et à amener l'extinction des coutumes barbares, telles que le cannibalisme et les sacrifices humains ;

"2. De prêter aide et protection aux entreprises du commerce, d'en surveiller la légalité en contrôlant notamment les contrats de service avec les indigènes et de préparer la fondation de centres de culture permanents et d'établissements commerciaux ;

"3. De protéger, sans distinction de culte, les Missions établies ou à établir ;

"4. De pourvoir au service sanitaire et d'accorder l'hospitalité et des secours aux explorateurs et à tous ceux qui participent en Afrique à l'œuvre de la répression de la Traite.

#### "ARTICLE III.

"Les Puissances qui exercent une souveraineté ou un Protectorat en Afrique, confirmant et précisant leurs déclarations antérieures, s'engagent à poursuivre, graduellement, suivant que les circonstances le permettront, soit par les moyens indiqués ci-dessus, soit par tous autres qui leur paraîtront convenables, la répression de la Traite, chacune dans ses possessions respectives et sous sa direction propre. Toutes les fois qu'elles le jugeront possible, elles prêteront leurs bons offices aux Puissances qui, dans un but purement humanitaire, accompliraient en Afrique une mission analogue.

#### "ARTICLE IV.

"Les Puissances exerçant des pouvoirs souverains ou des Protectorats en Afrique pourront toutefois déléguer à des Compagnies munies de Chartes, tout ou partie des engagements qu'elles assument en vertu de l'Article III. Elles demeurent néanmoins directement responsables des engagements qu'elles contractent par le présent Act Général et en garantissent l'exécution.

"Les Puissances promettent accueil, aide et protection aux Associations nationales et aux

initiatives individuelles qui voudraient coopérer dans leurs possessions à la répression de la Traite, sous la réserve de leur autorisation préalable et révocable en tout temps, de leur direction et contrôle, et à l'exclusion de tout exercice des droits de la souveraineté.

#### "ARTICLE V.

"Les Puissances Contractantes s'obligent, à moins qu'il n'y soit pourvu déjà par des lois conformes à l'esprit du présent Article, à édicter ou à proposer à leurs Législatures respectives, dans le délai d'un an au plus tard à partir de la date de la Signature du présent Acte Général, une Loi rendant applicables, d'une part, les dispositions de leur législation pénale qui concernent les attentats graves envers les personnes, aux organisateurs, et co-opérateurs des chasses à l'homme, aux auteurs de la mutilation des adultes et enfants mâles et à tous individus participant à la capture des esclaves par violence ; et, d'autre part, des dispositions qui concernent les attentats à la liberté individuelle, aux convoyeurs, transporteurs, et marchands d'esclaves.

"Les coauteurs et complices des diverses catégories spécifiées ci-dessus de capteurs et trafiquants d'esclaves seront punis de peines proportionnées à celles encourues par les auteurs.

"Les coupables qui se seraient soustraits à la juridiction des autorités du pays où les crimes ou délits auraient été commis seront mis en état d'arrestation soit sur communication des pièces de l'instruction de la part des autorités qui ont constaté les infractions, soit sur toute autre preuve de culpabilité, par les soins de la Puissance sur le territoire de laquelle ils seront découverts, et tenus sans autre formalité à la disposition des Tribunaux compétents pour les juger.

"Les Puissances se communiqueront, dans le plus bref délai possible, les Lois ou Décrets existants ou promulgués en exécution du présent Article.

#### "ARTICLE VI.

"Les esclaves libérés à la suite de l'arrestation ou de la dispersion d'un convoi à l'intérieur du Continent, seront renvoyés, si les circonstances le permettent, dans leur pays d'origine ; sinon, l'autorité locale leur facilitera, autant que possible, les moyens de vivre et, s'ils le désirent, de se fixer dans la contrée.

#### "ARTICLE VII.

"Tout esclave fugitif qui, sur le Continent, réclamera la protection des Puissances Signataires, devra l'obtenir et sera reçu dans les camps et stations officiellement établis par elles, ou à bord des bâtiments de l'État naviguant sur les lacs et rivières. Les stations et les bateaux privés ne sont admis à exercer le droit d'asile que sous la réserve du consentement préalable de l'État.

#### "ARTICLE VIII.

"L'expérience de toutes les nations qui ont des rapports avec l'Afrique ayant démontré le rôle pernicieux et prépondérant des armes à feu dans les opérations de Traite et dans les guerres intestines entre tribus indigènes, et cette même expérience ayant prouvé manifestement que la conservation des populations Africaines, dont les Puissances ont la volonté expresse de sauvegarder l'existence, est une impossibilité radicale si des mesures restrictives du commerce des armes à feu et des munitions ne sont établies, les Puissances décident, pour autant que le permet l'état actuel de leurs frontières, que l'importation des armes à feu et spécialement des armes rayées et perfectionnées, ainsi que de la poudre, des balles, et des cartouches, est, sauf dans les cas et sous les conditions prévus à l'Article suivant,

interdite dans les territoires compris entre le 20<sup>e</sup> parallèle nord et le 22<sup>e</sup> parallèle sud et aboutissant vers l'ouest à l'Océan Atlantique, vers l'est à l'Océan Indien et ses dépendances, y compris les îles adjacentes au littoral jusqu'à 100 milles marins de la côte.

“ARTICLE IX.

“L'introduction des armes à feu et de leurs munitions, lorsqu'il y aura lieu de l'autoriser dans les possessions des Puissances Signataires qui exercent des droits de souveraineté ou de Protectorat en Afrique, sera réglée, à moins qu'un régime identique ou plus rigoureux n'y soit déjà appliqué, de la manière suivante, dans la zone déterminée à l'Article VIII.

“Toutes armes à feu importées devront être déposées aux frais, risques, et périls des importateurs, dans un entrepôt public placé sous le contrôle de l'Administration de l'Etat. Aucune sortie d'armes à feu ni de munitions importées ne pourra avoir lieu des entrepôts sans l'autorisation préalable de l'Administration. Cette autorisation sera, sauf les cas spécifiés ci-après, refusée pour la sortie de toutes armes de précision telles que fusils rayés, à magasin ou se chargeant par la culasse, entière ou en pièces détachées, de leurs cartouches, des capsules ou d'autres munitions destinées à les approvisionner.

“Dans les ports de mer et sous les conditions offrant les garanties nécessaires, les Gouvernements respectifs pourront admettre aussi les entrepôts particuliers, mais seulement pour la poudre ordinaire et les fusils à silex, et à l'exclusion des armes perfectionnées et de leurs munitions.

“Indépendamment des mesures prises directement par les Gouvernements pour l'armement de la force publique et l'organisation de leur défense, des exceptions pourront être admises, à titre individuel, pour des personnes offrant une garantie suffisante que l'arme et les munitions qui leur seraient délivrées ne seront pas données, cédées, ou vendues à des tiers, et pour les voyageurs munis d'une déclaration de leur Gouvernement constatant que l'arme et ses munitions sont exclusivement destinées à leur défense personnelle.

“Toute arme, dans les cas prévus par le paragraphe précédent, sera enregistrée et marquée par l'autorité préposée au contrôle, qui délivrera aux personnes dont il s'agit des permis de port d'armes, indiquant le nom du porteur et l'estampille de laquelle l'arme est marquée. Ces permis, révoqués en cas d'abus constaté, ne seront délivrés que pour cinq ans, mais pourront être renouvelés.

“La règle ci-dessus établie de l'entrée en entrepôt s'appliquera également à la poudre.

“Ne pourront être retirés des entrepôts pour être mis en vente que les fusils à silex non rayés ainsi que les poudres communes dites de traite. A chaque sortie d'armes et de munitions de cette nature destinées à la vente, les autorités locales détermineront les régions où ces armes et munitions pourront être vendues. Les régions atteintes par la Traite seront toujours exclues. Les personnes autorisées à faire sortir des armes ou de la poudre des entrepôts s'obligeront à présenter à l'Administration, tous les six mois, des listes détaillées indiquant les destinations qu'ont reçues les dites armes à feu et les poudres déjà vendues, ainsi que les quantités qui restent en magasin.

“ARTICLE X.

“Les Gouvernements prendront toutes les mesures qu'ils jugeront nécessaires pour assurer l'exécution aussi complète que possible des dispositions relatives à l'importation, à la vente, et

au transport des armes à feu et des munitions, ainsi que pour en empêcher soit l'entrée et la sortie par leurs frontières intérieures, soit le passage vers les régions où sévit la Traite.

“L'autorisation de transit, dans les limites de la zone spécifiée à l'Article VIII, ne pourra être refusée lorsque les armes et munitions doivent passer à travers le territoire d'une Puissance Signataire ou adhérente occupant la côte, vers des territoires à l'intérieur placés sous la souveraineté ou le Protectorat d'une autre Puissance Signataire ou adhérente, à moins que cette dernière Puissance n'ait un accès direct à la mer par son propre territoire. Si cet accès était complètement interrompu, l'autorisation de transit ne pourra non plus être refusée. Toute demande de transit doit être accompagnée d'une déclaration émanée du Gouvernement de la Puissance ayant des possessions à l'intérieur, et certifiant que les dites armes et munitions ne sont pas destinées à la vente, mais à l'usage des autorités de la Puissance ou de la force militaire nécessaire pour la protection des stations de missionnaires ou de commerce, ou bien des personnes désignées nominativement dans la déclaration. Toutefois, la Puissance territoriale de la côte se réserve le droit d'arrêter, exceptionnellement et provisoirement, le transit des armes de précision et des munitions à travers son territoire si, par suite de troubles à l'intérieur ou d'autres graves dangers, il y avait lieu de craindre que l'envoi des armes et munitions ne pût compromettre sa propre sûreté.

“ARTICLE XI.

“Les Puissances se communiqueront les renseignements relatifs au trafic des armes à feu et des munitions, aux permis accordés ainsi qu'aux mesures de répression appliquées dans leurs territoires respectifs.

“ARTICLE XII.

“Les Puissances s'engagent à adopter ou à proposer à leurs Législatures respectives les mesures nécessaires afin que les contrevenants aux défenses établies par les Articles VIII et IX soient partout punis, ainsi que leurs complices, outre la saisie et la confiscation des armes et munitions prohibées, soit de l'amende, soit de l'emprisonnement, soit de ces deux peines réunies, proportionnellement à l'importance de l'infraction et suivant la gravité de chaque cas.

“ARTICLE XIII.

“Les Puissances Signataires qui ont en Afrique des possessions en contact avec la zone spécifiée à l'Article VIII, s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'introduction des armes à feu et des munitions, par leurs frontières intérieures, dans les régions de la dite zone, tout au moins celle des armes perfectionnées et des cartouches.

“ARTICLE XIV.

“Le régime stipulé aux Articles VIII à XIII inclusivement restera en vigueur pendant douze ans. Dans le cas où aucune des Parties Contractantes n'aurait, douze mois avant l'expiration de cette période, notifiée son intention d'en faire cesser les effets, ni demandé la révision, il continuera de rester obligatoire pendant deux ans, et ainsi de suite, de deux en deux ans.

“CHAPITRE II.—ROUTES DES CARAVANES ET TRANSPORTS D'ESCLAVES PAR TERRE.

“ARTICLE XV.

“Indépendamment de leur action répressive ou protectrice aux foyers de la Traite, les stations, croisières, et postes dont l'établissement est

prévu à l'Article I et toutes autres stations établies ou reconnues aux termes de l'Article IV par chaque Gouvernement dans ses possessions, auront en outre pour mission de surveiller, autant que les circonstances le permettront, et au fur et à mesure du progrès de leur organisation administrative, les routes suivies sur leur territoire par les trafiquants d'esclaves, d'y arrêter les convois en marche ou de les poursuivre partout où leur action pourra s'exercer légalement.

“ARTICLE XVI.

“Dans les régions du littoral connues comme servant de lieux habituels de passage ou de points d'aboutissement aux transports d'esclaves venant de l'intérieur, ainsi qu'aux points de croisement des principales routes de caravanes traversant la zone voisine de la côte déjà soumise à l'action des Puissances Souveraines ou Protectrices, des postes seront établis dans les conditions et sous les réserves mentionnées à l'Article III, par les autorités dont relève les territoires, à l'effet d'intercepter les convois et de libérer les esclaves.

“ARTICLE XVII.

“Une surveillance rigoureuse sera organisée par les autorités locales dans les ports et les contrées avoisinant la côte, à l'effet d'empêcher la mise en vente et l'embarquement des esclaves amenés de l'intérieur, ainsi que la formation et le départ vers l'intérieur de bandes de chasseurs à l'homme et de marchands d'esclaves.

“Les caravans débouchant à la côte ou dans son voisinage, ainsi que celles aboutissant à l'intérieur dans une localité occupée par les autorités de la Puissance territoriale, seront, dès leur arrivée, soumises à un contrôle minutieux quant à la composition de leur personnel. Tout individu qui serait reconnu avoir été capturé ou enlevé de force ou mutilé, soit dans son pays natal, soit en route, sera mis en liberté.

“ARTICLE XVIII.

“Dans les possessions de chacune des Puissances Contractantes, l'Administration aura le devoir de protéger les esclaves libérés, de les rapatrier, si c'est possible, de leur procurer des moyens d'existence et de pourvoir en particulier à l'éducation et à l'établissement des enfants délaissés.

“ARTICLE XIX.

“Les dispositions pénales prévues à l'Article V seront rendues applicables à tous les actes criminels ou délictueux accomplis au cours des opérations qui ont pour objet le transport et le trafic des Esclaves par terre, à quelque moment que ces actes soient constatés.

“Tout individu qui aurait encouru une pénalité, à raison d'une infraction prévue par le présent Acte Général, sera soumis à l'obligation de fournir un cautionnement avant de pouvoir entreprendre une opération commerciale dans les pays où se pratique la Traite.

“CHAPITRE III.—RÉPRESSION DE LA TRAITÉ SUR MER.

“§ I. Dispositions Générales.

“ARTICLE XX.

“Les Puissances Signataires reconnaissent l'opportunité de prendre d'un commun accord des dispositions ayant pour objet d'assurer plus efficacement la répression de la Traite dans la zone maritime où elle existe encore.

“ARTICLE XXI.

“Cette zone s'étend entre, d'une part, les côtes de l'Océan Indien (y compris celles du Golfe Persique et de la Mer Rouge), depuis le Bélouchistan jusqu'à la pointe de Tangalané

(Quilimane), et, d'autre part, une ligne conventionnelle qui suit d'abord le méridien de Tangalané jusqu'au point de rencontre avec le 26° degré de latitude sud; se confond ensuite avec ce parallèle, puis contourne l'île de Madagascar par l'est en se tenant à 20 milles de la côte orientale et septentrionale, jusqu'à son intersection avec le méridien du Cap d'Ambre. De ce point, la limite de la zone est déterminée par une ligne oblique qui va rejoindre la côte du Bélouchistan, en passant à 20 milles au large du Cap Raz-el-Had.

“ARTICLE XXII.

“Les Puissances Signataires du présent Acte Général, entre lesquelles il existe de Conventions particulières pour la suppression de la Traite, se sont mises d'accord pour restreindre les clauses de ces Conventions concernant le droit réciproque de visite, de recherche, et de saisie des navires en mer, à la zone susdite.

“ARTICLE XXIII.

“Les mêmes Puissances sont également d'accord pour limiter le droit susmentionné aux navires d'un tonnage inférieur à 500 tonneaux.

“Cette stipulation sera révisée dès que l'expérience en aura démontré la nécessité.

“ARTICLE XXIV.

“Toutes les autres dispositions des Conventions conclues entre les dites Puissances pour la suppression de la Traite, restent en vigueur pour autant qu'elles ne sont pas modifiées par le présent Acte Général.

“ARTICLE XXV.

“Les Puissances Signataires s'engagent à prendre des mesures efficaces pour prévenir l'usurpation de leur pavillon et pour empêcher le transport des esclaves sur les bâtiments autorisés à arborer leurs couleurs.

“ARTICLE XXVI.

“Les Puissances Signataires s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le prompt échange des renseignements propres à amener la découverte des personnes qui se livrent aux opérations de la Traite.

“ARTICLE XXVII.

“Un Bureau International au moins sera créé; il sera établi à Zanzibar. Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à lui faire parvenir tous les documents spécifiés à l'Article XXI, ainsi que les renseignements de toute nature susceptibles d'aider à la répression de la Traite.

“ARTICLE XXVIII.

“Tout esclave qui se sera réfugié à bord d'un navire de guerre sous pavillon d'une des Puissances Signataires sera immédiatement et définitivement affranchi, sans que cet affranchissement puisse le soustraire à la juridiction compétente, s'il a commis un crime ou délit de droit commun.

“ARTICLE XXIX.

“Tout esclave retenu contre son gré à bord d'un bâtiment indigène aura le droit de réclamer sa liberté.

“Son affranchissement pourra être prononcé par tout agent d'une des Puissances Signataires, à qui le présent Acte Général confère le droit de contrôler l'état des personnes à bord des dits bâtiments, sans que cet affranchissement puisse le soustraire à la juridiction compétente, si un crime ou délit de droit commun a été commis par lui.

“ § II. *Règlement concernant l'Usage du Pavillon et la Surveillance des Croiseurs.*

“ 1. *Règles pour la Concession du Pavillon aux Bâtiments Indigènes, le Rôle d'Équipage, et le Manifeste des Passagers Noirs.*

“ ARTICLE XXX.

“ Les Puissances Signataires s'engagent à exercer une surveillance rigoureuse sur les bâtiments indigènes autorisés à porter leur pavillon dans la zone indiquée à l'Article XXI, et sur les opérations commerciales effectuées par ces bâtiments.

“ ARTICLE XXXI.

“ La qualification de bâtiment indigène s'applique aux navires qui remplissent une des deux conditions suivantes :—

“ 1. Présenter les signes extérieurs d'une construction ou d'un gréement indigène :

“ 2. Être montés par un équipage dont le capitaine et la majorité des matelots soient originaires d'un des pays baignés par les eaux de l'Océan Indien, de la Mer Rouge, ou du Golfe Persique.

“ ARTICLE XXXII.

“ L'autorisation d'aborder le pavillon d'une des dites Puissances ne sera accordée à l'avenir qu'aux bâtiments indigènes qui satisferont à la fois aux trois conditions suivantes :—

“ 1. Les armateurs ou propriétaires devront être sujets ou protégés de la Puissance dont ils demandent à porter les couleurs ;

“ 2. Ils seront tenus d'établir qu'ils possèdent des biens-fonds dans la circonscription de l'autorité à qui est adressée leur demande, ou de fournir une caution solvable pour la garantie des amendes qui pourraient être éventuellement encourues ;

“ 3. Les dits armateurs ou propriétaires, ainsi que le capitaine du bâtiment, devront fournir la preuve qu'ils jouissent d'une bonne réputation et notamment n'avoir jamais été l'objet d'une condamnation pour faits de Traite.

“ ARTICLE XXXIII.

“ L'autorisation accordée devra être renouvelée chaque année. Elle pourra toujours être suspendue ou retirée par les autorités de la Puissance dont le bâtiment porte les couleurs.

“ ARTICLE XXXIV.

“ L'acte d'autorisation portera les indications nécessaires pour établir l'identité du navire. Le capitaine en sera détenteur. Le nom du bâtiment indigène et l'indication de son tonnage devront être incrustés et peints en caractères Latins à la poupe, et la ou les lettres initiales de son port d'attache, ainsi que le numéro d'enregistrement dans la série des numéros de ce port, seront imprimés en noir sur les voiles.

“ ARTICLE XXXV.

“ Un rôle d'équipage sera délivré au capitaine du bâtiment au port de départ par l'autorité de la Puissance dont il porte le pavillon. Il sera renouvelé à chaque armement du bâtiment ou, au plus tard, au bout d'une année, et conformément aux dispositions suivantes :—

“ 1. Le rôle sera, au moment du départ, visé par l'autorité qui l'a délivré ;

“ 2. Aucun Noir ne pourra être engagé comme matelot sur un bâtiment sans qu'il ait été préalablement interrogé par l'autorité de la Puissance dont ce bâtiment porte le pavillon ou, à défaut de celle-ci, par l'autorité territoriale, à l'effet d'établir qu'il contracte un engagement libre ;

“ 3. Cette autorité tiendra la main à ce que la proportion des matelots ou mousses ne soit pas

anormale par rapport au tonnage ou au gréement des bâtiments ;

“ 4. L'autorité qui aura interrogé les hommes préalablement à leur départ les inscrira sur le rôle d'équipage, où ils figureront avec le signalement sommaire de chacun d'eux en regard de son nom ;

“ 5. Afin d'empêcher plus sûrement les substitutions, les matelots pourront, en outre, être pourvus d'une marque distinctive.

“ ARTICLE XXXVI.

“ Lorsque le capitaine du bâtiment désirera embarquer des passagers Noirs, il devra en faire la déclaration à l'autorité de la Puissance dont il porte le pavillon ou, à défaut de celle-ci, à l'autorité territoriale. Les passagers seront interrogés et, quand il aura été constaté qu'ils s'embarquent librement, ils seront inscrits sur un manifeste spécial donnant le signalement de chacun d'eux en regard de son nom, et indiquant notamment le sexe et la taille. Les enfants Noirs ne pourront être admis comme passagers qu'autant qu'ils seront accompagnés de leurs parents ou de personnes dont l'honorabilité serait notoire. Au départ le manifeste des passagers sera visé par l'autorité indiquée ci-dessus, après qu'il aura été procédé à un appel. S'il n'y a pas de passagers à bord, mention expresse en sera faite sur le rôle d'équipage.

“ ARTICLE XXXVII.

“ A l'arrivée dans tout port de relâche ou de destination, le capitaine du bâtiment produira devant l'autorité de la Puissance dont il porte le pavillon ou, à défaut de celle-ci, devant l'autorité territoriale, le rôle d'équipage et, s'il y a lieu, les manifestes de passagers antérieurement délivrés. L'autorité contrôlera les passagers arrivés à destination ou s'arrêtant dans un port de relâche, et fera mention de leur débarquement sur le manifeste. Au départ, la même autorité apposera de nouveau son visa au rôle et au manifeste, et fera l'appel des passagers.

ARTICLE XXXVIII.

“ Sur le littoral Africain et dans les îles adjacentes, aucun passager Noir ne sera embarqué à bord d'un bâtiment indigène en dehors des localités où réside une autorité relevant d'une des Puissances Signataires.

“ Dans toute l'étendue de la zone prévue à l'Article XXI, aucun passager Noir ne pourra être débarqué d'un bâtiment indigène hors d'une localité où réside une autorité relevant d'une des Hautes Parties Contractantes et sans que cette autorité assiste au débarquement.

“ Les cas de force majeure qui auraient déterminé l'infraction à ces dispositions devront être examinés par l'autorité de la Puissance dont le bâtiment porte les couleurs, ou, à défaut de celle-ci, par l'autorité territoriale du port dans lequel le bâtiment inculqué fait relâche.

“ ARTICLE XXXIX.

“ Les prescriptions des Articles XXXV, XXXVI, XXXVII, et XXXVIII, ne sont pas applicables aux bateaux non pontés entièrement, ayant un maximum de dix hommes d'équipage, et qui satisferont à l'une des deux conditions suivantes :—

“ 1. S'adonner exclusivement à la pêche dans les eaux territoriales ;

“ 2. Se livrer au petit cabotage entre les différents ports de la même Puissance territoriale, sans s'éloigner de la côte à plus de 5 milles.

“ Ces différents bateaux recevront, suivant les cas, de l'autorité territoriale ou de l'autorité Consulaire, une licence spéciale, renouvelable chaque année et révoquée dans les conditions

prévues à l'Article XL, et dont le modèle uniforme, annexé au présent Acte Général, sera communiqué au Bureau International de Renseignements.

"ARTICLE XL.

"Tout acte ou tentative de Traite, légalement constaté à la charge du capitaine, armateur, ou propriétaire d'un bâtiment autorisé à porter le pavillon d'une des Puissances Signataires, ou ayant obtenu la licence prévue à l'Article XXXIX, entraînera le retrait immédiat de cette autorisation ou de cette licence. Toutes les infractions aux prescriptions du paragraphe 2 du Chapitre III seront punies, en outre, des pénalités édictées par les Lois et Ordonnances spéciales à chacune des Puissances Contractantes.

"ARTICLE XLI.

"Les Puissances Signataires s'engagent à déposer au Bureau International de Renseignements les modèles types des documents ci-après :—

- "1. Titre autorisant le port du pavillon ;
- "2. Rôle d'équipage ;
- "3. Manifeste des passagers Noirs.

"Ces documents, dont la teneur peut varier suivant les Règlements propres à chaque pays, devront renfermer obligatoirement les renseignements suivants, libellés dans une langue Européenne :—

"1. En ce qui concerne l'autorisation de porter le pavillon :—

"(a.) Le nom, le tonnage, le gréement, et les dimensions principales du bâtiment ;

"(b.) Le numéro d'inscription et la lettre signalétique du port d'attache ;

"(c.) La date de l'obtention du permis et la qualité du fonctionnaire qui l'a délivré.

"2. En ce qui concerne le rôle d'équipage :

"(a.) Le nom du bâtiment, du capitaine, et de l'armateur ou des propriétaires ;

"(b.) Le tonnage du bâtiment ;

"(c.) Le numéro d'inscription et le port d'attache du navire, sa destination, ainsi que les renseignements spécifiés à l'Article XXV.

"3. En ce qui concerne le manifeste des passagers Noirs ;

"Le nom du bâtiment qui les transporte et les renseignements indiqués à l'Article XXXVI, et destinés à bien identifier les passagers.

"Les Puissances Signataires prendront les mesures nécessaires pour que les autorités territoriales, ou leurs Consuls, envoient au même Bureau des copies certifiées de toute autorisation d'arborer leur pavillon, dès qu'elle aura été accordée, ainsi que l'avis du retrait dont ces autorisations auraient été l'objet.

"Les dispositions du présent Article ne concernent que les papiers destinés aux bâtiments indigènes.

"2. *De l'Arrêt des Bâtiments Suspects.*

"ARTICLE XLII.

"Lorsque les officiers commandant les bâtiments de guerre de l'une des Puissances Signataires auront lieu de croire qu'un bâtiment d'un tonnage inférieur à 500 tonneaux, et rencontré dans la zone ci-dessus indiquée, se livre à la Traite, ou est coupable d'une usurpation de pavillon, ils pourront recourir à la vérification des papiers de bord.

"Le présent Article n'implique aucun changement à l'état de choses actuel en ce qui concerne la juridiction dans les eaux territoriales.

"ARTICLE XLIII.

"Dans ce but, un canot, commandé par un officier de vaisseau en uniforme pourra être envoyé à bord du navire suspect, après qu'on l'aura hélé pour lui donner avis de cette intention.

"L'officier envoyé à bord du navire arrêté devra procéder avec tous les égards et tous les ménagements possibles.

"ARTICLE XLIV.

"La vérification des papiers de bord consistera dans l'examen des pièces suivantes :—

"1. En ce qui concerne les bâtiments indigènes, les papiers mentionnés à l'Article XLI.

"2. En ce qui concerne les autres bâtiments, les pièces stipulées dans les différents Traités ou Conventions maintenus en vigueur.

"La vérification des papiers de bord n'autorise l'appel de l'équipage et des passagers que dans les cas et suivant les conditions prévus à l'Article suivant.

"ARTICLE XLV.

"L'enquête sur le chargement du bâtiment ou la visite ne peut avoir lieu qu'à l'égard des bâtiments naviguant sous le pavillon d'une des Puissances qui ont conclu, ou viendraient à conclure, les Conventions particulières visées à l'Article XXII, et conformément aux prescriptions de ces Conventions.

"ARTICLE XLVI.

"Avant de quitter le bâtiment arrêté, l'officier dressera un procès-verbal suivant les formes et dans la langue en usage dans le pays auquel il appartient.

"Ce procès-verbal doit être daté et signé par l'officier, et constater les faits.

"Le capitaine du navire arrêté, ainsi que les témoins, auront le droit de faire ajouter au procès-verbal toutes explications qu'ils croiront utiles.

"ARTICLE XLVII.

"Le Commandant d'un bâtiment de guerre qui aurait arrêté un navire sous pavillon étranger doit, dans tous les cas, faire un Rapport à son Gouvernement, en indiquant les motifs qui l'ont fait agir.

"ARTICLE XLVIII.

"Un résumé de ce Rapport ainsi qu'une copie du procès-verbal dressé par l'officier envoyé à bord du navire arrêté seront, le plus tôt possible, expédiés au Bureau International de Renseignements, qui en donnera communication à l'autorité Consulaire ou territoriale la plus proche de la Puissance dont le navire arrêté en route a arboré le pavillon. Des doubles de ces documents seront conservés aux archives du Bureau.

"ARTICLE XLIX.

"Si, par suite de l'accomplissement des actes de contrôle mentionnés dans les Articles précédents, le croiseur est convaincu qu'un fait de Traite a été commis à bord durant la traversée ou qu'il existe des preuves irrécusables contre le capitaine ou l'armateur pour l'accuser d'usurpation de pavillon, de fraude, ou de participation à la Traite, il conduira le bâtiment arrêté dans le port de la zone le plus rapproché, où se trouve une autorité compétente de la Puissance dont le pavillon a été arboré.

"Chaque Puissance Signataire s'engage à désigner dans la zone et à faire connaître au Bureau International de Renseignements les autorités territoriales ou Consulaires, ou les Délégués spéciaux qui seraient compétents dans les cas visés ci-dessus.

"Le bâtiment soupçonné peut également être remis à un croiseur de sa nation, si ce dernier consent à en prendre charge.

"3. *De l'Enquête et du Jugement des Bâtiments saisis.*

"ARTICLE L.

"L'autorité visée à l'Article précédent, à laquelle le navire arrêté a été remis, procédera

à une enquête complète, selon les Lois et Règlements de sa nation, en présence d'un officier du croiseur étranger.

“ARTICLE LI.

“S'il résulte de cette enquête qu'il y a eu usurpation de pavillon, le navire arrêté restera à la disposition du capteur.

“ARTICLE LII.

“Si l'enquête établit un fait de Traite défini par la présence à bord d'esclaves destinés à être vendus, ou d'autres faits de Traite prévus par les Conventions particulières, le navire et sa cargaison demeurent sous séquestre, à la garde de l'autorité qui a dirigé l'enquête.

“Le capitaine et l'équipage seront déferés aux Tribunaux désignés aux Articles LIV et LVI. Les esclaves seront mis en liberté après qu'un jugement aura été rendu.

“Dans les cas prévus par cet Article, il sera disposé des esclaves libérés conformément aux Conventions particulières conclues ou à conclure entre les Puissances Signataires. A défaut de ces Conventions, les dits esclaves pourront être remis à l'autorité locale, pour être renvoyés, si c'est possible, dans leur pays d'origine; sinon cette autorité leur facilitera, autant qu'il dépendra d'elle, les moyens de vivre, et, s'ils le désirent, de se fixer dans la contrée.

“ARTICLE LIII.

“Si l'enquête prouve que le bâtiment est arrêté illégalement, il y aura lieu de plein droit à une indemnité proportionnelle au préjudice éprouvé par le bâtiment détourné de sa route.

“La quotité de cette indemnité sera fixée par l'autorité qui a dirigé l'enquête.

“ARTICLE LIV.

“Dans le cas où l'officier du navire capteur n'accepterait pas les conclusions de l'enquête effectuée en sa présence, la cause serait, de plein droit, déferée au Tribunal de la nation dont le bâtiment capturé aurait arboré les couleurs.

“Il ne sera fait d'exception à cette règle que dans le cas où le différend porterait sur le chiffre de l'indemnité stipulée à l'Article LIII, lequel sera fixé par voie d'arbitrage, ainsi qu'il est spécifié à l'Article suivant.

“ARTICLE LV.

“L'officier capteur et l'autorité qui aura dirigé l'enquête désigneront, chacun dans les quarante-huit heures, un arbitre, et les deux arbitres choisis auront eux-mêmes vingt-quatre heures pour désigner un sur-arbitre. Les arbitres devront être choisis, autant que possible, parmi les fonctionnaires Diplomatiques, Consulaires, ou judiciaires des Puissances Signataires. Les indigènes se trouvant à la solde des Gouvernements Contractants sont formellement exclus. La décision est prise à la majorité des voix. Elle doit être reconnue comme définitive.

“Si la juridiction arbitrale n'est pas constituée dans les délais indiqués, il sera procédé, pour l'indemnité comme pour les dommages-intérêts, conformément aux dispositions de l'Article LVIII, paragraphe 2.

“ARTICLE LVI.

“Les causes sont, déferées, dans le plus bref délai possible, au Tribunal de la nation dont les prévenus ont arboré les couleurs. Cependant les Consuls ou toute autre autorité de la même nation que les prévenus, spécialement commissionnés à cet effet, peuvent être autorisés par leur Gouvernement à rendre les Jugements aux lieu et place des Tribunaux.

“ARTICLE LVII.

“La procédure et le Jugement des infractions aux dispositions du Chapitre III auront toujours lieu aussi sommairement que le permettent les

Lois et Règlements en vigueur dans les territoires soumis à l'autorité des Puissances Signataires.

“ARTICLE LVIII.

“Tout Jugement du Tribunal national ou des autorités visées à l'Article LVI déclarant que le navire arrêté ne s'est point livré à la Traite sera exécuté sur le champ, et pleine liberté sera rendue au navire de continuer sa route.

“Dans ce cas, le capitaine ou l'armateur du navire arrêté sans motif légitime de suspicion ou ayant été soumis à des vexations, aura le droit de réclamer des dommages-intérêts dont le montant serait fixé de commun accord entre les Gouvernements directement intéressés ou par voie d'arbitrage, et payé dans le délai de six mois à partir de la date du Jugement qui a acquitté la prise.

“ARTICLE LIX.

“En cas de condamnation, le navire séquestré sera déclaré de bonne prise au profit du capteur.

“Le capitaine, l'équipage, et toutes autres personnes reconnus coupables seront punis, selon la gravité des crimes ou délits commis par eux, et conformément à l'Article V.

“ARTICLE LX.

“Les dispositions des Articles L à LIX ne portent aucune atteinte ni à la compétence, ni à la procédure des Tribunaux spéciaux existants ou de ceux à créer pour connaître des faits de Traite.

“ARTICLE LXI.

“Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement les instructions qu'elles donneront, en exécution des dispositions du Chapitre III, aux Commandants de leurs bâtiments de guerre naviguant dans les mers de la zone indiquée.

“CHAPITRE IV.—PAYS DE DESTINATION DONT LES INSTITUTIONS COMPORTENT L'EXISTENCE DE L'ESCLAVAGE DOMESTIQUE.

“ARTICLE LXII.

“Les Puissances Contractantes dont les institutions comportent l'existence de l'esclavage domestique et dont, par suite de ce fait, les possessions situées dans ou hors l'Afrique servent, malgré la vigilance des autorités, de lieux de destination aux esclaves Africains, s'engagent à en prohiber l'importation, le transit, la sortie, ainsi que le commerce. La surveillance la plus active et la plus sévère possible sera organisée par elles sur tous les points où s'opèrent l'entrée, le passage, et la sortie des esclaves Africains.

“ARTICLE LXIII.

“Les esclaves libérés en exécution de l'Article précédent seront, si les circonstances le permettent, renvoyés dans leur pays d'origine. Dans tous les cas, ils recevront des lettres d'affranchissement des autorités compétentes, et auront droit à leur protection et à leur assistance afin de trouver des moyens d'existence.

“ARTICLE LXIV.

“Tout esclave fugitif arrivant à la frontière d'une des Puissances mentionnées à l'Article LXII sera réputé libre, et sera en droit de réclamer des autorités compétentes des lettres d'affranchissement.

“ARTICLE LXV.

“Toute vente ou transaction dont les esclaves visés aux Articles LXIII et LXIV auraient été l'objet par suite de circonstances quelconques, sera considérée comme nulle et non avenue.

“ARTICLE LXVI.

“Les navires indigènes portant le pavillon d'un des pays mentionnés à l'Article LXII, s'il existe des indices qu'ils se livrent à des opérations de



Traite, seront soumis par les autorités locales, dans les ports qu'ils fréquentent, à une vérification rigoureuse de leur équipage et des passagers, tant à l'entrée qu'à la sortie. En cas de présence à bord d'esclaves Africains, il sera procédé judiciairement contre la bâtiment et contre toutes personnes qu'il y aura lieu d'inculper. Les esclaves trouvés à bord recevront des lettres d'affranchissement par les soins des autorités qui auront opéré la saisie des navires.

"ARTICLE LXVII.

"Des dispositions pénales en rapport avec celles prévues par l'Article V seront édictées contre les importateurs, transporteurs, et marchands d'esclaves Africains, contre les auteurs de mutilation d'enfants ou d'adultes mâles et ceux qui en trafiquent, ainsi que contre leurs coauteurs et complices.

"ARTICLE LXVIII.

"Les Puissances Signataires reconnaissent la haute valeur de la Loi sur la prohibition de la Traite des Noirs, sanctionnée par Sa Majesté l'Empereur des Ottomans le 4 (16) Décembre, 1889 (22 Rebi-ul-Akhir, 1307), et elles sont assurées qu'une surveillance active sera organisée par les autorités Ottomanes, particulièrement sur la côte occidentale de l'Arabie et sur les routes qui mettent cette côte en communication avec les autres possessions de Sa Majesté Impériale en Asie.

"ARTICLE LXIX.

"Sa Majesté le Schah de Perse consent à organiser une surveillance active dans les eaux territoriales et sur celles des côtes du Golfe Persique et du Golfe d'Oman qui sont placés sous sa souveraineté, ainsi que sur les routes intérieures qui servent au transport des esclaves. Les Magistrats et les autres autorités recevront à cet effet les pouvoirs nécessaires.

"ARTICLE LXX.

"Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar consent à prêter son concours le plus efficace pour la répression des crimes et délits commis par les trafiquants d'esclaves Africains sur terre comme sur mer. Les Tribunaux institués à cette fin dans le Sultanat de Zanzibar appliqueront strictement les dispositions pénales prévues à l'Article V. Afin de mieux assurer la liberté des esclaves libérés, tant en vertu des dispositions du présent Acte Général que des Décrets rendus en cette matière par Sa Hautesse et ses prédécesseurs, un Bureau d'Affranchissement sera établi à Zanzibar.

"ARTICLE LXXI.

"Les Agents Diplomatiques et Consulaires, et les officiers de marine des Puissances Contractantes prêteront, dans les limites des Conventions existantes, aux autorités locales leur concours, afin d'aider à réprimer la Traite là où elle existe encore; ils auront le droit d'assister aux procès de Traite qu'ils auront provoqués, sans pouvoir prendre part à la délibération.

"ARTICLE LXXII.

"Des Bureaux d'Affranchissement ou des institutions qui en tiennent lieu seront organisés par les Administrations des pays de destination des esclaves Africains, aux fins déterminées à l'Article XVIII.

"ARTICLE LXXIII.

"Les Puissances Signataires s'étant engagées à se communiquer tous les renseignements utiles pour combattre la Traite, les Gouvernements que concernent les dispositions du présent Chapitre échangeront périodiquement avec les autres Gouvernements les données statistiques relatives aux esclaves arrêtés et libérés, ainsi que les

mesures législatives ou administratives prises afin de réprimer la Traite.

"CHAPITRE V.—INSTITUTIONS DESTINÉES À ASSURER L'EXÉCUTION DE L'ACTE GÉNÉRAL.

"§ I. Du Bureau International Maritime.

"ARTICLE LXXIV.

"Conformément aux dispositions de l'Article XXVII, il est institué à Zanzibar un Bureau International où chacune des Puissances Signataires pourra se faire représenter par un Délégué.

"ARTICLE LXXV.

"Le Bureau sera constitué dès que trois Puissances auront désigné leur Représentant.

"Il élaborera un Règlement fixant le mode d'exercice de ses attributions. Ce Règlement sera immédiatement soumis à la sanction des Puissances Signataires qui auront notifié leur intention de s'y faire représenter et qui statueront à cet égard dans le plus bref délai possible.

"ARTICLE LXXVI.

"Les frais de cette institution seront répartis, à parts égales, entre les Puissances Signataires mentionnées à l'Article précédent.

"ARTICLE LXXVII.

"Le Bureau de Zanzibar aura pour mission de centraliser tous les documents et renseignements qui seraient de nature à faciliter la répression de la Traite dans la zone maritime.

"A cet effet, les Puissances Signataires s'engagent à lui faire parvenir, dans le plus bref délai possible :—

"1. Les documents spécifiés à l'Article XLI.

"2. Le résumé des Rapports et la copie des procès-verbaux visés à l'Article XLVIII.

"3. La liste des autorités territoriales ou Consulaires et des Délégués spéciaux compétents pour procéder à l'égard des bâtiments arrêtés, aux termes de l'Article XLIX.

"4. La copie des Jugements et Arrêts, de Condamnation rendus conformément à l'Article LVIII.

"5. Tous les renseignements propres à amener la découverte des personnes qui se livrent aux opérations de la Traite dans la zone susdite.

"ARTICLE LXXVIII.

"Les archives du Bureau seront toujours ouvertes aux officiers de la marine des Puissances Signataires autorisés à agir dans les limites de la zone définie à l'Article XXI, de même qu'aux autorités territoriales ou judiciaires et aux Consuls spécialement désignés par leurs Gouvernements.

"Le Bureau devra fournir aux officiers et agents étrangers autorisés à consulter ses archives, les traductions en une langue Européenne des documents qui seraient rédigés dans une langue Orientale.

"Il fera les communications prévues à l'Article XLVIII.

"ARTICLE LXXIX.

"Des Bureaux auxiliaires en rapport avec le Bureau de Zanzibar pourront être établis dans certaines parties de la zone, en vertu d'un accord préalable entre les Puissances intéressées.

"Ils seront composés des Délégués de ces Puissances et établis conformément aux Articles LXXV, LXXVI, et LXXVIII.

"Les documents et renseignements spécifiés à l'Article LXXVII, en tant qu'ils concernent la partie afférente de la zone, leur seront envoyés directement par les autorités territoriales et Consulaires de cette région, sans préjudice de la communication au Bureau de Zanzibar prévue par le même Article.

"ARTICLE LXXX.

"Le Bureau de Zanzibar dressera, dans les

deux premiers mois de chaque année, un rapport sur ses opérations et celles des Bureaux auxiliaires pendant l'année écoulée.

“ § II. *De l'Echange entre les Gouvernements des Documents et Renseignements relatifs à la Traite.* ”

“ ARTICLE LXXXI. ”

“ Les Puissances se communiqueront, dans la plus large mesure et le plus bref délai qu'ils jugeront possibles :—

“ 1. Le texte des Lois et Règlements d'Administration existants ou édictés par application des clauses du présent Acte Général.

“ 2. Les renseignements statistiques concernant la Traite, les esclaves arrêtés et libérés, le trafic des armes, des munitions, et des alcools.

“ ARTICLE LXXXII. ”

L'échange de ces documents et renseignements sera centralisé dans un Bureau spécial rattaché au Département des Affaires Étrangères à Bruxelles.

“ ARTICLE LXXXIII. ”

“ Le Bureau de Zanzibar lui fera parvenir, chaque année, le Rapport mentionné à l'Article LXXX sur ses opérations pendant l'année écoulée et sur celles des Bureaux auxiliaires qui viendraient à être établis conformément à l'Article LXXIX.

“ ARTICLE LXXXIV. ”

“ Les documents et renseignements seront réunis et publiés périodiquement et adressés à toutes les Puissances Signataires. Cette publication sera accompagnée, chaque année, d'une Table analytique des documents législatifs, administratifs, et statistiques mentionnés aux Articles LXXXI. et LXXXIII.

“ ARTICLE LXXXV. ”

“ Les frais de bureau, de correspondance, de traduction, et d'impression qui en résulteront, seront supportés par toutes les Puissances Signataires, et recouverts par les soins du Département des Affaires Étrangères à Bruxelles.

“ § III. *De la Protection des Esclaves Libérés.* ”

“ ARTICLE LXXXVI. ”

“ Les Puissances Signataires ayant reconnu le devoir de protéger les esclaves libérés dans leurs possessions respectives s'engagent à établir, s'il n'en existe déjà, dans les ports de la zone déterminée à l'Article XXI et dans les endroits de leurs dites possessions qui seraient des lieux de capture, de passage, et d'arrivée d'esclaves Africains, des Bureaux ou des institutions en nombre jugé suffisant par elles, et qui seront chargés spécialement de les affranchir et de les protéger, conformément aux dispositions des Articles VI, XVIII, LII, LXIII, et LXVI.

“ ARTICLE LXXXVII. ”

“ Les Bureaux d'Affranchissement ou les autorités chargées de ce service délivreront les lettres d'affranchissement et en tiendront registre.

“ En cas de dénonciation d'un fait de Traite ou de détention illégale, ou sur le recours des esclaves eux mêmes, les dits Bureaux ou autorités feront toutes les diligences nécessaires pour assurer la libération des esclaves et la punition des coupables.

“ La remise des lettres d'affranchissement ne saurait, en aucun cas, être retardée, si l'esclave est accusé d'un crime ou délit de droit commun. Mais, après la délivrance des dites lettres, il sera procédé à l'instruction en la forme établie par la procédure ordinaire.

“ ARTICLE LXXXVIII. ”

“ Les Puissances Signataires favoriseront, dans leurs possessions, la fondation d'établisse-

ments de refuge pour les femmes et d'éducation pour les enfants libérés.

“ ARTICLE LXXXIX. ”

“ Les esclaves affranchis pourront toujours recourir aux Bureaux pour être protégés dans la jouissance de leur liberté.

“ Quiconque aura usé de fraude ou de violence pour enlever à un esclave libéré ses lettres d'affranchissement, ou pour le priver de sa liberté, sera considéré comme marchand d'esclaves.

“ CHAPITRE VI.—MESURES RESTRICTIVES DU TRAFIC DES SPIRITUEUX. ”

“ ARTICLE XC. ”

“ Justement préoccupées des conséquences morales et matérielles qu'entraîne pour les populations indigènes l'abus des spiritueux, les Puissances Signataires sont convenues d'appliquer les dispositions des Articles XCI, XCII, et XCIII dans une zone délimitée par le 20<sup>e</sup> degré latitude nord et par le 22<sup>e</sup> degré latitude sud, et aboutissant vers l'ouest à l'Océan Atlantique et vers l'est à l'Océan Indien et à ses dépendances, y compris les îles adjacentes au littoral jusqu'à 100 milles marins de la côte.

“ ARTICLE XCI. ”

“ Dans les régions de cette zone où il sera constaté que, soit à raison des croyances religieuses, soit pour d'autres motifs, l'usage des boissons distillées n'existe pas ou ne s'est pas développé, les Puissances en prohiberont l'entrée. La fabrication des boissons distillées y sera également interdite.

“ Chaque Puissance déterminera les limites de la zone de prohibition des boissons alcooliques dans ses possessions ou Protectorats, et sera tenue d'en notifier le tracé aux autres Puissances dans un délai de six mois.

“ Il ne pourra être dérogé à la susdite prohibition que pour des quantités limitées, destinées à la consommation des populations non indigènes et introduites sous le régime et dans les conditions déterminées par chaque Gouvernement.

“ ARTICLE XCII. ”

“ Les Puissances ayant des possessions ou exerçant des Protectorats dans les régions de la zone qui ne sont pas placées sous le régime de la prohibition, et où les spiritueux sont actuellement importés librement ou soumis à un droit d'importation inférieur à 15 fr. par hectolitre à 50 degrés centigrades, s'engagent à établir sur ces spiritueux un droit d'entrée qui sera de 15 fr. par hectolitre à 50 degrés centigrades, pendant les trois années qui suivront la mise en vigueur du présent Acte Général. A l'expiration de cette période, le droit pourra être porté à 25 fr. pendant une nouvelle période de trois années. Il sera, à la fin de la sixième année, soumis à revision, en prenant pour base une étude comparative des résultats produits par ces tarifications, à l'effet d'arrêter alors, si faire se peut, une taxe minima dans toute l'étendue de la zone où n'existerait pas le régime de la prohibition visé à l'Article XCI.

“ Les Puissances conservent le droit de maintenir et d'élever les taxes au delà du minimum fixé par le présent Article dans les régions où elles le possèdent actuellement.

“ ARTICLE XCIII. ”

“ Les boissons distillées qui seraient fabriquées dans les régions visées à l'Article XCII et destinées à être livrées à la consommation intérieure, seront grevées d'un droit d'accise.

“ Ce droit d'accise, dont les Puissances s'engagent à assurer la perception, dans la limite du possible, ne sera pas inférieur au minimum des droits d'entrée fixé par l'Article XCII.

“ARTICLE XCIV.

“Les Puissances Signataires qui ont en Afrique des possessions en contact avec la zone spécifiée à l'Article XC s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'introduction des spiritueux, par leurs frontières intérieures, dans les territoires de la dite zone.

“ARTICLE XCV.

“Les Puissances se communiqueront, par l'entremise du Bureau de Bruxelles, dans les conditions indiquées au Chapitre V, les renseignements relatifs au trafic des spiritueux dans leurs territoires respectifs.

“CHAPITRE VII.—DISPOSITIONS FINALES.

“ARTICLE XCVI.

“Le présent Acte Général abroge toutes stipulations contraires des Conventions antérieurement conclues entre les Puissances Signataires.

“ARTICLE XCVII.

“Les Puissances Signataires, sans préjudice de ce qui est stipulé aux Articles XIV, XXIII, et XXII, se réservent d'introduire au présent Acte Général, ultérieurement et d'un commun accord, les modifications ou améliorations dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

“ARTICLE XCVIII.

“Les Puissances qui n'ont pas signé le présent Acte Général pourront être admises à y adhérer.

“Les Puissances Signataires se réservent de mettre à cette adhésion telles conditions qu'elles jugeraient nécessaires.

“Si aucune condition n'est stipulée, l'adhésion emporte de plein droit l'acceptation de toutes les obligations et l'admission à tous les avantages stipulés par le présent Acte Général.

“Les Puissances se concerteront sur les démarches à faire pour amener l'adhésion des États dont le concours serait nécessaire ou utile pour assurer l'exécution complète de l'Acte Général.

“L'adhésion se fera par un Acte séparé. Elle sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, et par celui-ci à tous les États Signataires et adhérents.

“ARTICLE XCIX.

“Le présent Acte Général sera ratifié dans un délai qui sera le plus court possible et qui, en aucun cas, ne pourra excéder un an.

“Chaque Puissance adressera sa ratification

au Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, qui en donnera avis à toutes les autres Puissances Signataires du présent Acte Général.

“Les ratifications de toutes les Puissances resteront déposées dans les archives du Royaume de Belgique.

“Aussitôt que toutes les ratifications auront été produites, ou au plus tard un an après la signature du présent Acte Général, il sera dressé Acte du dépôt dans un Protocole qui sera signé par les Représentants de toutes les Puissances qui auront ratifié.

“Une copie certifiée de ce Protocole sera adressée à toutes les Puissances intéressées.

ARTICLE C.

“Le présent Acte Général entrera en vigueur dans toutes les possessions des Puissances Contractantes le soixantième jour à partir de celui où aura été dressé le Protocole de dépôt prévu à l'Article précédent.

“En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Acte Général et y ont apposé leur cachet.

“Fait à Bruxelles, le 2<sup>e</sup> jour du mois de Juillet, 1890.

- “(L.S.) VIVIAN.
- “(L.S.) JOHN KIRK.
- “(L.S.) ALVENSLEBEN.
- “(L.S.) GÖHRING.
- “(L.S.) R. KHEVENHÜLLER.
- “(L.S.) LAMBERMONT
- “(L.S.) É. BANNING.
- “(L.S.) SCHACK DE BROCKDORFF.
- “(L.S.) J.-G. DE AGÜERA.
- “(L.S.) EDM. VAN EETVELDE.
- “(L.S.) A. VAN MALDEGHEM.
- “(L.S.) EDWIN H. TERRELL.
- “(L.S.) H. S. SANFORD.
- “(L.S.) A. BOURÉE.
- “(L.S.) G. COGORDAN.
- “(L.S.) F. DE RENZIS.
- “(L.S.) T. CATALANI.
- “(L.S.) L. GERICOKE.
- “(L.S.) NAZARE AGA.
- “(L.S.) HENRIQUE DE MACEDO  
- PEREIRA COUTINHO.
- “(L.S.) L. OUROUSSOFF.
- “(L.S.) MARTENS.
- “(L.S.) BURENSTAM.
- “(L.S.) ÉT. CARATHÉODORY.
- “(L.S.) JOHN KIRK.
- “(L.S.) GÖHRING.

“Annexe à l'Article XXXIX.

“AUTORISATION de Naviguer au Petit Cabotage sur la Côte Orientale d'Afrique conformément à l'Article XXXIX.

Nom du Bateau avec Indication du Genre de Construction et de Grément.	Nationalité.	Tonnage.	Port d'attache.	Nom du Capitaine.	Nombre des Hommes d'Équipage.	Nombre maximum de Passagers.	Parages dans lesquels le Bateau doit naviguer.	Observations Générales.

“La présente autorisation doit être renouvelée le.....

“Qualité du fonctionnaire qui a délivré le permis :

“DÉCLARATION.

“Les Puissances réunies en Conférence à Bruxelles, qui ont ratifié l'Acte Général de Berlin du 26 Février, 1885, ou qui y ont adhéré.

“Après avoir arrêté et signé de concert dans

l'Acte Général de ce jour, un ensemble de mesures destinées à mettre un terme à la Traite des Nègres sur terre comme sur mer et à améliorer les conditions morales et matérielles d'existence des populations indigènes ;

“ Considérant que l'exécution des dispositions qu'elles ont prises dans ce but impose à certaines d'entre elles, qui ont des possessions ou exercent des Protectorats dans le bassin conventionnel du Congo, des obligations qui exigent impérieusement, pour y faire face, des ressources nouvelles ;

“ Sont convenues de faire la Déclaration suivante :—

“ Les Puissances Signataires ou adhérentes qui ont des possessions ou exercent des Protectorats dans le dit bassin conventionnel du Congo pourront, pour autant qu'une autorisation leur soit nécessaire à cette fin, y établir sur les marchandises importées des droits dont le tarif ne pourra dépasser un taux équivalent à 10 pour cent de la valeur au port d'importation, à l'exception toutefois des spiritueux, qui sont régis par les dispositions du Chapitre VI de l'Acte Général de ce jour.

“ Après la signature du dit Acte Général, une négociation sera ouverte entre les Puissances qui ont ratifié l'Acte Général de Berlin ou qui y ont adhéré, à l'effet d'arrêter, dans la limite maxima de 10 pour cent de la valeur, les conditions du régime Douanier à instituer dans le bassin conventionnel du Congo.

“ Il reste néanmoins entendu :—

“ 1. Qu'aucun traitement différentiel ni droit de transit ne pourront être établis ;

“ 2. Que, dans l'application du régime Douanier qui sera convenu, chaque Puissance s'attachera à simplifier, autant que possible, les formalités et à faciliter les opérations du commerce ;

“ 3. Que l'arrangement à résulter de la négociation prévue restera en vigueur pendant quinze ans à partir de la signature de la présente Déclaration.

“ A l'expiration de ce terme et à défaut d'un nouvel accord, les Puissances Contractantes se retrouveront dans les conditions prévues par l'Article IV de l'Acte Général de Berlin, la faculté d'imposer à un maximum de 10 pour cent les marchandises importées dans le bassin conventionnel du Congo leur restant acquise.

“ Les ratifications de la présente Déclaration seront échangées en même temps que celles de l'Acte Général du même jour.

“ En foi de quoi les soussignés Plénipotentiaires ont dressé la présente Déclaration et y ont apposé leur cachet.

“ Fait à Bruxelles, le 2<sup>e</sup> jour du mois de Juillet, 1890.

“ (L.S.) VIVIAN.  
 “ (L.S.) JOHN KIRK.  
 “ (L.S.) ALVENSLEBEN.  
 “ (L.S.) GÖHRING.  
 “ (L.S.) R. KHEVENHÜLLER.  
 “ (L.S.) LAMBERMONT.  
 “ (L.S.) E. BANNING.  
 “ (L.S.) SCHACK DE BROCKDORFF.  
 “ (L.S.) J.-G. DE AGUËRA.  
 “ (L.S.) EDM. VAN EETVELDE.  
 “ (L.S.) A. VAN MALDEGHEM.  
 “ (L.S.) A. BOURÉE.  
 “ (L.S.) G. COGORDAN.  
 “ (L.S.) F. DE RENZIS.  
 “ (L.S.) T. CATALANI.  
 “ (L.S.) L. GERICKE.  
 “ (L.S.) HENRIQUE DE MACEDO PEREIRA COUTINHO.  
 “ (L.S.) L. OUROUSSOFF.  
 “ (L.S.) MARTENS.  
 “ (L.S.) BURENSTAM.  
 “ (L.S.) ÉT. CARATHÉODOKY.  
 “ (L.S.) JOHN KIRK.  
 “ (L.S.) GÖHRING.

(Translation.)

“ GENERAL ACT OF THE BRUSSELS CONFERENCE.

“ In the name of God Almighty.

“ HER Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India ;

“ His Majesty the German Emperor, King of Prussia, in the name of the German Empire ;

“ His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, &c., and Apostolic King of Hungary ;

“ His Majesty the King of the Belgians ;

“ His Majesty the King of Denmark ;

“ His Majesty the King of Spain, and in His name Her Majesty the Queen Regent of the Kingdom ;

“ His Majesty the King-Sovereign of the Independent State of the Congo ;

“ The President of the United States of America ;

“ The President of the French Republic ;

“ His Majesty the King of Italy ;

“ His Majesty the King of the Netherlands, Grand Duke of Luxemburg, &c. ;

“ His Majesty the Shah of Persia ;

“ His Majesty the King of Portugal and the Algarves, &c. ;

“ His Majesty the Emperor of All the Russias ;

“ His Majesty the King of Sweden and Norway, &c. ;

“ His Majesty the Emperor of the Ottomans ; and

“ His Highness the Sultan of Zanzibar ;

“ Equally animated by the firm intention of putting an end to the crimes and devastations engendered by the traffic in African Slaves, of effectively protecting the aboriginal populations of Africa, and of assuring to that vast continent the benefits of peace and civilization :

“ Wishing to give a fresh sanction to the decisions already taken in the same sense and at different periods by the Powers ; to complete the results obtained by them ; and to draw up a collection of measures guaranteeing the accomplishment of the work which is the object of their common solicitude ;

“ Have resolved, on the invitation addressed to them by the Government of His Majesty the King of the Belgians, in agreement with the Government of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, to assemble with this object a Conference at Brussels, and have named as their Plenipotentiaries, that is to say :

“ Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, Lord Vivian, Peer of the United Kingdom, Her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of the Belgians ; and Sir John Kirk ;

“ His Majesty the German Emperor, King of Prussia, in the name of the German Empire, M. Frédéric-Jean, Comte d'Alvensleben, His Chamberlain and Privy Councillor, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of the Belgians ; and M. Guillaume Göhring, His Privy Councillor of Legation, Consul-General of the Empire of Germany at Amsterdam ;

“ His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, and Apostolic King of Hungary, Rodolphe, Count Khevenhüller-Metsch, His Chamberlain, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of the Belgians ;

“ His Majesty the King of the Belgians, Auguste, Baron Lambertmont, His Minister of

State, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary; and M. Émile Banning, Director-General of the Ministry of Foreign Affairs of Belgium;

"His Majesty the King of Denmark, M. Frédéric-George Schack de Brockdorff, Consul-General of Denmark and Antwerp;

"His Majesty the King of Spain, and in His name Her Majesty the Queen-Regent of the Kingdom, Don José Gutierrez de Agüera, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of the Belgians;

"His Majesty the Sovereign-King of the Congo Free State, M. Edmond van Eetvelde, Administrator-General of the Department of Foreign Affairs of the Congo Free State; and M. Auguste van Maldeghem, Councillor of the Court of Cassation of Belgium;

"The President of the United States of America, Mr. Edwin H. Terrell, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America to His Majesty the King of the Belgians; and Mr. Henry Shelton Sanford;

"The President of the French Republic, M. Albert Bourée, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the French Republic to His Majesty the King of the Belgians; and M. George Cogordan, Minister Plenipotentiary, Chief of the Cabinet of the Ministry of Foreign Affairs of France;

"His Majesty the King of Italy, M. François de Renzis, Baron de Montanaro, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of the Belgians; and M. Thomas Catalani, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary;

"His Majesty the King of the Netherlands, Grand Duke of Luxemburg, Louis, Baron Gericke de Herwynen, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of the Belgians;

"His Imperial Majesty the Shah of Persia, General Nazare Aga, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of the Belgians;

"His Majesty the King of Portugal and the Algarves, M. Henrique de Macedo Pereira Coutinho, Member of His Council, Peer of the Realm, Minister and Honorary Secretary of State, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of the Belgians;

"His Majesty the Emperor of All the Russias, Léon, Prince Ourousoff, Master of His Court, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of the Belgians; and M. Frédéric de Martens, His Councillor of State, Permanent Member of the Council of the Ministry of Foreign Affairs of Russia;

"His Majesty the King of Sweden and Norway, M. Charles de Burenstam, His Chamberlain, His Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of the Belgians, and to His Majesty the King of the Netherlands;

"His Majesty the Emperor of the Ottomans, Étienne Carathéodory Efendi, High Dignitary of His Empire, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of the Belgians.

"His Highness the Sultan of Zanzibar, Sir John Kirk; and M. Guillaume Göhring.

"Who, furnished with Full Powers which have been found in good and due form, have adopted the following provisions:—

"CHAPTER I.—SLAVE TRADE COUNTRIES.—  
MEASURES TO BE TAKEN IN PLACES OF ORIGIN.

"ARTICLE I.

"The Powers declare that the most effective means for counteracting the Slave Trade in the interior of Africa are the following:—

"1. Progressive organization of the administrative, judicial, religious, and military services in the African territories placed under the sovereignty or protectorate of civilized nations.

"2. The gradual establishment in the interior, by the responsible Power in each territory, of strongly occupied stations, in such a way as to make their protective or repressive action effectively felt in the territories devastated by man-hunts.

"The construction of roads, and in particular of railways, connecting the advanced stations with the coast, and permitting easy access to the inland waters, and to the upper reaches of streams and rivers which are broken by rapids and cataracts, so as to substitute economical and speedy means of transport for the present means of portage by men.

"4. Establishment of steamboats on the inland navigable waters and on the lakes, supported by fortified posts established on the banks.

"5. Establishment of telegraphic lines assuring the communication of the posts and stations with the coast and with the administrative centres.

"6. Organization of expeditions and flying columns to keep up the communication of the stations with each other and with the coast, to support repressive action, and to assure the security of roadways.

"7. Restriction of the importation of firearms, at least of modern pattern, and of ammunition, throughout the entire extent of the territories infected by the Slave Trade.

"ARTICLE II.

"The stations, the cruizers organized by each Power in its inland waters, and the posts which serve as ports for them shall, independently of their principal task, which is to prevent the capture of slaves and intercept the routes of the Slave Trade, have the following subsidiary duties:—

"1. To serve as a base and, if necessary, as a place of refuge for the native populations placed under the sovereignty or the protectorate of the State to which the station belongs, for the independent populations, and temporarily for all others in case of imminent danger; to place the populations of the first of these categories in a position to co-operate for their own defence; to diminish intestine wars between tribes by means of arbitration; to initiate them in agricultural works and in the industrial arts so as to increase their welfare; to raise them to civilization and bring about the extinction of barbarous customs, such as cannibalism and human sacrifices.

"2. To give aid and protection to commercial undertakings; to watch over their legality, especially by controlling contracts of service with natives; and to lead up to the foundation of permanent centres of cultivation and of commercial establishments.

"3. To protect, without distinction of creed, the Missions which are already or may hereafter be established.

"4. To provide for the sanitary service, and to grant hospitality and help to explorers and to all who take part in Africa in the work of repressing the Slave Trade.

"ARTICLE III.

"The Powers exercising sovereignty or protectorate in Africa, in order to confirm and give

greater precision to their former declarations, undertake to proceed gradually, as circumstances permit, either by the means above indicated, or by any other means which they may consider suitable, with the repression of Slave Trade; each State in its respective possessions and under its own direction. Whenever they consider it possible they will lend their good offices to the Powers which, with a purely humanitarian object, may be engaged in Africa upon a similar mission.

#### “ARTICLE IV.

“The Powers exercising sovereignty or protectorate in Africa may, however, delegate to Chartered Companies all or a portion of the engagements which they assume in virtue of Article III. They remain, nevertheless, directly responsible for the engagements which they contract by the present General Act, and guarantee the execution thereof.

“The Powers promise to receive, aid, and protect national associations and enterprises due to private initiative which may wish to co-operate in their possessions in the repression of the Slave Trade, subject to their receiving previous authorization, which is revocable at any time; subject also to their being directed and controlled, and to the exclusion of any exercise of rights of sovereignty.

#### “ARTICLE V.

“The Contracting Powers undertake, unless this has already been provided for by laws in accordance with the spirit of the present Article, to enact or propose to their respective Legislatures, in the course of one year at latest from the date of the signature of the present General Act, a Law applying, on the one hand, the provisions of their penal laws concerning grave offences against the person, to the organizers and abettors of man-hunts, to perpetrators of the mutilation of adults and male infants, and to all persons who may take part in the capture of slaves by violence; and, on the other hand, the provisions relating to offences against individual liberty, to carriers, transporters, and dealers in slaves.

“Accomplices and accessories of the different categories of slave captors and dealers above specified shall be punished with penalties proportionate to those incurred by the principals.

“Guilty persons who may have escaped from the jurisdiction of the authorities of the country where the crimes or offences have been committed, shall be arrested either on communication of the incriminatory evidence by the authorities who have ascertained the violation of the law, or on production of any other proof of guilt by the Power on whose territory they have been discovered, and shall, without other formality, be held at the disposal of the Tribunals competent to try them.

“The Powers will communicate to each other with the least possible delay the Laws or Decrees already in existence or promulgated in execution of the present Article.

#### “ARTICLE VI.

“Slaves liberated in consequence of the stoppage or dispersal of a convoy in the interior of the continent shall be sent back, if circumstances permit, to their country of origin; if not, the local authorities shall help them as much as possible to obtain means of subsistence, and, if they desire it, to settle on the spot.

#### “ARTICLE VII.

“Any fugitive slave claiming on the continent the protection of the Signatory Powers shall obtain it, and shall be received in the camps and

stations officially established by them, or on board Government vessels plying on the lakes and rivers. Private stations and vessels are only permitted to exercise the right of asylum subject to the previous sanction of the State.

#### “ARTICLE VIII.

“The experience of all nations who have intercourse with Africa having shown the pernicious and preponderating part played by fire-arms in Slave Trade operations, as well as in intestine wars between native tribes; and this same experience having clearly proved that the preservation of the African populations, whose existence it is the express wish of the Powers to safeguard, is a radical impossibility if restrictive measures against the trade in fire-arms and ammunition are not established; the Powers decide, in so far as the present state of their frontiers permits, that the importation of fire-arms, and especially of rifles and improved weapons, as well as of powder, balls, and cartridges, is, except in the cases and under the conditions provided for in the following Article, prohibited in the territories comprised between the 20th parallel of north latitude and the 22nd parallel of south latitude, and extending westward to the Atlantic Ocean, and eastward to the Indian Ocean and its dependencies, comprising the islands adjacent to the coast as far as 100 nautical miles from the shore.

#### “ARTICLE IX.

“The introduction of fire-arms and ammunition, when there shall be occasion to authorize it in the possessions of the Signatory Powers which exercise rights of sovereignty or of protectorate in Africa, shall be regulated in the following manner in the zone laid down in Article VIII, unless identical or more rigorous Regulations have been already applied:—

“All imported fire-arms shall be deposited, at the cost, risk, and peril of the importers, in a public warehouse placed under the control of the Administration of the State. No withdrawal of fire-arms or imported ammunition shall take place from such warehouses without the previous authorization of the Administration. This authorization shall, except in cases hereinafter specified, be refused for the withdrawal of all arms of precision, such as rifles, magazine-guns, or breech-loaders, whether whole or in detached pieces, their cartridges, caps, or other ammunition intended for them.

“At the seaports the respective Governments may permit the establishment of private warehouses, under conditions affording the needful guarantees; but only for ordinary powder and flint-lock guns, and to the exclusion of improved arms and their ammunition.

“Besides the measures directly taken by Governments for the arming of the public force and the organization of their defence, individual exceptions shall be admitted for persons affording sufficient guarantees that the arm and ammunition delivered to them will not be given, assigned, or sold to third persons, and for travellers provided with a declaration of their Government stating that the weapon and ammunition are destined exclusively for their personal defence.

“In the cases provided for in the preceding paragraph, all arms shall be registered and marked by the authorities appointed for the control, who shall deliver to the persons in question licences to bear arms, indicating the name of the bearer and showing the stamp with which the arm is marked. These licences are revocable in case of proved abuse, and will be issued for five years only, but may be renewed.

"The rule above set forth as to warehousing shall also apply to gunpowder.

"Only flint-lock unrifled guns and common gunpowder, called trade powder ("poudres de traite"), can be withdrawn from the warehouses for purposes of sale. At each withdrawal of arms and ammunition of this kind for sale, the local authorities shall determine the regions in which these arms and ammunition may be sold. The regions infected by the Slave Trade shall always be excluded. Persons authorized to take arms or powder out of the warehouses shall present to the Administration every six months detailed lists indicating the destinations of the said fire-arms and powder sold, as well as the quantities still remaining in store.

#### "ARTICLE X.

"The Governments shall take all measures they may deem necessary to insure as complete a fulfilment as possible of the provisions respecting the importation, sale, and transport of fire-arms and ammunition, as well as to prevent either the entry or exit thereof by their inland frontiers, or the conveyance thereof to regions where the Slave Trade exists.

"The authorization of transit within the limits of the zone specified by Article VIII cannot be withheld when the arms and ammunition are to pass across the territory of a Signatory or adherent Power in the occupation of the coast, towards inland territories placed under the sovereignty or protectorate of another Signatory or adherent Power, unless this latter Power have direct access to the sea through its own territory. Nor, if this access be completely interrupted, can the authorization of transit be withheld. Any demand for transit must be accompanied by a declaration emanating from the Government of the Power having the inland possessions, and certifying that the said arms and ammunition are not destined for sale, but are for the use of the authorities of such Power, or of the military forces necessary for the protection of the missionary or commercial stations, or of persons mentioned by name in the declaration. Nevertheless, the territorial Power of the coast retains the right to stop, exceptionally and provisionally, the transit of arms of precision and ammunition across its territory, if, in consequence of inland disturbances or other serious danger, there is ground for fearing that the dispatch of arms and ammunition might compromise its own safety.

#### "ARTICLE XI.

"The Powers shall communicate to each other information relating to the traffic in fire-arms and ammunition, the licences granted, and the measures of repression in force in their respective territories.

#### "ARTICLE XII.

"The Powers undertake to adopt or to propose to their respective Legislatures the measures necessary to insure that those who infringe the prohibitions laid down in Articles VIII and IX, and their accomplices, shall, besides the seizure and confiscation of the prohibited arms and ammunition, be punished either by fine or by imprisonment, or by both penalties together, in proportion to the importance of the offence, and in accordance with the gravity of each case.

#### "ARTICLE XIII.

"The Signatory Powers who have possessions in Africa in contact with the zone specified in Article VIII, bind themselves to take the necessary measures for preventing the introduction of fire-arms and ammunition across their inland

frontiers into the regions of the said zone, at least that of improved arms and cartridges.

#### "ARTICLE XIV.

"The system established under Articles VIII to XIII inclusive shall remain in force for twelve years. In case none of the Contracting Parties shall have notified, twelve months before the expiration of this period, their intention of putting an end to it, nor shall have demanded its revision, it shall continue to remain obligatory for two more years, and shall thus continue in force from two years to two years.

#### "CHAPTER II.—CARAVAN ROUTES AND LAND "TRANSPORT OF SLAVES.

#### "ARTICLE XV.

"Independently of the repressive or protective action which they exercise in the centres of the Slave Trade, the stations, cruizers, and posts the establishment of which is provided for in Article I, and all other stations established or recognized according to the terms of Article IV by each Government in its possessions, will furthermore have the mission of watching, so far as circumstances permit, and in proportion to the progress of their administrative organization, the routes on their territory followed by the slave-dealers, of stopping the convoys on the march, and of pursuing them wherever they can legally take action.

#### "ARTICLE XVI.

"In the regions of the coast known to serve habitually as places of passage or terminal points for Slave Traffic coming from the interior, as well as at the points of intersection of the principal caravan routes crossing the zone contiguous to the coast already subject to the influence of the Sovereign or Protecting Powers, posts shall be established, under the conditions and with the reservations mentioned in Article III, by the authorities responsible for such territories, with the purpose of intercepting the convoys and liberating the slaves.

#### "ARTICLE XVII.

"A strict supervision shall be organized by the local authorities at the ports and in the countries adjacent to the coast, with the view of preventing the sale and shipment of slaves brought from the interior, as well as the formation and departure for the interior of bands of man-hunters and slave-dealers.

"Caravans arriving at the coast or its vicinity, as well as those arriving in the interior at a locality occupied by the authorities of the territorial Power, shall, on arrival, be submitted to a minute inspection as to the persons composing them. Any individual ascertained to have been captured or carried off by force or mutilated, either in his native country or on the way, shall be liberated.

#### "ARTICLE XVIII.

"In the possessions of each of the Contracting Powers the Administration shall have the duty of protecting liberated slaves, of repatriating them if possible, of procuring for them means of subsistence, and in particular of providing for the education and support of abandoned children.

#### "ARTICLE XIX.

"The penal arrangements provided for in Article V shall be made applicable to all crimes or offences committed in the course of operations for the transport of and Traffic in Slaves on land, whenever proved.

"Any person having incurred a penalty in consequence of an offence provided for by the

present General Act, shall be under the obligation of providing security before he is allowed to undertake any commercial operation in countries where the Slave Trade is carried on.

“CHAPTER III.—REPRESSION OF THE SLAVE TRADE BY SEA.

“§ I. *General Provisions.*

“ARTICLE XX.

“The Signatory Powers acknowledge the opportunity of taking steps in common for the more effective repression of the Slave Trade in the maritime zone in which it still exists.

“ARTICLE XXI.

“This zone extends, on the one hand, between the coasts of the Indian Ocean (those of the Persian Gulf and of the Red Sea included) from Beloochistan to Point Tangalane (Quilimane), and, on the other hand, a conventional line which first follows the meridian of Tangalane till it meets the 26th degree of south latitude; is then merged in this parallel, then passes round the Island of Madagascar by the east, keeping 20 miles off the east and north shore, till it crosses the meridian of Cape Amber. From this point the limit of the zone is determined by an oblique line which extends to the coast of Beloochistan, passing 20 miles off Cape Ras-el-Had.

“ARTICLE XXII.

“The Signatory Powers of the present General Act, between whom there are special Conventions for the suppression of the Slave Trade, have agreed to restrict to the above-mentioned zone the clauses of these Conventions concerning the reciprocal right of visit, search, and detention (“droit de visite, de recherche, et de saisie”) of vessels at sea.

“ARTICLE XXIII.

“The same Powers have also agreed to limit the above-mentioned right to vessels of less than 500 tons burthen.

“This stipulation shall be revised as soon as experience shall have shown the necessity of such revision.

“ARTICLE XXIV.

“All other provisions of the Conventions concluded between the aforesaid Powers, for the suppression of the Slave Trade, remain in force in so far as they are not modified by the present General Act.

“ARTICLE XXV.

“The Signatory Powers undertake to adopt effective measures for preventing the usurpation of their flag, and putting a stop to the transport of slaves on vessels authorized to fly their colours.

“ARTICLE XXVI.

“The Signatory Powers undertake to adopt all measures necessary for facilitating the rapid exchange of information calculated to bring about the discovery of persons taking part in Slave Trade operations.

“ARTICLE XXVII.

“At least one International Bureau shall be created; it shall be established at Zanzibar. The High Contracting Parties undertake to forward to it all the documents specified in Article XLI, as well as information of all kinds likely to assist in the suppression of the Slave Trade.

“ARTICLE XXVIII.

“Any slave who may have taken refuge on board a ship of war flying the flag of one of the Signatory Powers, shall be immediately and definitively freed; such freedom, however, shall not withdraw him from the competent jurisdiction, if

he has committed a crime or offence at common law.

“ARTICLE XXIX.

“Every slave detained against his wish on board a native vessel shall have the right to claim his liberty.

“His freedom may be declared by any Agent of one of the Signatory Powers on whom the General Act confers the right of ascertaining the status of persons on board such vessels; such freedom, however, shall not withdraw him from the competent jurisdiction if he has committed a crime or offence at common law.

“§ II. *Regulation concerning the Use of the Flag and Supervision by Cruisers.*

“1. *Rules respecting the Grant of the Flag to Native Vessels; and respecting Crew Lists and Manifests of Black Passengers.*

“ARTICLE XXX.

“The Signatory Powers undertake to exercise a strict supervision over the native vessels authorised to fly their flag in the zone indicated in Article XXI, and over the commercial operations carried on by such vessels.

“ARTICLE XXXI.

“The term ‘native vessel’ applies to vessels fulfilling one of the two following conditions:—

“1. It must present the outward appearance of native build or rig.

“2. It must be manned by a crew of whom the captain and the majority of the seamen belong by origin to a country having a sea-coast on the Indian Ocean, the Red Sea, or the Persian Gulf.

“ARTICLE XXXII.

“Authority to fly the flag of one of the said Powers shall in future only be granted to such native vessels as shall satisfy all the three following conditions:—

“1. Their fitters-out or owners must be either subjects of or persons protected by the Power whose flag they claim to fly.

“2. They must furnish proof that they possess real estate situated in the district of the authority to whom their application is addressed, or to supply a solvent security as a guarantee for any fines to which they may eventually become liable.

“3. Such fitters-out or owners, as well as the captain of the vessel, must furnish proof that they enjoy a good reputation, and especially that they have never been condemned for acts of Slave Trade.

“ARTICLE XXXIII.

“The authorization, when granted, shall be renewed every year. It can at any time be suspended or withdrawn by the authorities of the Power whose colours the vessel flies.

“ARTICLE XXXIV.

“The deed of authorization shall bear the indications necessary to establish the identity of the vessel. The captain shall have the custody of it. The name of the native vessel and the indication of its tonnage shall be inlaid and painted in Latin characters on the stern; and the initial or initials of the name of the port of registry, as well as the registration number in the series of numbers of that port, shall be printed in black on the sails.

“ARTICLE XXXV.

“A crew list shall be issued to the captain of the vessel at the port of departure by the authorities of the Power whose colours it flies. It shall be renewed each time the vessel is fitted out, or, at latest, at the end of a year, and in conformity with the following provisions:—

“1. The list shall be *visé* at the moment of departure by the authority who has issued it.



"2. No negro can be engaged as a seaman on a vessel, without having been previously questioned by the authority of the Power whose colours it flies, or, failing such authority, by the territorial authority, with a view to establish that he has contracted a free engagement.

"3. Such authority shall see that the proportion of seamen and boys is not out of proportion to the tonnage or rig of the vessels.

"4. The authority who shall have interrogated the men before their departure, shall inscribe them on the crew list, in which they shall be mentioned with a short description of each of them against his name.

"5. In order the more effectively to prevent any substitution, the seamen may, moreover, be provided with a distinctive mark.

#### "ARTICLE XXXVI.

"If the captain of a vessel should desire to embark negro passengers, he shall make declaration thereof to the authority of the Power whose colours he flies, or, failing such authority, to the territorial authority. The passengers shall be interrogated, and after it has been ascertained that they embark of their own free will, they shall be inscribed in a special manifest, bearing the description of each of them against the name and indicating especially sex and height. Negro children shall not be admitted as passengers unless they are accompanied by their relations, or by persons whose respectability is well known. On departure the passenger manifest shall be *visé* by the aforesaid authority after it has been called over. If there are no passengers on board, this shall be specially mentioned on the crew list.

#### "ARTICLE XXXVII.

"On arrival at any port of call or of destination, the captain of the vessel shall show to the authority of the Power whose flag he flies, or, failing such authority, to the territorial authority, the crew list, and, if need be, the passenger manifests previously delivered. Such authority shall check the passengers arrived at their destination or stopping at a port of call, and shall mention their landing in the manifest. On departure the said authority shall affix a fresh *visa* to the list and to the manifest, and shall call over the passengers.

#### "ARTICLE XXXVIII.

"On the African coast and on the adjacent islands no negro passenger shall be shipped on board a native vessel, except in localities where there is a resident authority belonging to one of the Signatory Powers.

"Throughout the zone mentioned in Article XXI no negro passenger shall be landed from a native vessel, except at a place in which there is a resident authority belonging to one of the High Contracting Powers, and unless such authority is present at the landing.

"Cases of *force majeure* which may have caused an infraction of these provisions shall be examined by the authority of the Power whose colours the vessel flies, or, failing such authority, by the territorial authority of the port at which the inculpated vessel puts in.

#### "ARTICLE XXXIX.

"The provisions of Articles XXXV, XXXVI, XXXVII, and XXXVIII are not applicable to vessels only partially decked, having a maximum crew of ten men, and satisfying one of the two following conditions:—

"1. That it is exclusively employed in fishing within territorial waters.

"2. That it is occupied in the small coasting

No. 26290.

C

trade between different ports of the same territorial Power, and never goes further than five miles from the coast.

"These different boats shall receive, according to circumstances, from the territorial or Consular authority, a special licence, renewable every year, and revocable under the conditions provided for in Article XL, and the uniform model of which, annexed to the present General Act, shall be communicated to the International Information Office.

#### "ARTICLE XL.

"All acts or attempted acts of Slave Trade legally brought home to the captain, fitter-out, or owner of a vessel authorized to fly the flag of one of the Signatory Powers, or holding the licence provided for in Article XXXIX, shall entail the immediate withdrawal of the said authorization or licence. All offences against the provisions of section 2 of Chapter III shall in addition be punished by the penalties enacted by Special Laws and Ordinances of each of the Contracting Powers.

#### "ARTICLE XLI.

"The Signatory Powers undertake to deposit at the International Information Office specimen forms of the following documents:—

"1. Licence to fly the flag;

"2. Crew list;

"3. Manifest of negro passengers.

"These documents, the tenour of which may vary according to the different Regulations of each country, shall compulsorily contain the following particulars, drawn up in a European language:—

"1. As regards the authorization to fly the flag:

"(a.) The name, tonnage, rig, and principal dimensions of the vessel;

"(b.) The register number and the signal letter of the port of registry;

"(c.) The date of obtaining the licence, and the office held by the person who has issued it.

"2. As regards the crew list:

"(a.) The name of the vessel, of the captain, and of the fitter-out or owner;

"(b.) The tonnage of the vessel;

"(c.) The register number and the port of registry of the vessel, its destination, and the particulars specified in Article XXV.

"3. As regards the manifest of negro passengers:—

"The name of the vessel which conveys them, and the particulars indicated in Article XXXVI for the proper identification of the passengers.

"The Signatory Powers shall take the necessary measures in order that the territorial authorities or their Consuls may send to the said Office certified copies of all authorizations to fly their flag, as soon as such authorizations shall have been granted, as well as notice of the withdrawal of any such authorization.

"The provisions of the present Article only concern the papers intended for native vessels.

#### "2. Detention of Suspected Vessels.

#### "ARTICLE XLII.

"When the officers in command of vessels of war of any of the Signatory Powers have reason to believe that a vessel of less than 500 tons burthen, found in the abovementioned zone, is engaged in the Slave Trade, or is guilty of the fraudulent use of a flag, they may proceed to the verification of the ship's papers.

"The present Article does not imply any change in the present state of things as regards jurisdiction in territorial waters.

## "ARTICLE XLIII.

"With this object, a boat, commanded by a naval officer in uniform, may be sent on board the suspected vessel after it has been hailed to give notice of such intention.

"The officer sent on board the vessel detained shall act with all possible consideration and moderation.

## "ARTICLE XLIV.

"The verification of the ship's papers shall consist in the examination of the following documents:—

"1. As regards native vessels, the papers mentioned in Article XLI.

"2. As regards other vessels, the documents required by the different Treaties or Conventions remaining in force.

"The verification of the ship's papers only authorizes the muster of the crew and passengers in the cases and under the conditions provided for in the following article.

## "ARTICLE XLV.

"Investigation of the cargo or search can only take place with respect to a vessel navigating under the flag of one of the Powers which have concluded, or may conclude, special Conventions as mentioned in Article XXII, and in accordance with the provisions of such Conventions.

## "ARTICLE XLVI.

"Before quitting the detained vessel, the officer shall draw up a Minute according to the forms and in the language of the country to which he belongs.

"This Minute shall be dated and signed by the officer, and shall relate the facts.

"The captain of the detained vessel, as well as the witnesses, shall have the right to cause to be added to the Minute any explanations they may think expedient.

## "ARTICLE XLVII.

"The Commander of a man-of-war who may have detained a vessel under a foreign flag, shall in all cases make a Report thereon to his own Government, and state the grounds upon which he acted.

## "ARTICLE XLVIII.

"A summary of this report, as well as a copy of the Minute drawn up by the officer sent on board the detained vessel, shall be sent as soon as possible to the International Information Office, which shall communicate the same to the nearest Consular or territorial authority of the Power whose flag was used by the vessel in question. Duplicates of these documents shall be kept in the archives of the office.

## "ARTICLE XLIX.

"If, in carrying out the supervision provided for in the preceding Articles, the officer in command of the cruiser is convinced that an act of Slave Trade has been committed on board during the passage, or that irrefutable proofs exist against the captain, or fitter-out, to justify a charge of fraudulent use of the flag, of fraud, or of participation in the Slave Trade, he shall take the detained vessel to the nearest port of the zone where there is a competent authority of the Power whose flag has been used.

"Each Signatory Power undertakes to appoint in the zone territorial or Consular authorities, or Special Delegates competent to act in the above-mentioned cases; and to notify such appointments to the International Information Office.

"The suspected vessel can also be handed over to a cruiser of its own nation, if the latter consents to take charge of it.

## "3 Examination and Trial of Vessels seized."

## "ARTICLE L.

"The authority referred to in the preceding Article, to whom the detained vessel has been handed over, shall proceed to make a full investigation, according to the Laws and Rules of his country, in the presence of an officer belonging to the foreign cruiser.

## "ARTICLE LI.

"If it is proved by the inquiry that the flag has been fraudulently used, the detained vessel shall remain at the disposal of its captor.

## "ARTICLE LII.

"If the examination shows an act of Slave Trade, made clear by the presence on board of slaves destined for sale, or by any other Slave Trade offence provided for by special Convention, the vessel and cargo shall remain sequestered in charge of the authority who has directed the inquiry.

"The captain and crew shall be handed over to the Tribunals fixed by Articles LIV and LVI. The slaves shall be set at liberty as soon as Judgment has been delivered.

"In the cases provided for by this Article, liberated slaves shall be disposed of in accordance with the special Conventions concluded, or which may be concluded, between the Signatory Powers. In default of such Conventions, the said slaves may be handed over to the local authority, to be sent back, if possible, to their country of origin; if not, such authority shall help them so far as possible to obtain means of subsistence, and, if they desire it, to settle on the spot.

## "ARTICLE LIII.

"If it should be proved by the inquiry that the vessel has been illegally detained, a right will accrue to an indemnity in proportion to the damages suffered by the vessel being taken out of its course. The amount of this indemnity shall be fixed by the authority which has directed the inquiry.

## "ARTICLE LIV.

"In case the officer of the capturing vessel should not accept the conclusions of the inquiry carried on in his presence, the matter shall, as a matter of course, be handed over to the Tribunal of the nation under whose flag the captured vessel sailed.

"No exception shall be made to this rule, unless the disagreement arises in respect of the amount of the indemnity provided for in Article LIII, when it shall be fixed by arbitration, as specified in the following Article.

## "ARTICLE LV.

"The capturing officer, and the authority which has directed the inquiry, shall each appoint an Arbitrator within forty-eight hours; and the two Arbitrators shall have twenty-four hours to choose an Umpire. The Arbitrators shall, as far as possible, be chosen from among the Diplomatic, Consular, or Judicial officers of the Signatory Powers. Natives in the pay of the Contracting Governments are formally excluded. The decision shall be taken by majority of votes, and shall be considered final. If the Court of Arbitration is not constituted within the time indicated, the procedure in respect of indemnity and damages shall be in accordance with the provisions of Article LVIII, paragraph 2.

## "ARTICLE LVI.

"Cases shall be referred with the least possible delay to the Tribunal of the nation whose colours have been used by the accused. Nevertheless, Consuls or any other authority of the same nation

as the accused, specially commissioned to that effect, may be authorized by their Government to deliver judgment instead, and in the place of the Tribunals.

“ARTICLE LVII.

“The procedure and judgment in regard to offences against the provisions of Chapter III, shall always take place in as summary a manner as is permitted by the Laws and Regulations in force in the territories subject to the authority of the Signatory Powers.

“ARTICLE LVIII.

“Any Judgment of the national Tribunal, or of the authorities referred to in Article LVI, declaring that the detained vessel did not carry on Slave Trade, shall be immediately executed, and the vessel shall be entirely free to continue its course.

“In such case the captain or fitter-out of a vessel detained without legitimate ground of suspicion, or which has been subjected to annoyance, shall have the right of claiming damages, the amount of which shall be fixed by agreement between the Governments directly interested, or by arbitration, and shall be paid within a period of six months from the date of the Judgment acquitting the captured vessel.

“ARTICLE LIX.

“In case of condemnation, the sequestered vessel shall be declared a lawful prize for the benefit of the captor.

“The captain, crew, and all other persons found guilty, shall be punished according to the gravity of the crimes or offences committed by them, and in accordance with Article V.

“ARTICLE LX.

“The provisions of Articles L to LIX do not affect in any way the jurisdiction or procedure of existing special Tribunals, or of those which may hereafter be formed to take cognizance of Slave Trade offences.

“ARTICLE LXI.

“The High Contracting Parties undertake to make known to each other reciprocally the instructions which they may give to the Commanders of their men-of-war navigating the seas of the zone referred to, for carrying out the provisions of Chapter III.

“CHAPTER IV.—COUNTRIES TO WHICH SLAVES ARE SENT, THE INSTITUTIONS OF WHICH RECOGNIZE THE EXISTENCE OF DOMESTIC SLAVERY.

“ARTICLE LXII.

“The Contracting Powers whose institutions recognize the existence of domestic slavery, and whose possessions, whether in or out of Africa, consequently serve, in spite of the vigilance of the authorities, as places of destination for African slaves, engage to prohibit the importation, transit, and exit, as well as Traffic in Slaves. They shall organize the most active and the strictest supervision at all places where the arrival, transit, or exit of African slaves takes place.

“ARTICLE LXIII.

“Slaves liberated under the provisions of the preceding Article shall, if circumstances permit, be sent back to the country from whence they came. In all cases they shall receive letters of freedom from the competent authorities, and shall be entitled to their protection and assistance for the purpose of obtaining means of subsistence.

“ARTICLE LXIV.

“Every fugitive slave arriving at the frontier of any of the Powers mentioned in Article LXII

shall be considered free, and shall have the right to claim letters of freedom from the competent authorities.

“ARTICLE LXV.

“Any sale or transaction to which the slaves referred to in Articles LXIII and LXIV may have been subjected through circumstances of any kind whatsoever, shall be considered as null and void.

“ARTICLE LXVI.

“Native vessels flying the flag of one of the countries mentioned in Article LXII, if there is any indication that they are employed in Slave Trade operations, shall be subjected by the local authorities in the ports they frequent to a strict verification of their crew and passengers, both on arrival and departure. Should African slaves be on board, judicial proceedings shall be taken against the vessel and against all persons who may be implicated. Slaves found on board shall receive letters of freedom through the authorities who effected the seizure of the vessels.

“ARTICLE LXVII.

“Penal provisions in harmony with those provided for by Article V shall be issued against persons importing, transporting, and trading in African slaves, against the mutilators of children or of male adults, and those who traffic in them, as well as against their associates and accomplices.

“ARTICLE LXVIII.

“The Signatory Powers recognize the great importance of the Law respecting the prohibition of the Negro Slave Trade sanctioned by His Majesty the Emperor of the Ottomans on the 4th (16th) December, 1889; (22 Rebi-ul-Akhir, 1307), and they are assured that an active supervision will be organized by the Ottoman authorities, especially on the west coast of Arabia and on the routes which place this coast in communication with the other possessions of His Imperial Majesty in Asia.

“ARTICLE LXIX.

“His Majesty the Shah of Persia consents to organize an active supervision in the territorial waters, and on those portions of the coast of the Persian Gulf and Gulf of Oman which are under his sovereignty; and over the inland routes which serve for the transport of slaves. The Magistrates and other authorities shall receive the necessary powers for this purpose.

“ARTICLE LXX.

“His Highness the Sultan of Zanzibar consents to give his most effective support for the repression of crimes and offences committed by traders in African slaves on land as well as at sea. The Tribunals created for this purpose in the Sultanate of Zanzibar shall strictly apply the penal provisions mentioned in Article V. In order the better to insure the freedom of liberated slaves, both in virtue of the provisions of the present General Act and of the Decrees issued in this matter by His Highness and his predecessors, a Liberation Office shall be established at Zanzibar.

“ARTICLE LXXI.

“Diplomatic and Consular Agents and naval officers of the Contracting Powers shall, within the limits of existing Conventions, give their assistance to the local authorities in order to assist in repressing the Slave Trade where it still exists. They shall be entitled to be present at trials for slave-trading brought about at their instance, without, however, being entitled to take part in the deliberations.

“ARTICLE LXXII.

“Liberation Offices, or institutions in lieu thereof, shall be organized by the Administrations of the countries to which African slaves are sent, for the purposes specified in Article XVIII.

“ARTICLE LXXIII.

“The Signatory Powers having undertaken to communicate to each other all information useful for the repression of the Slave Trade, the Governments whom the present Chapter concerns shall periodically exchange with the other Governments statistical data relating to slaves detained and liberated, as well as the legislative and administrative measures taken for suppressing the Slave Trade.

“CHAPTER V.—INSTITUTIONS INTENDED TO INSURE THE EXECUTION OF THE GENERAL ACT.

“§ I. *The International Maritime Office.*

“ARTICLE LXXIV.

“In accordance with the provisions of Article XXVII, an International Office is instituted at Zanzibar, in which each of the Signatory Powers may be represented by a Delegate.

“ARTICLE LXXV.

“The Office shall be constituted as soon as three Powers have appointed their Representatives.

“It shall draw up Regulations fixing the mode of exercising its functions. These Regulations shall immediately be submitted for the approval of those Signatory Powers who shall have notified their intention of being represented in the Office, and who shall come to a decision with regard to them with the least possible delay.

“ARTICLE LXXVI.

“The expenses of this institution shall be divided in equal parts among the Signatory Powers mentioned in the preceding Article.

“ARTICLE LXXVII.

“The object of the Office at Zanzibar shall be to centralize all documents and information of a nature to facilitate the repression of the Slave Trade in the maritime zone. For this purpose the Signatory Powers undertake to forward to it within the shortest possible time :

“1. The documents specified in Article XLI.

“2. Summaries of the Reports and copies of the Minutes referred to in Article XLVIII.

“3. The list of territorial or Consular authorities and Special Delegates competent to take action as regards detained vessels, according to the terms of Article XLIX.

“4. Copies of Judgments and Decrees of Condemnation delivered in accordance with Article LVIII.

“5. All information likely to lead to the discovery of persons engaged in the Slave Trade in the above-mentioned zone.

“ARTICLE LXXVIII.

“The archives of the Office shall always be open to naval officers of the Signatory Powers authorized to act within the limits of the zone defined in Article XXI, as well as to the territorial or judicial authorities, and to Consuls specially appointed by their Governments.

“The Office shall supply to foreign officers and agents authorized to consult its archives translations in a European language of documents written in an Oriental language. It shall make the communications provided for in Article XLVIII.

“ARTICLE LXXIX.

“Auxiliary Offices in communication with the Office at Zanzibar may be established in certain

parts of the zone, on agreement beforehand between the interested Powers.

“They shall be composed of Delegates of such Powers, and established in conformity with Articles LXXXV, LXXXVI, and LXXXVIII.

“The documents and information specified in Article LXXXVII, so far as they relate to the part of the zone specially concerned, shall be sent to them direct by the territorial and Consular authorities of the region in question, without prejudice to the communication to the Zanzibar Office provided for by the same Article.

“ARTICLE LXXX.

“The Office at Zanzibar shall draw up, within the two first months of every year, a Report upon its own operations and those of the auxiliary Offices, during the past year.

“§ II. *Exchange between the respective Governments of Documents and Information relating to the Slave Trade.*

“ARTICLE LXXXI.

“The Powers shall communicate to each other to the fullest extent, and with the least delay which they shall consider possible—

“1. The texts of the Laws and administrative Regulations, whether already existing, or enacted in application of the clauses of the present General Act.

“2. Statistical information concerning the Slave Trade, slaves detained and liberated, and the traffic in arms, ammunition, and spirituous liquors.

“ARTICLE LXXXII.

“The exchange of these documents and information shall be centralized in a special office attached to the Foreign Office in Brussels.

“ARTICLE LXXXIII.

“The Office at Zanzibar shall forward to it every year the Report mentioned in Article LXXX upon its operations during the past year, and upon those of the auxiliary Offices which may have been established in accordance with Article LXXXIX.

“ARTICLE LXXXIV.

“The documents and information shall be collected and published periodically, and addressed to all the Signatory Powers. This publication shall be accompanied every year by an analytical Table of the legislative, administrative, and statistical documents mentioned in Articles LXXXI and LXXXIII.

“ARTICLE LXXXV.

“The office expenses and the expenditure incurred for correspondence, translation, and printing shall be shared by all the Signatory Powers, and shall be recovered through the Foreign Office at Brussels.

“§ III. *Protection of Liberated Slaves.*

“ARTICLE LXXXVI.

“The Signatory Powers, having recognized the duty of protecting liberated slaves in their respective possessions, undertake to establish, if they should not already exist, in the ports of the zone determined by Article XXI, and in such parts of their said possessions as may be places for the capture, passage, and arrival of African slaves, as many offices or institutions as they may deem sufficient, the business of which will specially consist in freeing and protecting the slaves in accordance with the provisions of Articles VI, XVIII, LII, LXIII, and LXVI.

“ARTICLE LXXXVII.

“Such Offices, or the authorities charged with this service, shall deliver letters of freedom, and keep a register thereof.

"On receiving notice of an act of Slave Trade or of illegal detention, or at the instance of the slaves themselves, the said Offices or authorities shall exercise all necessary diligence to insure the liberation of the slaves and the punishment of the offenders.

"The delivery of letters of freedom should in no case be delayed if the slave be accused of a crime or offence against common law. But after the delivery of the said letters, the ordinary legal procedure shall take its course.

#### "ARTICLE LXXXVIII.

"The Signatory Powers shall encourage the foundation in their possessions of establishments of refuge for women and of education for liberated children.

#### "ARTICLE LXXXIX.

"Freed slaves shall always be able to resort to the Offices to be protected in the enjoyment of their liberty. Whoever shall have used fraud or violence to deprive a liberated slave of his letters of freedom or of his liberty shall be considered as a slave-dealer.

#### "CHAPTER VI.—RESTRICTIVE MEASURES CONCERNING THE TRAFFIC IN SPIRITUOUS LIQUORS.

#### "ARTICLE XC.

"Justly anxious respecting the moral and material consequences which the abuse of spirituous liquors entails on the native populations, the Signatory Powers have agreed to apply the provisions of Articles XCI, XCII, and XCIII within a zone extending from the 20th degree north latitude to the 22nd degree south latitude, and bounded by the Atlantic Ocean on the west, and on the east by the Indian Ocean and its dependencies, comprising the islands adjacent to the shore up to 100 marine miles from the coast.

#### "ARTICLE XCI.

"In the regions of this zone where it shall be ascertained that, either on account of religious belief or from other motives, the use of distilled liquors does not exist or has not been developed, the Powers shall prohibit their importation. The manufacture therein of distilled liquors shall equally be prohibited.

"Each Power shall determine the limits of the zone of prohibition of alcoholic liquors in its possessions or Protectorates, and shall be bound to notify the limits thereof to the other Powers within the space of six months.

"The above prohibition can only be suspended in the case of limited quantities destined for the consumption of the non-native population, and imported under the system and conditions determined by each Government.

#### "ARTICLE XCII.

"The Powers having possessions or exercising Protectorates in the regions of the zone which are not placed under the system of prohibition, and into which spirituous liquors are at present either freely imported or pay an import duty of less than 15 fr. per hectolitre up to 50 degrees centigrade, undertake to levy on these spirituous liquors an import duty of 15 fr. per hectolitre up to 50 degrees centigrade for the three years next after the present General Act comes into force. At the expiration of this period the duty may be increased to 25 fr. for a fresh period of three years. At the end of the sixth year it shall be submitted to revision, taking as a basis the average results produced by these Tariffs, for the purpose of then fixing, if possible, a minimum duty throughout the whole extent of the zone where

the system of prohibition referred to in Article XCI should not be in force.

"The Powers retain the right of maintaining and increasing the duties beyond the minimum fixed by the present Article in those regions where they already possess that right.

#### "ARTICLE XCIII.

"Distilled liquors manufactured in the regions referred to in Article XCII, and intended for inland consumption, shall be subject to an excise duty.

"This excise duty, the collection of which the Powers undertake to insure as far as possible, shall not be lower than the minimum import duty fixed by Article XCII.

#### "ARTICLE XCIV.

"The Signatory Powers which have possessions in Africa contiguous to the zone specified in Article XC, undertake to adopt the necessary measures for preventing the introduction of spirituous liquors into the territories of the said zone across their inland frontiers.

#### "ARTICLE XCV.

"The Powers shall communicate to each other, through the Office at Brussels, and according to the terms of Chapter V, information relating to the traffic in spirituous liquors within their respective territories.

#### "CHAPTER VII.—FINAL PROVISIONS.

#### "ARTICLE XCVI.

"The present General Act repeals all contrary stipulations of the Conventions previously concluded between the Signatory Powers.

#### "ARTICLE XCVII.

"The Signatory Powers, without prejudice to the stipulations contained in Articles XIV, XXIII, and XCII, reserve the right of introducing into the present General Act later on, and by common agreement, such modifications or improvements as experience may prove to be useful.

#### "ARTICLE XCVIII.

"Powers who have not signed the present General Act shall be allowed to adhere to it.

"The Signatory Powers reserve the right to impose the conditions which they may deem necessary on such adhesion.

"If no conditions should be stipulated, adhesion implies full acceptance of all the obligations and full admission to all the advantages stipulated by the present General Act.

"The Powers shall concert among themselves as to the steps to be taken to procure the adhesion of States whose co-operation may be necessary or useful in order to insure the complete execution of the General Act.

"Adhesion shall be effected by a separate Act. It shall be notified through the Diplomatic channel to the Government of His Majesty the King of the Belgians, and by that Government to all the Signatory and adherent States.

#### "ARTICLE XCIX.

"The present General Act shall be ratified within a period which shall be as short as possible, and which shall not in any case exceed one year.

"Each Power shall address its ratification to the Government of His Majesty the King of the Belgians, which shall give notice thereof to all the other Signatory Powers of the present General Act.

"The ratifications of all the Powers shall remain deposited in the archives of the Kingdom of Belgium.

"As soon as all the ratifications have been produced, or at latest one year after the signature

of the present General Act, their deposit shall be recorded in a Protocol which shall be signed by the Representatives of all the Powers which have ratified.

"A certified copy of this Protocol shall be forwarded to all the Powers interested.

"ARTICLE C.

"The present General Act shall come into force in all the possessions of the Contracting Powers on the sixtieth day after the date of the Protocol of Deposit provided for in the preceding Article.

"In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present General Act, and have thereto affixed their seals.

"Done at Brussels the 2nd day of the month of July, 1890.

"(L.S.) VIVIAN.  
 "(L.S.) JOHN KIRK.  
 "(L.S.) ALVENSLEBEN.  
 "(L.S.) GÖHRING.  
 "(L.S.) R. KHEVENHÜLLER.

"(L.S.) LAMBERMONT.  
 "(L.S.) É. BANNING.  
 "(L.S.) SCHACK DE BROCKDORFF.  
 "(L.S.) J.-G. DE AGUËRA.  
 "(L.S.) EDM. VAN EETVELDE.  
 "(L.S.) A. VAN MALDEGHEM.  
 "(L.S.) EDWIN H. TERRELL.  
 "(L.S.) H. S. SANFORD.  
 "(L.S.) A. BOURÉE.  
 "(L.S.) G. COGORDAN.  
 "(L.S.) F. DE RENZIS.  
 "(L.S.) T. CATALANI.  
 "(L.S.) L. GERICKE.  
 "(L.S.) NAZARE AGA.  
 "(L.S.) HENRIQUE DE MACEDO PEREIRA COUTINHO.  
 "(L.S.) L. OUROUSSOFF.  
 "(L.S.) MARTENS.  
 "(L.S.) BURENSTAM.  
 "(L.S.) ÉT. CARATHÉODORY.  
 "(L.S.) JOHN KIRK.  
 "(L.S.) GÖHRING.

"Annex to Article XXXIX.

"LICENCE to ply the Coasting Trade on the East Coast of Africa in conformity with Article XXXIX.

Name of Vessel, with Description of Form of Build and Rig.	Nationality.	Tonnage.	Port of Register.	Name of Captain.	Number of Crew.	Maximum Number of Passengers.	Limits within which Vessel is entitled to Ply.	General Remarks.

"The present Licence must be renewed on the

"Rank of Official who has issued the Permit:

"DECLARATION.

"The Powers assembled in Conference at Brussels, who have ratified the General Act of Berlin of the 26th February, 1885, or who have acceded thereto,

"After having drawn up and signed in concert, in the General Act of this day, a collection of measures intended to put an end to the Negro Slave Trade by land as well as by sea, and to improve the moral and material conditions of existence of the native races.

"Taking into consideration that the execution of the provisions which they have adopted with this object imposes on some of them who have possessions or Protectorates in the conventional basin of the Congo obligations which absolutely demand new resources to meet them,

"Have agreed to make the following Declaration:—

"The Signatory or adhering Powers who have possessions or Protectorates in the said conventional basin of the Congo are authorized, so far as they require any authority for the purpose, to establish therein duties upon imported goods, the scale of which shall not exceed a rate equivalent to 10 per cent. *ad valorem* at the port of entry, always excepting spirituous liquors, which are regulated by the provisions of Chapter VI of the General Act of this day.

"After the signature of the said General Act, negotiations shall be opened between the Powers who have ratified the General Act of Berlin or who have adhered to it, in order to draw up, within the maximum limit of 10 per cent. *ad valorem*, the conditions of the Customs system to be established in the conventional basin of the Congo.

"Nevertheless, it is understood:—

"1. That no differential treatment or transit duty shall be established;

"2. That in applying the Customs system which may be agreed upon, each Power will undertake to simplify formalities as much as possible, and to facilitate trade operations;

"3. That the arrangement resulting from the proposed negotiations shall remain in force for fifteen years from the signature of the present Declaration.

"At the expiration of this period, and failing a fresh Agreement, the Contracting Powers shall return to the conditions provided for by Article IV of the General Act of Berlin, retaining the power of imposing duties up to a maximum of 10 per cent. upon goods imported into the conventional basin of the Congo.

"The ratifications of the present Declaration shall be exchanged at the same time as those of the General Act of this day.

"In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries have drawn up the present Declaration, and have affixed thereto their seals.

"Done at Brussels, the 2nd day of the month of July, 1890.

"(L.S.) VIVIAN.  
 "(L.S.) JOHN KIRK.  
 "(L.S.) ALVENSLEBEN.  
 "(L.S.) GÖHRING.  
 "(L.S.) R. KHEVENHÜLLER.  
 "(L.S.) LAMBERMONT.  
 "(L.S.) É. BANNING.  
 "(L.S.) SCHACK DE BROCKDORFF.  
 "(L.S.) J.-G. DE AGUËRA.  
 "(L.S.) EDM. VAN EETVELDE.  
 "(L.S.) A. VAN MALDEGHEM.

“(L.S.) A BOURÉE.  
 “(L.S.) G. COGORDAN.  
 “(L.S.) F. DE RENZIS.  
 “(L.S.) T. CATALANI.  
 “(L.S.) L. GERICKE.  
 “(L.S.) HENRIQUE DE MACEDO  
 PEREIRA COUTINHO.  
 “(L.S.) L. OUROUSSOFF.  
 “(L.S.) MARTENS.  
 “(L.S.) BURENSTAM.  
 “(L.S.) ÉT. CARATHÉODORY.  
 “(L.S.) JOHN KIRK.  
 “(L.S.) GÖHRING.”

And whereas the said General Act has now been ratified by all the Signatory Powers and came into force on the second day of April one thousand eight hundred and ninety-two.

And whereas it is expedient that the said General Act should be brought within the operation of the Slave Trade Act 1873.

Now therefore, Her Majesty by virtue and in exercise of the powers in this behalf as aforesaid is pleased by and with the advice of Her Privy Council to order and it is hereby ordered as follows:—

The said General Act hereinbefore recited shall from the said second day of April one thousand eight hundred and ninety-two, being the day on which it came into force, be deemed to have been and to be an existing Slave Trade Treaty within the meaning of “The Slave Trade Act, 1873.”

And the Most Honourable the Marquess of Salisbury one of Her Majesty's Principal Secretaries of State, the Lords Commissioners of Her Majesty's Treasury, and the Lords Commissioners of the Admiralty are to give the necessary directions herein as to them may respectively appertain. *Herbert M. Suft.*

*Foreign Office, May 20, 1892.*

THE Queen has been pleased to approve of Mr. Charles F. Ludwig as German Consul at Aberdeen.

*Whitehall, May 20, 1892.*

THE Queen has been pleased to direct Letters Patent to be passed under the Great Seal of the United Kingdom of Great Britain and Ireland constituting and appointing the Right Honourable George Francis Hamilton (commonly called Lord George Francis Hamilton); Admiral Sir Anthony Hiley Hoskins, K.C.B.; Vice-Admiral Sir Frederick William Richards, K.C.B.; Rear-Admiral John Arbuthnot Fisher, C.B.; Rear-Admiral Frederick George Denham Bedford, C.B.; and Ellis Ashmead Bartlett, Esq., to be Her Majesty's Commissioners for executing the office of Lord High Admiral of the said United Kingdom of Great Britain and Ireland, and the Dominions, Islands, and Territories thereunto belonging.

*Whitehall, May 17, 1892.*

THE Queen has been graciously pleased to grant unto Helen Trappes, of Clayton Hall, in Clayton-le-Moors, in the county palatine of Lancaster, Widow and Relict of Thomas Byrnard Trappes, late of Clayton Hall aforesaid, Esquire, deceased, and younger of the two daughters of Thomas Lomax, late of Preston, in the said county palatine, Esquire, Her Royal licence and authority that she and her issue may, in compliance with a proviso contained in the last will

and testament of her paternal uncle, James Lomax, late of Clayton Hall aforesaid, Esquire, deceased, take and use the surname of Lomax in addition to and after that of Trappes:

And to command that the said Royal concession and declaration be recorded in Her Majesty's College of Arms, otherwise to be void and of none effect.

*Westminster, May 20, 1892.*

THIS day the Lords being met a message was sent to the Honourable House of Commons by the Gentleman Usher of the Black Rod, acquainting them, that *The Lords authorized by virtue of a Commission under the Great Seal, signed by Her Majesty, for declaring Her Royal Assent to several Acts agreed upon by both Houses, do desire the immediate attendance of the Honourable House in the House of Peers to hear the Commission read;* and the Commons being come thither, the said Commission, empowering the Lord Archbishop of Canterbury, and several other Lords therein named, to declare and notify the Royal Assent to the said Acts, was read accordingly, and the Royal Assent given to

Poor Law (Ireland) Act, 1892.  
 Colonial Probates Act, 1892.  
 Hares Preservation Act, 1892.  
 Gaming Act, 1892.  
 Labourers (Ireland) Act, 1892.  
 Short Titles Act, 1892.  
 Pilotage Order Confirmation Act, 1892.  
 Local Government Board (Ireland) Provisional Order Confirmation (No. 1) Act, 1892.  
 Pier and Harbour Orders Confirmation (No. 1) Act, 1892.  
 Samuel Sunderland Charity Scheme Confirmation Act, 1892.  
 South Yorkshire Junction Railway Act, 1892.  
 Welshpool and Llanfair Railway (Abandonment) Act, 1892.  
 City of Glasgow Life Assurance Company's Act, 1892.  
 East and West India Dock Company's Act, 1892.  
 National Penny Bank, Limited, Act, 1892.  
 Royal Bank of Scotland Officers' Widows Fund (Amendment) Act, 1892.  
 Caledonian Insurance Company's Act, 1892.  
 Railway Passengers' Assurance (Consolidation) Act, 1892.  
 Bristol Gas Company's Act, 1892.  
 East Indian Railway Company Sinking Fund Act, 1892.  
 Cathcart District Railway (Extension of Time) Act, 1892.  
 Clyde Ardrishaig and Crinan Railway (Abandonment) Act, 1892.  
 Barrow-in-Furness Corporation Water Act, 1892.  
 Neuchatel Asphalte Company Limited Act, 1892.  
 North British and Mercantile Insurance Company's Act, 1892.  
 Felixstowe and Bawdsey Ferry Railway (Abandonment) Act, 1892.  
 Scottish Union and National Insurance Company's Act, 1892.  
 Rathmines and Rathgar Township Act, 1892.  
 Oxford Gas Act, 1892.  
 Holsworthy and Bude Railway (Abandonment) Act, 1892.  
 Ardrrossan Harbour Act, 1892.  
 Lancaster Marsh Act, 1892.  
 Stourport Bridge Transfer Act, 1892.

Liverpool United Gaslight Company's Act, 1892.  
 Llanarmon District Mines Drainage Act, 1892.  
 Southborough Local Board (Gas) Act, 1892.  
 Tees Conservancy Act, 1892.  
 Dundee Suburban Railway Act, 1892.  
 John Crossley and Sons Limited Act, 1892.  
 Borough Market (Southwark) Act, 1892.

(H. 4197.)

*Board of Trade (Harbour Department),  
 London, May 23, 1892.*

THE Board of Trade have received, through the Secretary of State for Foreign Affairs, a copy of a Telegram, dated 23rd May, 1892, from Her Majesty's Representative at Alexandria, stating that the port of Zeilah has been placed in quarantine on account of cholera at Harrar.

*War Office, Pall Mall,*

*24th May, 1892.*

*3rd Dragoon Guards, Lieutenant Robert J. Spurrell is seconded for service as Adjutant of the Nagpur Volunteer Rifle Corps. Dated 15th March, 1892.*

*1st Dragoons, Lieutenant Francis Y. McMahon to be Adjutant, vice Lieutenant J. W. M. Wood, who has vacated that appointment. Dated 8th March, 1892.*

*6th Dragoons, The appointment to a Second Lieutenantcy of Honorary Queen's Cadet G. F. Steele, from the Royal Military College, which was notified in the Gazette of 10th May, 1892, is cancelled.*

*15th Hussars, Captain Percival W. Bewicke resigns his Commission. Dated 25th May, 1892.*

*Lieutenant John Hargreaves resigns his Commission. Dated 25th May, 1892.*

*Royal Artillery, Major Samuel Kenneth Mackenzie retires on retired pay. Dated 25th May, 1892.*

*To be Majors.*

*Captain William John Hicks, from the Seconded List, vice R. S. Watson, promoted Lieutenant-Colonel on half-pay. Dated 25th May, 1892.*

*Captain Henry Octavius Piers, from the Seconded List, vice S. K. Mackenzie. Dated 25th May, 1892.*

The retirement from the Service receiving a gratuity of Captain Annesley Tyndale Warre, which appeared in the Gazette of 17th May, 1892, is cancelled.

Captain Annesley Tyndale Warre retires from the Service receiving a gratuity. Dated 25th May, 1892.

The promotions to the rank of Captain of the undermentioned Lieutenants are post-dated to 25th May, 1892:—

J. H. Mansell.

N. S. Bertie-Clay.

F. H. F. R. McMeekan.

Second Lieutenant Eustace Harvey Drummond resigns his Commission. Dated 25th May, 1892.

*To be Second Lieutenants.*

Second Lieutenant Philip Lancelot Holbrooke, from the Royal Jersey Artillery, in succession to Lieutenant J. A. Rich, deceased. Dated 25th May, 1892.

Lieutenant Bertram William Holman, from the Forfar and Kincardine Artillery, vice E. H. Drummond. Dated 25th May, 1892.

*Royal Engineers, The undermentioned Lieutenant-Colonels and Colonels on the Indian Supernumerary List retire on an Indian pension and extra annuity:—*

*Charles John Smith (late Madras). Dated 10th May, 1892.*

*Lewis Conway-Gordon, C.I.E. (late Bengal). Dated 23rd May, 1892.*

*Major John Frederick Garwood to be Lieutenant-Colonel, vice F. Bailey, retired. Dated 4th April, 1892.*

*Major Adam Bogle retires on retired pay. Dated 25th May, 1892.*

*The undermentioned Captains to be Majors:—*

*Henry Finnis, vice J. F. Garwood. Dated 4th April, 1892.*

*James Archibald Ferrier, D.S.O., vice C. B. Henderson, deceased. Dated 3rd May, 1892.*

*The undermentioned Lieutenants to be Captains:—*

*Aylmer Gould Hunter-Weston, vice J. C. Campbell, promoted. Dated 1st April, 1892.*

*Arthur Reynold Reynolds, on augmentation. Dated 1st April, 1892.*

*Henry Francis Gaynor, on augmentation. Dated 1st April, 1892.*

*Richard Thomas Raynes Laurence, vice H. Finnis. Dated 4th April, 1892.*

*Henry Christopher Impey Birdwood, vice J. A. Ferrier, D.S.O. Dated 3rd May, 1892.*

*Coldstream Guards, Lieutenant John T. Sterling is seconded for service on the Staff. Dated 17th April, 1892.*

*Lieutenant Eric Thomas Henry Hanbury-Tracy, from the 4th Battalion, the Essex Regiment, to be Second Lieutenant, in succession to Lieutenant J. T. Sterling. Dated 25th May, 1892.*

*Scots Guards, Lieutenant-Colonel and Colonel the Honourable Joshua C. Vanneck, on completion of four years' service in command of a Battalion, is placed on retired pay. Dated 23rd May, 1892.*

*LINE BATTALIONS.*

*The Buffs (East Kent Regiment), Lieutenant-Colonel Henry D. Harrison, on completion of four years' service in command of a Battalion, is placed on retired pay. Dated 23rd May, 1892.*

*The Northumberland Fusiliers, Lieutenant-Colonel Charles Hackett, on completion of four years' service in command of a Battalion, is placed on retired pay. Dated 23rd May, 1892.*

*The Leicestershire Regiment, Captain Lionel C. Sherer is seconded for service with the Egyptian Police. Dated 6th May, 1892.*

*The King's Royal Rifle Corps, Lieutenant Edward Francis Ward, from the 7th Battalion, to be Second Lieutenant, in succession to Lieutenant W. G. A. Orde-Powlett, resigned. Dated 25th May, 1892.*

*Seaforth Highlanders (Ross-shire Buffs, the Duke of Albany's), Captain A. C. Christopher is seconded for service on the Staff. Dated 15th April, 1892.*

*The Royal Dublin Fusiliers, Lieutenant-Colonel William P. Holmes, on completion of four years' service in command of a Battalion, is placed on retired pay. Dated 21st May, 1892.*

*The Rifle Brigade (the Prince Consort's Own), Second Lieutenant James Henville Thresher, from the Royal Warwickshire Regiment, to be Second Lieutenant, in succession to Lieutenant K. J. Mackenzie, promoted. Dated 25th May, 1892.*



Queen's (India) Cadet the Honourable Charles Frederick Hamilton Napier, from the Royal Military College, to be Second Lieutenant, in succession to Lieutenant T. B. Ramsay, appointed Adjutant. Dated 25th May, 1892.

*Army Service Corps*, Quartermaster and Honorary Captain Joseph Howland retires on retired pay. Dated 25th May, 1892.

*Staff*, Colonel G. C. S. Ducat, from Lieutenant-Colonel half-pay, to be an Assistant Adjutant-General, and is granted the substantive rank of Colonel in the Army, vice Colonel H. T. Jones-Vaughan, who is placed on half-pay on the expiration of his period of service in that appointment. Dated 31st May, 1892.

*Army Medical Staff*, The retirements on temporary half-pay on account of ill-health of the undermentioned Surgeon-Captains are post-dated as follows:—

John Lees Hall, to 3rd September, 1891.

Vere Edward Hunter, to 29th June, 1891.

Whitley Bland Stokes, M.B., F.R.C.S.I., to 2nd March, 1890.

*Ordnance Store Department*, Quartermaster and Honorary Captain A. Ferguson is placed on retired pay. Dated 25th May, 1892.

*Army Pay Department*, Paymaster and Honorary Major Richard O'Shaughnessy Brooke to be Staff-Paymaster, vice Honorary Lieutenant-Colonel W. D. Graham, deceased. Dated 4th May, 1892.

Paymaster and Honorary Major George F. Thunder retires on retired pay. Dated 25th May, 1892.

Captain Bertram E. Winter, the Duke of Edinburgh's (Wiltshire Regiment), to be Paymaster. Dated 16th July, 1891.

*Half-Pay*, The promotion to the rank of Lieutenant-Colonel of Major William E. Hilliard, from the King's Own (Yorkshire Light Infantry), is antedated to 10th January, 1892.

Major Edward P. Browne, from the King's (Liverpool Regiment), to be Lieutenant-Colonel. Dated 20th May, 1892.

Major Robert Samuel Watson, Assistant Director, Artillery College, from the Royal Artillery, to be Lieutenant-Colonel. Dated 25th May, 1892.

#### MEMORANDA.

Lieutenant-Colonel and Colonel H. M. Bengough, C.B., half-pay, is granted the temporary rank of Brigadier-General whilst Commandant of the Strensall Camp. Dated 30th April, 1892.

Lieutenant-Colonel Edward P. Browne, half-pay, retires on retired pay. Dated 25th May, 1892.

Quartermaster and Honorary Lieutenant A. Ferguson, Ordnance Store Department, is granted the honorary rank of Captain. Dated 7th March, 1892.

Riding-Master and Honorary Lieutenant Albert Worthington, 11th Hussars, is granted the honorary rank of Captain. Dated 20th May, 1892.

#### RESERVE OF OFFICERS.

The undermentioned Officers, in accordance with the provisions of Article 526 A, Royal Warrant, 6th April, 1891, no longer belong to the Reserve of Officers. Dated 25th May, 1892:—

#### *Lieutenant-Colonels.*

The Honourable C. Needham, late Grenadier Guards.

G. A. Percy, late Grenadier Guards.

R. Vivian, late Scots Guards.

No. 26290.

D

#### *Majors.*

R. Bainbridge, late 17th Lancers.

J. C. Orred, late 12th Lancers.

Honorary Lieutenant-Colonel F. S. Terry, late half-pay.

E. Whyte, late 19th Foot.

#### *Captains.*

F. E. D. Acland, late Royal Artillery.

R. W. Barstow, late 63rd Foot.

T. D. Butler, late 2nd Battalion, Oxfordshire Light Infantry.

Major W. W. Carey, Unattached List, Royal Guernsey Militia.

W. R. E. Dalrymple, late 3rd Battalion, Royal Scots Fusiliers.

P. H. Hewitt, late 6th Dragoon Guards.

R. Low, late 46th Foot.

M. S. Richardson, late 35th Foot.

H. St. J. Stephen, late 2nd London Volunteer Rifle Corps.

Major C. C. Strachan-Carnegie, late 5th Brigade, Scottish Division, Royal Artillery.

E. A. Swainson, late 87th Foot.

E. Tarleton, late 16th Foot.

G. G. J. Thackeray, late 6th Dragoons.

#### *Lieutenants.*

G. A. Aidridge, late 71st Foot.

H. R. Boyle, late 23rd Foot.

W. E. Bulloch, late 6th Dragoon Guards.

Lord J. A. W. F. Butler, late 1st Life Guards.

Captain C. McK. Campbell-Haslip, late 3rd Battalion, Durham Light Infantry.

Major R. W. W. Eyton, late 6th Battalion, King's Royal Rifle Corps.

A. B. S. Fraser, late 3rd Dragoon Guards.

A. B. French-Brewster, late 1st Dragoon Guards.

Captain the Honourable R. J. Gerard, late 3rd Battalion, Royal Lancaster Regiment.

Alan, Lord Greenock, late Scots Guards.

C. M. Grenfell, late 10th Hussars.

J. P. Groves, late 27th Foot.

A. B. Hayley, late 11th Hussars.

R. H. Hicks, late 3rd Hussars.

F. G. Higginson, late Grenadier Guards.

E. A. S. Hounsell, late 7th Battalion, Rifle Brigade.

H. T. C. Hunt, late 74th Foot.

C. G. M. Kennedy, late 59th Foot.

H. C. King, late 58th Foot.

D. B. Lockhart, late Connaught Rangers.

C. C. Longridge, late Royal Artillery.

H. L. S. Macdonald, late 4th Brigade, Scottish Division, Royal Artillery.

D. Mackenzie, late 3rd Battalion, Bedfordshire Regiment.

D. Maifland-Makgill-Crichton, late 78th Foot.

H. C. H. Man, late 81st Foot.

J. B. Miller, late Forfarshire Light Horse Volunteer Corps.

Captain W. J. Mittin, late 24th Middlesex Rifle Volunteer Corps.

D. H. Morrieson, late Border Regiment.

M. T. Neale, late 80th Foot.

H. J. O'Neill, late 4th Battalion, Royal Dublin Fusiliers.

R. L. Orme, late 3rd Battalion, Royal Irish Rifles.

Major J. T. F. O. Otway, late 49th Foot.

G. H. L. Pellew, late 17th Lancers.

Captain E. A. Simmons, late 7th Lancashire Artillery Volunteer Corps.

E. L. R. Talbot, late Durham Light Infantry.

H. W. Tryon, late Gordon Highlanders.

The Honourable W. Yarde-Buller, late Devonshire Regiment.

*India Office, 24th May, 1892.*

THE Queen has approved of the following Promotions among the Officers of the Staff Corps and Indian Military Forces, and of Admissions to the Staff Corps made by the Governments in India:—

**INDIAN STAFF CORPS.**

*Majors to be Lieutenant-Colonels.*

Dated 2nd March, 1892.

William Loch.

Leslie Trevor Bishop.

Thomas Morris Jenkins.

Dated 9th March, 1892.

Andrew Henry Macintire.

Dated 23rd March, 1892.

George Lloyd Reilly Richardson.

*To be Major.*

Captain Frank Montague Rundall, D.S.O. Dated 9th March, 1892.

*Lieutenants to be Captains.*

Dated 19th February, 1892.

Samuel Garnett Radcliff.

Charles Allen Brown.

Reginald Frederick Robert Formby.

Alfred Shipton Rooke.

Henry Ward Lowry.

William Myers Dawes.

Edmund Martin Reed.

*To be Lieutenants.*

Lieutenant Charles Ernest Bliss, from the West Yorkshire Regiment. Dated 17th October, 1889, but to rank from 8th May, 1889.

Lieutenant Arthur Rivers Saunders, from the Royal Artillery. Dated 23rd June, 1890, but to rank from 16th February, 1890.

Lieutenant Lionel Arthur Watson, from the Leicestershire Regiment. Dated 11th November, 1890, but to rank from 2nd March, 1890.

Lieutenant Francis Joseph Wallis, from the West India Regiment. Dated 30th January, 1891, but to rank from 19th March, 1890.

Second Lieutenant William Edward Gordon Lillingston, from the West Riding Regiment. Dated 8th May, 1890.

Second Lieutenant Thomas Williams Lightfoot, from the South Wales Borderers. Dated 15th July, 1890.

Second Lieutenant William Fothergill Cooke Tayler, from the East Surrey Regiment. Dated 24th July, 1890.

Second Lieutenant Henry Stirling Alexander, from the Wiltshire Regiment. Dated 13th November, 1890.

Second Lieutenant Charles Halford Baldwin Clark, from the York and Lancaster Regiment. Dated 13th November, 1890.

Second Lieutenant Alexander Gordon Maxwell, from the Royal Irish Fusiliers. Dated 1st December, 1890.

**BENGAL CAVALRY.**

*To be Colonel.*

Lieutenant-Colonel and Colonel in the Army Sir Robert Cunliffe Low, K.C.B. Dated 6th March, 1892.

**BOMBAY SUBORDINATE MEDICAL ESTABLISHMENT.**

*To be Senior Apothecaries, Second Grade, ranking as Honorary Lieutenants.*

Apothecary, First Grade, Joaquim St. Anna Paiz. Dated 1st January, 1892.

Apothecary, First Grade, John Gallagher. Dated 11th January, 1892.

The Queen has approved of the retirement from the Service of the undermentioned Officers:—

Lieutenant-Colonel Robert John Humfrey Wyllie, Indian Staff Corps. Dated 1st April, 1892.

Colonel George Woodward Willock, Bengal Cavalry. Dated 24th March, 1892.

Colonel Arthur Robert Kenney-Herbert, Madras Cavalry. Dated 20th April, 1892.

Colonel Charles Edward Douglas Branson, Bengal Infantry. Dated 12th March, 1892.

Colonel William Henry St. Amand Wilton, Madras Infantry. Dated 9th April, 1892.

Colonel John Mellish Madden, Bombay Infantry. Dated 6th May, 1892.

The Queen has also approved of the resignation of the Service by the undermentioned Officer:—  
Surgeon - Captain Herbert William George Macleod, Bengal Medical Establishment. Dated 25th April, 1892.

The following appointments to the Staff have been made by the Governments in India:—

Major W. E. Hilliard, Yorkshire Light Infantry, to be an Assistant Adjutant-General, Bombay Establishment, vice Colonel E. Cunningham, appointed Colonel on the Staff. Dated 10th January, 1892.

Captain D. W. Hickman, Indian Staff Corps, to be a Deputy - Assistant Adjutant-General, Bengal Establishment, vice Captain P. A. Buckland, whose tenure of the appointment has expired. Dated 21st January, 1892.

The following Officer is continued in his appointment on promotion on half-pay:—

Lieutenant-Colonel W. E. Hilliard, Assistant Adjutant-General, Bombay. Dated 10th February, 1892.

**TENDERS FOR LOANS ON TREASURY BILLS.**

1. THE Lords Commissioners of Her Majesty's Treasury hereby give notice that Tenders will be received at the Chief Cashier's Office at the Bank of England, on Monday, the 30th instant, at one o'clock, for Treasury Bills to be issued under the Acts 40 Vic., cap. 2, and 52 Vic., cap. 6, to the amount of £1,500,000.

2. The Bills will be in amounts of £1,000, £5,000, or £10,000. They will be dated the 4th June, 1892, and will be payable at three months, or six months, or twelve months, after date (at the option of the persons tendering), viz.:—on the 4th September, 1892, or 4th December, 1892, or 4th June, 1893, respectively.

3. The Tenders must specify the net amount per cent. which will be given for the amounts applied for; and the Tenders of private individuals must be made through a London Banker.

4. The Bills will be issued and paid at the Bank of England.

5. The persons whose Tenders are accepted will be informed of the same on Tuesday, the 21st instant, and payment in full of the amounts of the accepted Tenders must be made to the Bank of England not later than one o'clock, on Saturday, the 4th proximo.

6. The Lords Commissioners of Her Majesty's Treasury reserve the right of rejecting any Tenders.

Treasury Chambers, May 24, 1892.

(FOOT-AND-MOUTH DISEASE.)

By the Board of Agriculture.

THE Board of Agriculture, by virtue and in exercise of the powers in them vested under the Board of Agriculture Act, 1889, and the Contagious Diseases (Animals) Acts, 1878 to 1890, and of every other power enabling them in this behalf, do order, and it is hereby ordered, as follows :

1. The limits of the following Area which is declared by Order of the Board dated the third day of May, one thousand eight hundred and ninety-two, to be an Area infected with foot-and-mouth disease (namely),—in the county of Kent included within a boundary line commencing at a point where the Sheerness and Maidstone-road crosses the Chatham and Dover-road at Key Street, proceeding thence in a south-westerly direction to Stockbury Valley, thence in a south-easterly and easterly direction along the road leading to Bicknor, Wormshill, Frinstead, Torry-hill, and Doddington, to the junction therewith of the road leading to Linstead, thence in a northerly direction along the last-mentioned road and through Linstead to the junction of the same with the Chatham and Dover-road between Bapchild and Green-street, thence in an easterly direction along that road to Beggars-lane, Green-street, thence northwards to the London, Chatham, and Dover Railway Line, and eastwards past Teynham Railway Station to Barrow Green, thence crossing the Railway Bridge and following the road in a north-westerly direction to Teynham and to the Ship Inn at Conyer's Cement Works, thence following the water line along the western bank of Conyer's Creek, the southern bank of the Swale, and the eastern bank of Milton Creek, to the Crown Quay, Sittingbourne, thence southwards up the Quay-road to its junction with the Chatham and Dover-road in High-street, Sittingbourne, and thence in a westerly direction through Sittingbourne to the point of commencement at Key Street above-mentioned; the said roads hereinbefore described as the boundary line, not being included in the Area,—are hereby extended so as to include the Area described in the Schedule to this Order and the Area described in the Schedule to this Order shall for the purposes of the Order of the Board dated the twelfth day of April, one thousand eight hundred and ninety-two, be deemed to be the Area described in the Schedule to the last-mentioned Order, and, as from the commencement of this Order, the said last-mentioned Order shall be read and have effect accordingly.

2. This Order shall commence and take effect from and immediately after this twenty-first day of May, one thousand eight hundred and ninety-two.

In witness whereof the Board of Agriculture have hereunto set their Official Seal this twenty-first day of May, one thousand eight hundred and ninety-two.



T. H. Elliott,  
Secretary.

SCHEDULE.

An Area in the county of Kent included within a boundary line commencing at a point where the Sheerness and Maidstone-road crosses the Chatham and Dover-road at Key Street, proceeding thence in a south-westerly direction to Stockbury Valley, thence in a south-easterly and easterly direction along the road leading to Bicknor, Wormshill, Frinstead, Torry-hill, and Doddington, to the junction therewith of the road leading to Linstead, thence in a northerly direction along the last-mentioned road and through Linstead to the junction of the same with the Chatham and Dover-road between Bapchild and Green-street, thence in an easterly direction along that road to a point known as Syndale Bottom, thence in a north-easterly and easterly direction along the road leading to Oare past Four Oaks Corner and through that village to a point where the Oare and Faversham-road crosses Oare Creek at Oare Scray, thence following the water line along the western bank of Oare Creek and Faversham Creek, the southern bank of the Swale, and the eastern bank of Milton Creek, to the Crown Quay, Sittingbourne, thence southwards up the Quay-road to its junction with the Chatham and Dover-road in High-street, Sittingbourne, and thence in a westerly direction through Sittingbourne to the point of commencement at Key Street above-mentioned; the said roads, hereinbefore described as the boundary line, not being included in the Area.

By the Board of Agriculture.

THE Board of Agriculture, by virtue and in exercise of the powers in them vested under the Board of Agriculture Act, 1889, and the Contagious Diseases (Animals) Acts, 1878 to 1890, and of every other power enabling them in this behalf, do order, and it is hereby ordered, as follows :

1. The Orders described in the Schedule to this Order are hereby, from and after the commencement of this Order, revoked: Provided that such revocation shall not revive any Order or part of any Order revoked by or otherwise affect the past operation of either of the Orders hereby revoked, or interfere with the institution or prosecution of any proceeding in respect of any offence committed against, or any penalty incurred under, either of the Orders hereby revoked before the commencement of this Order.

2. This Order shall commence and take effect from and immediately after the, twenty-sixth day of May, one thousand eight hundred and ninety-two.

In witness whereof the Board of Agriculture have hereunto set their Official Seal this twenty-fourth day of May, one thousand eight hundred and ninety-two.



T. H. Elliott,  
Secretary.

SCHEDULE.  
Orders Revoked.

No.	Date.	Short Title.
	1892.	
4935	25 April ...	The Prohibition of Movement from Edinburgh and Leith Order of 1892.
4948	6 May ...	The Prohibition of Movement from Midlothian Order of 1892.

By the Board of Agriculture.

THE Board of Agriculture, by virtue and in exercise of the powers in them vested under the Board of Agriculture Act, 1889, and the Contagious Diseases (Animals) Acts, 1878 to 1890, and of every other power enabling them in this behalf, do order, and it is hereby ordered, as follows:

1. The Order described in the Schedule to this Order is hereby, as from the commencement of this Order, revoked: Provided that nothing herein shall be deemed to invalidate or make unlawful anything done under the said Order hereby revoked before the commencement of this Order, or interfere with the institution or prosecution of any proceeding in respect of any offence

committed against, or any penalty incurred under, the said Order hereby revoked before the commencement of this Order.

2. This Order shall commence and take effect from and immediately after the twenty-fifth day of May, one thousand eight hundred and ninety-two.

In witness whereof the Board of Agriculture have, hereunto set their Official Seal this twenty-fourth day of May, one thousand eight hundred and ninety-two.



T. H. Elliott,  
Secretary.

SCHEDULE.  
Order Revoked.

No.	Date.	Subject.
[4916	1892. 11 April ...	Kent—Foot-and-Mouth Disease Infected Place—Regulating Movement of Persons and Dogs.

(PLEURO-PNEUMONIA.)

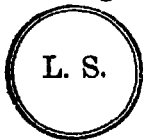
By the Board of Agriculture.

THE Board of Agriculture, by virtue and in exercise of the powers in them vested under the Board of Agriculture Act, 1889, and the Contagious Diseases (Animals) Acts, 1878 to 1890, and of every other power enabling them in this behalf, do order, and it is hereby ordered, as follows:

1. The following Place (namely),—the cowsheds and premises at Longley Farm, in the parish of Norland, in the West Riding of the county of York, in the occupation of Mr. Henry Marsden,—which was declared by Order of the Board dated the fourteenth day of April, one thousand eight hundred and ninety-two, to be a Place infected with pleuro-pneumonia, is hereby declared to be free from pleuro-pneumonia, and that Place shall, as from the commencement of this Order, cease to be a Place infected with pleuro-pneumonia.

2. This Order shall take effect from and immediately after the twenty-fifth day of May, one thousand eight hundred and ninety-two.

In witness whereof the Board of Agriculture have hereunto set their Official Seal this twenty-fourth day of May, one thousand eight hundred and ninety-two.



T. H. Elliott,  
Secretary.

Civil Service Commission, May 24, 1892.

THE following Candidates have been certified by the Civil Service Commissioners as qualified for the appointments set against their respective names:—

May 19, 1892.

AFTER OPEN COMPETITION.

Post Office: Female Clerk, London, Emma Lucy Lambert.

Female Telegraph Learner, London Postal Districts, Grace Mentone Prentice.

Telegraph Learner, London Postal Districts, John Earnshaw Cundle.  
Telegraph Learner, Edinburgh, John Charles Marshall.

WITHOUT COMPETITION.

Post Office: Sorter, London, Alfred Edward Herbert George Rice.

Postman, London, Walter George Steadman.  
Labourer, Edinburgh, Henry Green.

Sorting Clerk and Telegraph Learner, Knighton, Eleanor Annie Dawson.

Postmen, Henry Clark (Hemel Hempstead), Levi Gibbs (Liverpool).

FOR REGISTRATION AS TEMPORARY BOY  
MESSENGERS.

Charles Gladstone Rice Waite, Herbert Harding Field.

May 20, 1892.

AFTER OPEN COMPETITION.

Post Office: Female Clerk, London, Rosa Edith Bilke.

Female Sorter, London, Jessie Orr Watson.

Female Telegraph Learners, London Postal Districts, Nellie Louisa Miller, Lily Mountain Sedgfield.

WITHOUT COMPETITION.

British Museum, Boy Attendant, Bowden Morriss Endacott.

Customs: Boatman, James Johnston Wood.

Gresham University Commission, Clerk, Robert George Coveney.

Prisons Department, England, Subordinate Officers, Division I, Frederick George Dean, Charles Evison.

Supreme Court of Judicature, England, Third Class Clerk in the Office of the Masters in Lunacy, Benjamin Morris Oakeshott.

Post Office: Porters, London, Thomas Abbott, John Cheese, James Lindsay McGrath.

Tracers, Dublin, Thomas Curtis, William James Jenkins.

Sorting Clerks and Telegraph Learners, John Jackson Alexander (Glasgow), Margaret Henrietta Anderson (Dunbar), Edwin George Dyer (Portsmouth), Harry George Dyer

(Sherborne), William Maurice Foster (Portsmouth), Thomas Gimlette Jones (Liverpool), William John Knight (Portsmouth), Mary Cherry Luke (Bridge of Allan), John Mackay MacGregor (Bridge of Allan), John McQueen (Glasgow), John Reid (Glasgow), Andrew Crayford Smith (Helensburgh).

*Postmen*, John James Hendley (Andover), John William Plews (Middlesborough).

May 21, 1892.

**AFTER OPEN COMPETITION.**

*Post Office: Female Telegraph Learner, London Postal Districts*, Nellie Skinner.

**WITHOUT COMPETITION.**

*British Museum: Boy Attendants*, Douglas Oliver Connell, Joseph Charles Darby.

*Customs: Boatman*, Luther Crispe Mederson.

*Prisons Service, Ireland: Assistant Matron* Elizabeth Anne Nesbitt.

*Labour Commission: Clerks*, Jeannie Edith Gertrude Henderson, Grace Jessie Henderson.

*Post Office: Postman, London*, William Calnon.

*Porter, London*, Walter Thrupp.

*Postman, Bruckley*, Arthur Trotman.

**FOR REGISTRATION AS TEMPORARY BOY COPYIST.**  
Alfred Ernest Spencer James.

**FOR REGISTRATION AS TEMPORARY BOY MESSENGER.**

Henry James Milne.

**NOTICES TO MARINERS.**

(Nos. 199 to 211 of the year 1892.)

[The bearings are magnetic, and those concerning the visibility of lights are given from seaward.]

**No. 199.—ALL STATIONS.**

**ENGLAND—EAST COAST.—RIVER THAMES ENTRANCE.**

*Girdler Light-vessel—Intended Alteration in Character of Fog Signal.*

THE Trinity House, London, has given notice, that on 1st June, 1892, the fog signal on board Girdler Light-vessel will be altered to a hand horn, giving two blasts in quick succession (high, low) every minute.

The blasts are each of about two seconds duration. The hand horn gives a sound somewhat similar to that of a siren, but of much less power.

Approximate position, lat.  $51^{\circ} 29' 10''$  N., long.  $1^{\circ} 6' 10''$  E.

This Notice affects the following Admiralty Charts:—English Channel, No. 2675c; North Foreland to Orfordness, No. 1610; North Foreland to the Nore, No. 1607. Also, List of Lights, Part I, 1892, No. 131; and North Sea Pilot, Part III, 1889, page 339.

**No. 200.—NORTH SEA AND BALTIC STATIONS.**

**ENGLAND—EAST COAST.**

*Leman and Ower Light-vessel—Alteration in Character of Light, and Position of Vessel.*

WITH reference to Notice to Mariners, No. 499 of 1891:—

The Trinity House, London, has given further notice, dated 29th April, 1892, that Leman and Ower Light now shows three flashes, white—red—white, in quick succession every forty-five seconds, in the following order:—White flash two and a half seconds, eclipse six seconds, red flash two and a half seconds, eclipse six seconds, white flash two and a half seconds, eclipse twenty-five and a half seconds.

Also, that coincidentally with the above, the

light-vessel has been shifted about two miles N.W.  $\frac{1}{2}$  W. from her previous position, and now lies in 17 fathoms at low water spring tides, with N.E. Ower Buoy bearing N.E.  $\frac{1}{4}$  E., E'ly, distant  $2\frac{1}{2}$  miles, and N.W. Leman Buoy N.W. by W.  $\frac{3}{4}$  W.

Approximate position, lat.  $53^{\circ} 8' 40''$  N., long.  $1^{\circ} 59' E.$

The watch buoy has been placed five cables N. by W.  $\frac{1}{4}$  W. from the light-vessel.

[Variation  $16^{\circ}$  Westerly in 1892.]

This Notice affects the following Admiralty Charts:—North Sea, Nos. 2339, 2182a; Orfordness to Blakeney, No. 1630. Also, List of Lights, Part I, 1892, No. 181; and North Sea Pilot, Part III, 1889, page 213.

**No. 201.—CHINA AND AUSTRALIA STATIONS.**

**SULU ARCHIPELAGO.**

*Amended Position of Tonkil Island on Admiralty Chart of the Philippine Islands.*

NOTICE is given, that on Admiralty Chart, Philippine Islands, No. 943, the east end of Tonkil Island should be in lat.  $6^{\circ} 3\frac{1}{2}'$  N., long.  $121^{\circ} 56\frac{1}{2}'$  E., as already shown on charts, Sulu Archipelago, Nos. 2576, 928.

This Notice affects the following Admiralty Chart:—Philippine Islands, No. 943.

**No. 202.—MEDITERRANEAN STATION.**

**MEDITERRANEAN.—CORSIKA—EAST COAST.**

*Bastia—Night Signals for Entering Port St. Nicolas.*

THE following night signals for entering Port St. Nicolas, Bastia, are shown from the mast at the seaward angle of the Outer Mole:—

1. A white light indicates that vessels may enter the port.

2. A red light indicates danger in entering.

3. A green light signifies that the harbour or entrance is temporarily blocked, and that vessels should wait until one of the above-mentioned lights is shown.

4. A green light above a red light indicates that vessels should approach as near as possible to communicate with the boat stationed in the fairway of the entrance, when steam vessels arrive.

Vessels wishing to communicate should hoist a white light above a red light.

This Notice affects the following Admiralty Plans:—Bastia, on Sheet of Plans, No. 1126; Bastia, No. 1166. Also, Mediterranean Pilot, Vol. II, 1885, page 124; and Supplement, 1891, relating to Mediterranean Pilot, Vol. II, page 7.

**No. 203.—NORTH AMERICA AND WEST INDIES STATION.**

**UNITED STATES—CONNECTICUT.—LONG ISLAND SOUND.**

*New Haven Harbour Entrance—Luddington Rock Buoy Withdrawn.*

THE United States Government has given notice, dated 23rd April, 1892, that the buoy (red and black horizontal stripes) previously marking Luddington Rock, at the entrance to New Haven Harbour, has been withdrawn, as the south-west breakwater in course of construction now fully covers the rock.

Approximate position of rock, lat.  $41^{\circ} 13' 50''$  N., long.  $72^{\circ} 55' 30''$  W.

This Notice affects the following Admiralty Charts:—Block Island to Great Egg Harbour, No. 2480; Long Island Sound, No. 2755; New Haven Harbour, on Sheet, No. 2479. Also, Sailing Directions for the Principal Ports of the United States, 1882, page 106.

**No. 204.—NORTH AMERICA AND WEST INDIES STATION.**

WEST INDIES.—CUBA.—NORTH COAST.

*Port Matanzas—Buoyage, &c.*

THE following information concerning Port Matanzas, north coast of Cuba, has been published by the United States Government, dated 23rd April, 1892:—

1. The shoals in the port are not easily distinguished, except at times when the sea is smooth.

2. In January, 1892, a red conical buoy was placed in 8 fathoms water, on the south side of Stony Bank, with south side of River San Juan entrance bearing W. by S.  $\frac{1}{2}$  S., and centre of San Severino Castle, N.W.  $\frac{1}{2}$  W., W'y, distant 6 cables.

3. A shoal, with  $2\frac{3}{4}$  fathoms water on it, lies with (approximately) south side of River San Juan entrance bearing W. by S., and centre of San Severino Castle, N.N.W.  $\frac{1}{2}$  W., distant  $6\frac{1}{2}$  cables.

4. The tidal range is small, but the sea level rises 4 feet with strong E.N.E. winds.

NOTE.—It was stated by the Government Pilot that there are several shoal patches in the middle of the port that are not shown on the plans, also that there is less water at the head of the harbour than shown. A note to this effect has been placed on Admiralty Plan, No. 415.

[Variation  $3^{\circ}$  Easterly in 1892.]

This Notice affects the following Admiralty Plan:—Port Matanzas, with Plan of Anchorage, No. 415. Also, West India Pilot, 1887, pages 465, 466.

**No. 205.—CHANNEL AND WESTERN AND NORTH AMERICA AND WEST INDIES STATIONS.**

WEST INDIES.—CUBA.—SOUTH COAST.

*Shoal Ground Reported Southward of Xagua Bank.*

THE United States Government has given notice, dated 23rd April, 1892, that a pinnacle sunken rock, with a considerable area of shoal water around, is reported to exist about 9 miles southward of Xagua Bank. The depths on the shoal vary from 4 to 7 fathoms.

Position, to be considered doubtful, lat.  $21^{\circ} 27' N.$ , long.  $80^{\circ} 39' W.$

This Notice affects the following Admiralty Charts:—Gulf of Mexico, No. 392; West India Islands and Caribbean Sea, No. 761; Cuba, No. 2579. Also, West India Pilot, Vol. II, 1887, page 400.

**No. 206.—PACIFIC STATION.**

SOUTH AMERICA.—PERU.

*Sunken Rock North-westward of Pariña Point.*

INFORMATION has been received from Mr. H. W. C. Tweddle, at Talara, dated 5th April, 1892, of the existence of a sunken rock, on which the sea breaks in heavy weather, lying about half-a-mile north-westward of the end of the reef marked as running off Pariña Point.

Approximate position, lat.  $4^{\circ} 40' S.$ , long.  $81^{\circ} 19\frac{1}{2}' W.$

This Notice affects the following Admiralty Chart:—Port Paíta to Ayangui Point, No. 1813. Also, South America Pilot, Part II, 1886, page 418.

**No. 207.—NORTH SEA AND BALTIC STATIONS.**

SCOTLAND.—EAST COAST.—MONTROSE HARBOUR ENTRANCE.

*Scurdy Rocks Buoy withdrawn.*

THE Montrose Harbour Authorities have

given notice, dated 3rd May, 1892, that the black buoy previously marking Scurdy Rocks, on the south side of entrance to Montrose Harbour, has been withdrawn.

Approximate position of Scurdy Rocks, lat.  $56^{\circ} 42' N.$ , long.  $2^{\circ} 25\frac{1}{2}' W.$

This Notice affects the following Admiralty Charts:—Scotland, East Coast, with plan of Montrose Harbour, No. 2397a; St. Abb's Head to Aberdeen, No. 1407; Montrose Harbour, No. 1444. Also, North Sea Pilot, Part II, 1885, page 153.

**No. 208.—WEST AFRICA, CAPE, EAST INDIES, CHINA, AUSTRALIA, PACIFIC, AND SOUTH-EAST AMERICA STATIONS.**

AFRICA.—SOUTH COAST.

*Sunken Wrecks westward of Cape Agulhas.*

INFORMATION has been received through the Board of Trade, that the steam-vessel "Alcestis," on a voyage to Mauritius, struck on an obstruction off Cape Agulhas, and finally foundered:—

The particulars relative to this accident do not suffice to enable the position, or nature, of the obstruction to be accurately described, but it is believed the vessel struck on a wreck lying about  $2\frac{3}{4}$  miles W.  $\frac{1}{4}$  N. from Cape Agulhas Lighthouse, or in approximately lat.  $34^{\circ} 51' S.$ , long.  $19^{\circ} 58' E.$

The "Alcestis" finally sank in 17 fathoms water, about  $5\frac{1}{2}$  miles N.W.  $\frac{3}{4}$  W. of the above position, or in approximately lat.  $34^{\circ} 50\frac{1}{2}' S.$ , long.  $19^{\circ} 51' E.$

[Variation  $30^{\circ}$  Westerly in 1892.]

This Notice temporarily affects the following Admiralty Charts:—Hondeklip Bay to Port Natal; No. 2095; Table Bay to Cape Agulhas, No. 2082; Dyer Island to Struys Bay, No. 2572. Also, Africa Pilot, Part III, 1889, pages 71, 77.

**No. 209.—CAPE, EAST INDIES, CHINA, AUSTRALIA, AND PACIFIC STATIONS.**

CHINA.—EAST COAST.

HONGKONG HARBOUR.—EASTERN APPROACH.

*Shoal northward of Quarry Point, &c.*

INFORMATION has been received from Commander W. U. Moore, Her Majesty's surveying-vessel "Penguin," dated 3rd April, 1892, of the existence of a shoal lying northward of Quarry Point, in the fairway of approach to Hongkong Harbour from the eastward. This shoal, extending  $2\frac{1}{4}$  cables in a N. by W. and S. by E. direction, with a breadth of three-quarters of a cable, has five fathoms on it at low water of lowest spring tides, over sand and shells, with six to eight fathoms around. Its northern end lies with Quarry Point bearing S. by E., distant five cables, and Quarry S.W. by W.

Also, that the depths of water are found to be generally reduced between Lyemun Pass and Kaulung Peninsula.

[Variation  $1^{\circ}$  Easterly in 1892.]

This notice affects the following Admiralty Charts:—Approaches to Hongkong, No. 1180; Hongkong, No. 1466. Also, China Sea Directory, Vol. III, 1884, page 142.

**No. 210.—NORTH AMERICA AND WEST INDIES STATION.**

UNITED STATES.—MASSACHUSETTS.

*Monomoy Point Lighthouse—Sector of Red Light.*

THE United States Government has given notice, that on or about 25th May, 1892, a sector of fixed red light will be shown from Monomoy Point Lighthouse. This sector will be visible through an arc of about  $13^{\circ}$ , or approximately

from the bearing of W.  $\frac{1}{4}$  S. (indicating North-East Channel Whistle Buoy) to W.  $\frac{3}{4}$  N. (indicating broken part of Pollock Rip Bell Buoy).

Approximate position, latitude  $+1^{\circ} 33\frac{1}{2}'$  N., longitude  $69^{\circ} 59\frac{3}{4}'$  W.

[Variation  $12^{\circ}$  Westerly in 1892.]

This Notice affects the following Admiralty Charts:—Bay of Fundy to Block Island, No. 2492; Nantucket Shoals to Block Island, No. 2890; Monomoy or Old Stage Harbour, No. 2489. Also, List of Lights, Part VII, 1892, No. 593; and Sailing Directions for the Principal Ports of the United States, 1882, page 68.

#### No. 211.—ALL STATIONS.

ENGLAND.—SOUTH COAST.—SPITHEAD

##### APPROACH.

*Nab Rock Buoy—Intended Alteration in Character.*

NOTICE is given, that the following alteration will shortly be made in the character of Nab Rock Buoy, approach to Spithead from the eastward:—

Nab Rock Buoy will be a black conical buoy, surmounted by a staff and two globes.

Approximate position, lat.  $50^{\circ} 41' 30''$  N., long.  $1^{\circ} 2' W.$

This Notice affects the following Admiralty Charts:—Portland to Owers, No. 2450; Owers to Christchurch, No. 2045; Spithead, No. 2050. Also, Channel Pilot, Part I, 1896, page 260; and Supplement, 1891, relating to Channel Pilot, Part I, page 32.

By command of their Lordships,  
*W. J. L. Wharton*, Hydrographer.  
Hydrographic Office, Admiralty, London,  
7th to 16th May, 1892.

#### Registration of Births and Deaths.

NOTICE is hereby given, that in pursuance of the provisions of the twenty-first section of an Act passed in the thirty-eighth year of the reign of Her present Majesty, intituled "The Births and Deaths Registration Act, 1874," I, Sir Brydges Powell Henniker, Bart., Registrar-General of Births, Deaths, and Marriages in England, have, with the sanction of the Local Government Board, ordered and declared that on and after the 1st day of June next, the "Chepstow" Sub-District of the Chepstow District shall be dissolved, and of the parishes of which it is constituted, Tidenham and Lancant shall be added to the "Lydney" Sub-District, and the remainder to the "Shire-Newton" Sub-District, thereafter to be called the "Chepstow" Sub-District.—Witness my hand this 21st day of May, 1892.

*Brydges P. Henniker*, Registrar-General.  
General Register Office,  
Somerset House, London.

#### Borough of Darwen.

Housing of the Working Classes Act, 1890.  
The Darwen Dwellings Reconstruction Scheme,  
1891.

**W**HEREAS the Mayor, Aldermen, and Burgesses of the borough of Darwen, being the Urban Sanitary Authority of the said borough, and the Local Authority for the purposes of the Housing of the Working Classes Act, 1890, duly presented a petition to the Local Government Board under the said Act for an Order sanctioning a scheme prepared by the said Mayor, Aldermen, and Burgesses, under Part II of the said Act, for the improvement of an area comprised and described in the schedule appended

hereto, situate in the said borough and under their jurisdiction, to the effect that "the closeness, narrowness, bad arrangement, and bad condition of, and the want of light, air, ventilation, and proper conveniences and other sanitary defects in the buildings situate and being within the said area are dangerous and prejudicial to the health of the inhabitants both of the said buildings and of the neighbouring buildings, and that the demolition or the reconstruction and rearrangement of the said buildings, or some of them, is necessary to remedy the said evils, and that the area comprising those buildings, and the yards, outhouses, and appurtenances thereof, and the sites thereof are (is) too small to be dealt with as an unhealthy area under Part I of the said Act."

And whereas the Board directed a local inquiry to be held, and such inquiry has been held and a report of such inquiry has been made to them, and they are satisfied on such report that the carrying of the scheme into effect, subject to the conditions or modifications hereinafter specified, would be beneficial to the health of the inhabitants of the buildings comprised in the area dealt with in the scheme or of the neighbouring dwellings.

Now, therefore, the said Mayor, Aldermen, and Burgesses as the Local Authority of the said borough, hereby give notice, that the said Local Government Board have, in pursuance of the powers given to them by the said Act, and subject to the provisions of the said Act, by an Order under the seal of office of the Board, dated the 13th day of May, 1892, sanctioned the scheme, subject to the following conditions or modifications, and ordered as follows:—

(1.) The area comprised in the scheme shall be that shown on two maps sealed with our seal of office, and marked "Borough of Darwen Dwellings Reconstruction Scheme, 1892" (hereinafter called "the maps"), and thereon edged with red and defined by a red line.

(2.) The scheme so far as it relates to the widening and opening out of existing approaches to the area comprised in the scheme and to the provision of new or improved streets or approaches for the purposes of ventilation and health, and to the stopping up and appropriation for the purposes of the scheme of certain existing streets, courts, and passages in the said area shall be carried out, subject to the provisions of the scheme, in such manner as may be determined from time to time hereafter by plans, sections, and specifications under the seal of the Local Authority and approved by us.

(3.) (a.) One half of the area comprised in the scheme may be cleared of buildings as soon as the Local Authority shall have acquired the same, but until such provision as hereinafter-mentioned, for the accommodation of persons of the working class shall have been made, no buildings occupied as dwelling-houses at the date of the scheme in the remainder of the area shall be demolished.

(b.) For the purpose of making such provision as is hereinafter-mentioned for the accommodation of persons of the working class the Local Authority shall appropriate the substituted sites A and B.

(c.) Suitable dwellings, according to plans to be approved by us, shall be erected on the substituted sites A and B for the accommodation of two hundred and fifty persons of the working class, so that accommodation for one hundred of such persons shall be provided on the substituted site A and accommodation for

one hundred and fifty of such persons shall be provided on the substituted site B.

(d.) The Local Authority may sell or let the substituted sites A and B, or any part thereof, to any purchasers or lessees for the purpose and under the condition that such purchasers or lessees will, as respects the lands so purchased by or leased to them, provide on the said sites, or on such part thereof, accommodation for persons of the working class in accordance with the requirements of subdivision (c), and in such a manner and to such an extent as to secure the provision on each of the said sites of accommodation in the aggregate for such number of persons of the working class as is specified in subdivision (c) in relation to such site, and in particular they may insert in any grant or lease provisions binding the grantee or lessee to build on the lands as in the grant or lease prescribed, and to maintain and repair the buildings, and prohibiting the division of buildings, and any addition to or alteration of the character of buildings without the consent of the Local Authority, and for the re-vesting of the lands in the Local Authority, or their re-entry thereon on breach of any provision in the grant or lease.

(e.) If within two years from the time of the first clearance of part of the area in accordance with the provisions of subdivision (a.) there shall not have been erected on each of the substituted sites A and B such dwellings in accordance with the provisions of the said subdivision as will be sufficient to provide accommodation for such number of persons as is hereinbefore specified in relation to such site, the Local Authority shall themselves erect such dwellings, and for the purpose of defraying the cost thereof may, with our consent, borrow such sums of money as we may sanction for that purpose, and the provisions of Section 43 of the Act shall apply as if such purpose were one of the purposes for which money may be borrowed under that section.

(f.) Notwithstanding anything hereinbefore contained, the Local Authority at any time after the first clearance of part of the area in accordance with the provisions of subdivision (a.) may, with our consent, themselves erect upon the substituted sites A and B, or upon either of them, such buildings as hereinbefore mentioned as if the period of two years mentioned in paragraph (3) (e.) had expired, and the provisions contained in such paragraph shall in such case have the same force and effect as if such period of two years had expired.

(g.) All lands on which any dwellings shall have been erected or provided in pursuance of this scheme shall, for a period of twenty-five years from the date of the erection of such dwellings, be appropriated for the purpose of dwellings, and every conveyance, demise, or lease of such lands and buildings shall be endorsed with notice of this provision.

Provided that we may at any time dispense with the requirements of this paragraph; subject to such conditions (if any) as we may deem fit.

2. We order that the provisions of the Lands Clauses Acts shall be incorporated with this Order so as to enable the Local Authority to acquire compulsorily lands within the area comprised in the scheme, except such of those lands or such interests in any of those lands as have been

acquired by the Local Authority prior to the date of this Order.

And further take notice, that a copy of the said Order, accompanied by one of the said maps referred to in the said Order, have been deposited at the Borough Surveyor's office, in the Municipal Buildings, in Darwen aforesaid, and may be seen at all reasonable hours.—Dated this 17th day of May, 1892.

CHAS. COSTEKER, Town Clerk of the borough of Darwen.

The SCHEDULE hereinbefore referred to.

The area to which the scheme referred to in the foregoing notice relates is as follows:—

“An area situate and being within the township of Over Darwen, in the borough of Darwen, comprising the whole of the tenements east and west of Water-street, except the Pork Butcher's shop, in the occupation of Green and Sons, and the Provident Co-operative Stores, and the whole of the tenements in Bank Bottoms, and also the whole of the tenements on the north and south of Lumb-street, back Lumb-street, and High-street respectively, and the tenements east and west of New-street, and the tenements Nos. 9 and 10, Bold Venture, No. 2, the Ginnel, and Nos. 44 to 49, inclusive, in Green-street, which said area is delineated in the plan prepared by the Borough Surveyor and signed by Alderman A. T. Eccles, Esq., the Chairman of the Improvement Committee, and is thereon edged red.”

NOTICE is hereby given, that a separate building, named Rutherford Hall, situate at Byron-road, Worthing, in the parish of Heene, in the county of Sussex, in the district of East Preston, being a building certified according to law as a place of religious worship, was, on the 4th day of May, 1892, duly registered for solemnizing marriages therein, pursuant to the Act of 6th and 7th Wm. 4, cap. 85.—Witness my hand this 5th day of May, 1892.

ARTHUR SHELLEY, Superintendent Registrar.

NOTICE is hereby given, that a separate building, named Bethel Chapel, situate at Oldham-road, in the parish of Failsworth, in the county of Lancaster, in the district of Prestwich, being a building certified according to law as a place of religious worship, was, on the 7th day of May, 1892, duly registered for solemnizing marriages therein, pursuant to the Act of 6th and 7th Wm. 4, cap. 85.—Witness my hand this 9th day of May, 1892.

WILLIAM WYATT, Deputy Superintendent Registrar.

NOTICE is hereby given, that a separate building, named Saint Anne's Roman Catholic Boys' School, situate at Vauxhall-walk, in the parish of Lambeth, in the county of London, in the district of Lambeth, being a building certified according to law as a place of religious worship, was, on the 14th day of May, 1892, duly registered for solemnizing marriages therein, pursuant to the Act of 6th and 7th Wm. 4, cap. 85.—Witness my hand this 14th day of May, 1892.

W. B. WILMOT, Superintendent Registrar.

NOTICE is hereby given, that a separate building, named the Wesleyan Chapel, situate at Cheyney-street, in the parish of Steeple Morden, in the county of Cambridge, in the district of Royston, being a building certified according to law as a place of religious worship, was, on the 19th day of May, 1892, duly regis-



tered for solemnizing marriages therein, pursuant to the Act of 6th and 7th Wm. 4, cap. 85.—  
Witness my hand this 20th day of May, 1892.

THOMAS SHELL, Superintendent Registrar.

**N**OTICE is hereby given, that a separate building, named the Roman Catholic Church, situate at Leigh-road, Eastleigh, in the parish of South Stoneham, in the county of Southampton, in the district of South Stoneham, being a building certified according to law as a place of religious worship, was, on the 19th day of May, 1892, duly registered for solemnizing marriages therein, pursuant to the Act of 6th and 7th Wm. 4, cap. 85.—Witness my hand this 20th day of May, 1892.

M. F. CURTIS, Superintendent Registrar.

**N**OTICE is hereby given, that the Poor Man's Home Lodge, 392, Branch of the Loyal Order of Ancient Shepherds Ashton Unity Friendly Society, Register No. 5399, held at St. Anne's School, Radcliffe, in the county of Lancaster, is dissolved by instrument, registered at this office, the 18th day of May, 1892, unless within three months from the date of the Gazette in which this advertisement appears, proceedings be commenced by a member or other person interested in, or having any claim on, the funds of the Branch, to set aside such dissolution, and the same be set aside accordingly.

E. W. BRABROOK, Chief Registrar of Friendly Societies.  
28, Abingdon-street, Westminster,  
the 18th day of May, 1892.

**N**OTICE is hereby given, that the Marston Good Intent Benefit Society, Register No. 360, held at the National Schoolroom, Marston, in the county of Oxford, is dissolved by instrument, registered at this office, the 20th day of May, 1892, unless within three months from the date of the Gazette in which this advertisement appears, proceedings be commenced by a member or other person interested in, or having any claim on, the funds of the Society, to set aside such dissolution, and the same be set aside accordingly.

E. W. BRABROOK, Chief Registrar of Friendly Societies.  
28, Abingdon-street, Westminster,  
the 20th day of May, 1892.

**N**OTICE is hereby given, that the Hull Veteran Friendly Society, Register No. 1590, held at 24, Park-street, North Myton, Hull, in the county of York, is dissolved by instrument, registered at this office, the 20th day of May, 1892, unless within three months from the date of the Gazette in which this advertisement appears, proceedings be commenced by a member or other person interested in, or having any claim on, the funds of the Society, to set aside such dissolution, and the same be set aside accordingly.

E. W. BRABROOK, Chief Registrar of Friendly Societies.  
28, Abingdon-street, Westminster,  
the 20th day of May, 1892.

In the High Court of Justice.—Chancery Division.  
Mr. Justice Chitty for Mr. Justice Vaughan Williams.

In the Matter of Jessup and Company Limited and in the Matter of the Companies Acts, 1862 to 1890.

**B**Y an Order made by his Lordship Mr. Justice Chitty for Mr. Justice Vaughan Williams in the above matter, dated the 12th day  
No. 26290. **E**

of May, 1892, on the petition of Alfred Morris, of 43, Charlotte-street, Curtain-road, Shoreditch, trading as Bagshaw and Morris, it was ordered that Ernest Littlejohn be appointed to act as co-Liquidator with William Albert Schultz in the winding up of the abovenamed Company. And it was further ordered that the voluntary winding up of the abovenamed Company be continued, but subject to the supervision of this Court, and any of the proceedings under the said voluntary winding up might be adopted as the Judge should think fit; and the persons thereafter named by their Counsel consenting to act in manner thereafter mentioned and without remuneration, the Court did direct that the Liquidators appointed to conduct such winding up might exercise the powers conferred upon them by the above Statutes without the sanction or intervention of this Court in the same manner as if the Company were being wound up altogether voluntarily, subject until further Order to the restrictions thereafter imposed upon them, that is to say:—(a.) The Liquidators should not without the sanction of a majority of the following persons (William List, Edward Munday, and Nicholson), being the persons nominated by the creditors of the Company to act as a Committee or of the Court carry on the business of the Company or bring or defend any legal proceedings, or exercise any of the powers conferred by section 159 or section 160 of the Companies Act, 1862. (b.) The Liquidators should not, without the sanction of a majority of the aforesaid persons or of the Court, sell or enter into any contract for the sale of the Company's business. (c.) The Liquidators, except in cases of urgency, should not, without the sanction of a majority of the aforesaid persons or of the Court, employ a solicitor or other agent to take any proceedings or do any business which the Liquidators are unable to take or do themselves.

And the Liquidators are to be at liberty to pay out of the assets of the Company the actual out-of-pocket expenses necessarily incurred by the aforesaid persons acting as aforesaid subject to the approval of the Judge in chambers, with liberty to apply in chambers in the event of any of the aforesaid persons dying or retiring, and with general liberty to the creditors, contributories, and Liquidators to apply. And it was ordered that the costs of the Petitioner and of the Company and of the said creditors supporting the Petition and of the Committee be taxed by the Taxing-Master, and paid out of the assets of the Company, and on such taxation one set of costs to be allowed to (the three persons forming the Committee) and one set of costs to all the other creditors supporting the Petition, and the High Bailiff of the Shoreditch County Court of Middlesex by his Counsel undertaking to deliver to the Liquidators the goods in his possession on payment of £3 3s., and the Liquidators undertaking to hold the proceeds of sale of the same goods subject to such rights (if any) as the High Bailiff then had in such goods. It was ordered that the High Bailiff should by consent have his costs of appearing and of his affidavit and exhibits out of the assets of the said Company, such costs to be taxed by the Taxing-Master, and that this Matter would not be retained by Mr. Justice Chitty beyond the hearing.—Dated 23rd day of May, 1892.

E. C. RAWLINGS, 2, Walbrook, in the city of London, Solicitor for the Liquidators.

RECEIPTS into and PAYMENTS out of the EXCHEQUER, between the 1st April, 1892, and the 21st May, 1892.

REVENUE AND OTHER RECEIPTS.	—	Total Receipts into the Exchequer from		EXPENDITURE AND OTHER PAYMENTS.	—	Total Issues out of the Exchequer to meet Payments from	
		1st April, 1892, to 21st May, 1892.	1st April, 1891, to 23rd May, 1891.			1st April, 1892, to 21st May, 1892.	1st April, 1891, to 23rd May, 1891.
Balances on 1st April:—	£	£	£	EXPENDITURE.	£	£	£
Bank of England... ..	—	5,707,757	6,223,262	Permanent Charge of Debt... ..	—	5,279,445	5,222,613
Bank of Ireland ... ..	—	547,412	147,635	Interest, &c., on Exchequer Bonds (Suez)	—	—	—
		6,255,169	6,370,897	Naval Defence Fund... ..	—	—	—
REVENUE.				Other Consolidated Fund Services	—	285,697	287,125
Customs ... ..	—	2,754,000	2,892,000	Supply Services ... ..	—	7,873,212	7,010,077
Excise ... ..	—	3,638,000	3,781,000				
Stamps ... ..	—	2,222,000	2,027,000	EXPENDITURE ... ..		13,438,354	12,519,815
Land Tax and House Duty	—	295,000	340,000				
Property and Income Tax	—	1,620,000	1,882,000				
Post Office ... ..	—	1,080,000	1,260,000				
Telegraph Service ... ..	—	260,000	255,000				
Crown Lands ... ..	—	50,000	50,000				
Interest on Purchase Money of Suez Canal	—	—	—	OTHER PAYMENTS.			
Shares, Sardinian Loan, &c.	—	—	—	For Advances for Bullion, &c. ... ..		10,000	150,000
Miscellaneous ... ..	—	631,534	404,693	„ Supply purposes (net amount) ... ..		2,148,000	747,000
REVENUE ... ..	—	12,550,534	12,891,693	Under National Debt Redemption Act (net amount) ... ..		—	1,182,000
Total including Balance ... ..		18,805,703	19,262,590	„ Imperial Defence Act (net amount) ... ..		1,606	427,099
				„ Russian-Dutch Loan Acts ... ..		—	—
OTHER RECEIPTS.				„ Naval Defence Act ... ..		—	343
Repayment of Advances for Bullion, &c. ... ..	—	—	50,000	Surplus Income of prior year issued to National Debt			
Under National Debt Redemption Act (net amount) ... ..	—	—	—	Commissioners ... ..		—	—
„ Imperial Defence Act (net amount) ... ..	—	—	—			15,597,960	15,026,257
„ Russian-Dutch Loan Act ... ..	—	—	—				
„ Naval Defence Act (net amount) ... ..	—	8,873	—	Balances on 21st May, 1892 ... ..	{ Bank of England ... ..	2,742,726	3,532,780
Deficiency Advances (unrepaid) ... ..	—	—	—		{ Bank of Ireland ... ..	473,490	753,553
Totals ... ..		18,814,576	19,312,590			18,814,576	19,312,590

Treasury, May 21, 1892.

AVERAGE PRICE of Wheat, Barley, and Oats per Quarter (Imperial Measure), as received from the Inspectors and Officers of Excise at each of the undermentioned Towns during the week ended Saturday, the 21st May, 1892.

Towns.	Wheat.	Barley.	Oats.	Towns.	Wheat.	Barley.	Oats.
	s. d.	s. d.	s. d.		s. d.	s. d.	s. d.
London ...	32 9	...	20 6	Warwick ...	32 9	...	23 5
Uxbridge ...	...	...	20 0	Leicester ...	32 9	26 4	23 7
Chelmsford ...	32 9	...	20 0	Loughborough ...	32 11	...	24 2
Colchester ...	31 6	27 3	20 0	Melton Mowbray ...	Nil.	...	...
Romford ...	33 11	...	...	Oakham ...	Nil.	...	...
Saffron Walden ...	28 11	...	...	Northampton ...	32 2	24 5	...
Braintree ...	30 6	25 4	...	Peterborough ...	31 1	25 8	21 4
Hertford ...	31 8	...	...	Kettering ...	31 2	...	...
Royston (Herts) ...	31 7	...	...	Daventry ...	Nil.	...	...
Hitchin ...	30 10	...	...	Bedford ...	30 9	...	...
Bishop's Stortford ...	29 4	25 3	...	Luton (Bedford) ...	31 8	...	21 8
Aylesbury ...	30 10	24 1	21 11	Huntingdon ...	Nil.	...	...
Newport Pagnell ...	31 5	24 4	...	St. Ives (Hunts) ...	30 11	22 5	20 5
Oxford ...	30 2	...	...	St. Neots (Hunts) ...	31 7	...	...
Banbury ...	31 7	22 9	22 5	Cambridge ...	31 2	24 10	21 6
Bicester ...	Nil.	...	...	Ely (Cambridge) ...	30 9	...	...
Warminster ...	27 2	19 4	...	Wisbeach ...	30 9	...	20 11
Devizes ...	28 7	23 3	20 2	Ipswich ...	32 5	26 1	...
Salisbury ...	29 2	22 11	...	Woodbridge ...	Nil.	...	...
Swindon (Wilts) ...	29 10	...	...	Sudbury (Suffolk) ...	32 9	27 10	23 0
Reading ...	31 10	...	...	Hadleigh (Suffolk) ...	...	...	23 0
Abingdon ...	32 0	...	23 0	Stowmarket ...	31 8	26 6	...
Didcot ...	28 9	...	...	Bury St. Edmunds ...	30 11	...	23 3
Hungerford ...	28 8	19 9	20 0	Beccles ...	32 2	...	...
Newbury (Berks) ...	29 5	20 0	20 10	Bungay ...	31 10	...	...
Wallingford ...	32 11	24 10	21 4	Halesworth ...	33 7	...	...
Guildford ...	34 11	28 8	...	Framlingham ...	32 11	27 10	...
Farnham (Surrey) ...	32 0	...	...	Eye (Suffolk) ...	Nil.	...	...
Kingston (Surrey) ...	34 3	...	...	Saxmundham ...	33 8	...	...
Croydon (Surrey) ...	30 5	...	...	Haverhill ...	30 1	...	...
Reigate ...	31 11	...	21 3	Norwich ...	32 9	27 2	23 4
Maidstone ...	32 9	...	...	Yarmouth (Norfolk) ...	32 9	...	...
Canterbury ...	33 1	...	...	Lynn ...	30 6	25 9	19 4
Dartford ...	Nil.	...	...	Wattton (Norfolk) ...	Nil.	...	...
Ashford (Kent) ...	33 4	25 0	...	Diss ...	31 4	26 0	23 3
Rochester (Kent) ...	30 7	...	...	East Dereham ...	30 9	...	19 6
Tunbridge ...	Nil.	...	...	Harleston (Norfolk) ...	32 9	24 0	...
Sandwich ...	34 8	25 0	20 6	Holt (Norfolk) ...	31 1	...	...
Chichester ...	32 0	...	19 4	Fakenham ...	30 11	25 0	20 11
Lewes ...	31 6	...	20 6	North Walsham (Norfolk) ...	Nil.	...	...
Hayward's Heath ...	29 7	...	...	Lincoln ...	31 10	25 0	21 3
Brighton ...	32 0	...	...	Gainsborough ...	32 11	26 10	21 2
Horsham ...	31 5	25 0	20 3	Brigg ...	32 9	...	...
Pulborough ...	Nil.	...	...	Louth ...	31 9	...	20 7
Winchester ...	29 8	22 6	...	Boston ...	30 9	...	23 3
Andover ...	28 2	...	...	Sleaford ...	31 10	...	...
Basingstoke ...	30 9	...	20 10	Stamford ...	31 4	...	20 6
Fareham ...	29 7	22 3	18 6	Spalding ...	30 9	...	22 1
Newport (Hants) ...	Nil.	...	...	Grantham ...	31 11	...	...
Ringwood ...	30 0	...	...	Nottingham ...	32 10	...	...
Southampton ...	31 0	...	...	Newark ...	32 7	...	...
Blandford ...	27 9	23 8	...	Mansfield ...	Nil.	...	...
Bridport ...	29 0	...	...	Worksop ...	33 9	...	...
Dorchester (Dorset) ...	29 3	24 2	...	Retford ...	32 6	...	...
Wareham ...	Nil.	...	...	Preston (Lancashire) ...	Nil.	...	...
Wimborne ...	27 2	...	...	Warrington ...	Nil.	...	...
Plymouth ...	Nil.	...	...	Manchester ...	36 0	...	...
Totnes ...	Nil.	...	...	Garstang ...	32 8	...	...
Exeter ...	30 1	...	...	Kendal ...	Nil.	...	...
Kingsbridge ...	30 1	...	...	Carlisle ...	32 1	...	25 0
Barnstaple ...	30 10	...	...	Penrith ...	36 0	32 0	21 2
Newton Abbot ...	Nil.	...	...	Egremont (Cumberland) ...	Nil.	...	...
Tiverton (Devon) ...	Nil.	...	...	Newcastle-on-Tyne ...	30 10	22 3	23 0
Okehampton ...	Nil.	...	...	Alnwick ...	31 5	...	...
Honiton ...	Nil.	...	...	Berwick ...	31 10	25 0	23 5
Truro ...	Nil.	...	...	Stockton-on-Tees ...	33 11	...	...
Liskeard ...	28 0	...	...	Darlington ...	34 7	...	...
Wadebridge ...	Nil.	...	...	Sunderland ...	31 10	...	...
Bristol ...	27 5	...	...	Bishop Auckland ...	Nil.	...	...
Taunton ...	29 11	24 2	...	York ...	33 4	...	22 0
Bridgwater ...	Nil.	...	...	Leeds ...	31 6	...	19 7
Frome ...	29 6	...	...	Wakefield ...	33 7	...	...
Bath ...	...	22 8	...	Bridlington ...	31 11	25 1	21 10
Yeovil ...	...	21 11	...	Beverley ...	32 8	...	21 4
Monmouth ...	31 3	...	...	Howden ...	Nil.	...	...
Chepstow ...	25 5	...	...	Sheffield ...	33 1	...	...
Newport (Mon.) ...	29 0	...	...	Hull ...	32 4	...	20 5
Gloucester ...	31 10	...	...	Malton ...	33 10	...	22 3
Cirencester ...	29 9	21 9	21 0	Bedale ...	35 7	...	25 1
Tewkesbury ...	32 5	...	...	Knarborough ...	32 9	...	...
Cheltenham ...	31 2	...	...	Northallerton ...	34 9	...	20 6
Shrewsbury ...	32 8	...	...	Ripon ...	33 5	...	22 9
Bridgnorth ...	32 2	27 2	...	Doncaster ...	32 8	...	20 5
Market Drayton ...	32 9	...	...	Goole ...	34 8	...	...
Ludlow ...	26 8	24 1	24 4	Easingwold ...	34 4	...	21 4
Oswestry ...	33 6	...	...	Scarborough ...	32 3	...	21 10
Hereford ...	31 2	21 5	...	Thirsk ...	Nil.	...	...
Ross ...	31 5	...	...	Pontefract ...	33 7	...	...
Wolverhampton ...	33 3	...	26 9	Denbigh ...	31 5	...	...
Burton-on-Trent ...	...	26 10	...	Wrexham ...	32 10	...	...
Stafford ...	32 0	...	...	Carnarvon ...	Nil.	...	...
Worcester ...	32 8	...	...	Haverfordwest ...	...	...	18 6
Evesham ...	31 6	21 5	...	Cardarthen ...	Nil.	...	...
Chester ...	32 9	...	...	Cardiff ...	29 9	...	...
Derby ...	32 7	...	...	Cardigan ...	Nil.	...	...
Coventry ...	32 5	...	...	Brecon ...	...	...	23 2
Birmingham ...	31 5	...	...	Welshpool ...	33 0	...	...
Stratford-on-Avon ...	31 5	...	...	Llangefni (Anglesey) ...	Nil.	...	...

STATEMENT showing the Quantities Sold and Average Price of BRITISH CORN, Imperial Measure, as received from the Inspectors and Officers of Excise, in the Week ended 21st May, 1892, conformably to the Act of the 45th and 46th Victoria, cap. 37.

	QUANTITIES SOLD.		AVERAGE PRICE.	
	Qrs.	Bus.	s.	d.
Wheat ... ..	79,520	7	31	6
Barley ... ..	3,182	2	24	10
Oats ... ..	4,968	1	21	3

COMPARATIVE STATEMENT for the corresponding Week in each of the Years from 1888 to 1891.

Corresponding Week in	QUANTITIES SOLD.						AVERAGE PRICE.					
	WHEAT.		BARLEY.		OATS.		WHEAT.		BARLEY.		OATS.	
	Qrs.	Bus.	Qrs.	Bus.	Qrs.	Bus.	s.	d.	s.	d.	s.	d.
1888 ... ..	46,533	3	159	5	2,585	6	31	6	27	10	16	11
1889 ... ..	58,685	1	2,123	0	3,047	6	29	5	24	0	18	2
1890 ... ..	77,020	5	2,663	0	8,077	3	33	2	30	5	19	10
1891 ... ..	48,309	4	2,886	7	3,680	3	39	6	27	1	20	11

Board of Agriculture,  
May 21, 1892.

P. G. CRAIGIE.

AN ACCOUNT showing the Quantities of certain kinds of Agricultural Produce Imported into the United Kingdom in the Week ended 21st May, 1892, together with the Quantities Imported in the Corresponding Week of the Previous Year.

	Quantities.	
	1891.	1892.
<b>Animals living :—</b>		
... Oxen, Bulls, Cows, and Calves ... ..	Number	7,459
... Sheep and Lambs ... ..	"	1,345
... Swine ... ..	"	—
<b>Dead Meat :—</b>		
... Bacon ... ..	cwts.	55,439
... Beef, salted and fresh ... ..	"	29,977
... Hams ... ..	"	19,872
... Meat unenumerated, salted and fresh ... ..	"	1,985
... " " preserved ... ..	"	15,985
... Mutton, fresh ... ..	"	11,334
... Pork, salted (not Hams) and fresh ... ..	"	4,961
... Poultry and Game ... ..	Value £	3,256
... Rabbits ... ..	cwts.	122
... Butter ... ..	"	37,313
... Margarine ... ..	"	14,885
... Cheese ... ..	"	11,718
... Eggs ... ..	Great Hundred	322,995
... Lard ... ..	cwts.	9,526
<b>Vegetables :—</b>		
... Onions, raw ... ..	Bushels	35,440
... Potatoes ... ..	cwts.	52,638
... Unenumerated ... ..	Value £	12,208
<b>Corn, Grain, Meal, and Flour :—</b>		
... Wheat... ..	cwts.	1,163,303
... Barley... ..	"	256,407
... Oats ... ..	"	309,124
... Pease ... ..	"	61,803
... Beans ... ..	"	110,918
... Maize ... ..	"	765,710
... Wheat Meal and Flour ... ..	"	192,693

Statistical Office, Custom House, London,  
May 23, 1892.

T. J. PITTAR.

COTTON STATISTICS ACT, 1868.

RETURN of the Number of SALES of COTTON Imported and Exported at the Various Ports of the United Kingdom during the Week and 20 Weeks ended 19th May, 1892.

Ports.	IMPORTS.						EXPORTS.					
	American.	Brazilian.	East Indian.	Egyptian.	Miscellaneous.	TOTAL.	American.	Brazilian.	East Indian.	Egyptian.	Miscellaneous.	TOTAL.
Week ended 19th May, 1892.												
Liverpool ... ..	38,864	...	1,500	836	...	41,200	2,928	...	1,443	643	231	5,245
London ... ..	100	...	333	...	211	644	692	...	349	...	22	1,068
Hull ... ..	3,921	...	...	729	...	4,650	5,809	48	...	1,022	...	6,879
Other Ports ... ..	25	...	...	...	...	25	40	...	...	5	...	45
<b>Total ... ..</b>	<b>42,910</b>	<b>...</b>	<b>1,833</b>	<b>1,565</b>	<b>211</b>	<b>46,519</b>	<b>8,969</b>	<b>48</b>	<b>1,792</b>	<b>1,670</b>	<b>253</b>	<b>12,732</b>
20 Weeks ended 19th May, 1892.												
Liverpool ... ..	1,404,785	30,265	29,389	153,596	31,375	1,649,410	46,865	193	11,270	15,504	2,618	75,950
London ... ..	19,404	...	20,499	...	1,014	40,917	20,092	...	19,125	...	62	39,279
Hull ... ..	32,213	...	1,400	8,551	...	42,164	39,595	2,170	2,751	6,063	65	50,644
Other Ports ... ..	6,911	...	...	...	206	7,117	1,412	...	490	27	30	1,959
<b>Total ... ..</b>	<b>1,463,313</b>	<b>30,265</b>	<b>51,288</b>	<b>162,147</b>	<b>32,595</b>	<b>1,739,608</b>	<b>107,464</b>	<b>2,363</b>	<b>33,636</b>	<b>21,594</b>	<b>2,775</b>	<b>167,832</b>

Commercial Department, Board of Trade,  
May 20, 1892.

AN ACCOUNT, pursuant to the Act seventh and eighth Victoria, cap. 32, of the Average Amount of BANK NOTES of the several Banks of Issue in ENGLAND and WALES, in Circulation during the Week ended Saturday, the 14th day of May, 1892.

## PRIVATE BANKS.

Name, Title, and Principal Place of Issue.			Average Amount.
Ashford Bank ... ..	Ashford ...	Pomfret and Co. ... ..	£ 5798
Aylesbury Old Bank ... ..	Aylesbury ...	Cobb, Bartlett, and Co. ... ..	10901
Baldock Bank and Baldock and Biggleswade Bank ... ..	Biggleswade ...	Wells, Hogge, and Co. ... ..	9523
Bedford Bank ... ..	Bedford ...	Barnard and Co. ... ..	16596
Bicester and Oxfordshire Bank and Oxford Bank ... ..	Bicester ...	Tubb and Co. ... ..	8452
Buckingham Bank ... ..	Buckingham ...	Bartlett and Co. ... ..	11174
Bury and Suffolk Bank, Sudbury Bank, and Stowmarket Bank ... ..	Bury St. Edmunds	Oakes, Bevan, and Co. ... ..	17869
Banbury Bank ... ..	Banbury ...	J. C. and A. Gillett and Co. ... ..	6215
Banbury Old Bank ... ..	Banbury ...	T. R. Cobb and Son ... ..	7594
Bedfordshire Leighton Buzzard Bank	Leighton Buzzard	Bassett, Son, and Harris ... ..	16846
Cambridge and Cambridgeshire Bank	Cambridge ...	Messrs. Fosters ... ..	25509
Canterbury Bank ... ..	Canterbury ...	Hammond and Co. ... ..	7085
Colchester Bank ... ..	Colchester ...	Gurneys, Round, Green, and Co. ... ..	15558
City Bank, Exeter ... ..	Exeter ...	Milford and Co. ... ..	4840
Derby Bank ... ..	Derby ...	Samuel Smith and Co. ... ..	7190
Darlington Bank, Durham Bank, and Stockton-on-Tees Bank ... ..	Darlington ...	Backhouse and Co. ... ..	51484
Dorchester Old Bank and Dorsetshire Bank ... ..	Dorchester ...	R. R. Williams and Co. ... ..	19642
East Riding Bank ... ..	Beverley ...	Beckett and Co. ... ..	34499
Essex Bank and Bishop's Stortford Bank ... ..	Chelmsford ...	Sparrow, Tufnell, and Co. ... ..	20890
Exeter Bank ... ..	Exeter ...	Sanders and Co. ... ..	11255
Faversham Bank ... ..	Faversham ...	Hilton and Co. ... ..	2404
Godalming Bank ... ..	Godalming ...	Mellersh and Co. ... ..	3614
Grantham Bank ... ..	Grantham ...	Hardy and Co. ... ..	7019
Hull Bank and Kingston-upon-Hull Bank ... ..	Hull ...	Smith Brothers and Co. ... ..	11163
Huntingdon Town and County Bank	Huntingdon ...	Veasey and Co. ... ..	11193
Harwich Bank ... ..	Harwich ...	Cox, Cobbold, and Co. ... ..	1838
Hertfordshire, Hitchin Bank ... ..	Hitchin ...	Sharples and Co. ... ..	15840
Ipswich Bank ... ..	Ipswich ...	Bacon and Co. ... ..	11438
Ipswich and Needham Market Bank, Suffolk, Hadleigh Bank, Manningtree and Mistley Bank, and Woodbridge Bank ... ..	Ipswich ...	Gurneys, Alexanders, and Co. ... ..	28375
Kington and Radnorshire Bank ... ..	Kington ...	Davies and Co. ... ..	12030
Kendal Bank ... ..	Kendal ...	Wakefield, Crewdson, and Co. ... ..	45540
Leeds Old Bank ... ..	Leeds ...	Beckett and Co. ... ..	57050
Leeds Union Bank ... ..	Leeds ...	Wm. Wms. Brown and Co. ... ..	26469
Leicester Bank ... ..	Leicester ...	T. and T. T. Paget ... ..	7249
Lincoln Bank ... ..	Lincoln ...	Smith, Ellison, and Co. ... ..	78296

Name, Title, and Principal Place of Issue.				Average Amount.
				£
Llandovery Bank, Lampeter Bank, and Llandilo Bank ...	Llandovery	...	D. Jones and Co. ...	12429
Lymington Bank ...	Lymington	...	St. Barbe and Co. ...	978
Lynn Regis and Lincolnshire Bank ...	Lynn Regis	...	Gurneys and Co. ...	12432
Monmouth Old Bank ...	Monmouth	...	Bromage and Co. ...	962
Newark Bank ...	Newark	...	Samuel Smith and Co. ...	8851
Newark and Sleaford Bank, and Sleaford and Newark Bank ...	Sleaford	...	Peacock and Co. ...	16727
Newbury Bank ...	Newbury	...	Sloccock, Matthews, and Co. ...	5785
Newmarket Bank ...	Newmarket	...	Hammond and Co. ...	7704
Norwich and Norfolk and Fakenham Banks ...	Norwich	...	Gurneys, Birkbecks, and Co. ...	45560
Naval Bank, Plymouth ...	Plymouth	...	Harris, Bulteel, and Co. ...	7204
New Sarum Bank ...	Sarum	...	Pinckney Brothers ...	1985
Nottingham Bank ...	Nottingham	...	Samuel Smith and Co. ...	19608
Oxford Old Bank ...	Oxford	...	Parsons and Co. ...	20023
Oxfordshire Witney Bank ...	Witney	...	Gillett and Co. ...	4716
Pease's Old Bank, Hull, the Hull Old Bank and Beverley Bank ...	Hull	...	Pease and Sons ...	48962
Reading Bank ...	Reading	...	Simonds and Co. ...	11305
Reading Bank ...	Reading	...	Stephens, Blandy, and Co. ...	11195
Richmond Bank ...	Richmond	...	Roper and Co. ...	3791
Royston Bank ...	Royston	...	Fordham and Co. ...	3415
Rye Bank ...	Rye	...	Curteis, Pomfret, and Co. ...	1946
Saffron Walden and North Essex Bank	Saffron Walden	...	Gibson, Tuke, and Co. ...	10208
Scarborough Old Bank ...	Scarborough	...	Woodall and Co. ...	10625
Salop Old Bank ...	Shrewsbury	...	Eyton and Co. ...	14261
Tring Bank and Chesham Bank ...	Tring	...	Butcher and Sons ...	8606
Uxbridge Old Bank ...	Uxbridge	...	Woodbridge and Co. ...	1500
Wallingford Bank ...	Wallingford	...	Hedges, Wells, and Co. ...	1433
Wellington Somerset Bank ...	Wellington	...	Fox, Fowler, and Co. ...	4425
West Riding Bank, Wakefield, and Pontefract Bank ...	Wakefield	...	Leatham, Tew, and Co. ...	28431
Whitby Old Bank ...	Whitby	...	Simpson, Chapman, and Co. ...	1368
Winchester, Alresford, and Alton Bank	Winchester	...	Bulpett and Hall ...	516
Weymouth Old Bank and Dorchester Bank ...	Weymouth	...	Eliot, Eliot, and Pearce-Edgumbe ...	5365
Wisbech and Lincolnshire Bank ...	Wisbech	...	Gurney and Co. ...	14474
Worcester Old Bank and Tewkesbury Old Bank ...	Worcester	...	Berwick, Lechmere, and Co. ...	16904
Yarmouth and Suffolk Bank, and Halesworth and Suffolk Bank	Yarmouth	...	Gurneys, Birkbeck, and Co. ...	16762
Yarmouth, Norfolk, and Suffolk Bank	Great Yarmouth	...	Youell, Sir E. H. K. Lacon, Bart., and Co. ...	3454

## JOINT STOCK BANKS.

Name, Title, and Principal Place of Issue.	Average Amount.
	£
Bank of Westmorland Limited ... .. Kendal ... ..	11825
Barnsley Banking Company Limited ... .. Barnsley ... ..	5272
Bradford Banking Company Limited ... .. Bradford ... ..	21334
Bank of Whitehaven Limited ... .. Whitehaven ... ..	15237
Bradford Commercial Banking Company Limited ... .. Bradford ... ..	16231
Burton, Uttoxeter, and Ashbourne Union Bank Limited... .. Burton-upon-Trent ... ..	19479
Cumberland Union Banking Company Limited ... .. Carlisle ... ..	33665
County of Gloucester Banking Company Limited. ... .. Cheltenham ... ..	38379
Carlisle and Cumberland Banking Company Limited ... .. Carlisle ... ..	24515
Carlisle City and District Bank Limited ... .. Carlisle ... ..	20086
Derby and Derbyshire Banking Company Limited ... .. Derby ... ..	8373
Halifax Joint Stock Banking Company Limited ... .. Halifax ... ..	15577
Huddersfield Banking Company Limited ... .. Huddersfield ... ..	29081
Hull Banking Company Limited ... .. Hull ... ..	28506
Halifax Commercial Banking Company Limited... .. Halifax ... ..	10375
Halifax and Huddersfield Union Banking Company Limited	16412
Knaresborough and Claro Banking Company Limited ... .. Harrogate ... ..	15560
Lancaster Banking Company ... .. Lancaster ... ..	60361
Leicestershire Banking Company Limited ... .. Leicester ... ..	33958
Lincoln and Lindsey Banking Company Limited... .. Lincoln ... ..	50729
Moore and Robinson's Nottinghamshire Banking Com- pany Limited ... .. Nottingham ... ..	14893
Nottingham and Nottinghamshire Banking Company Limited ... .. Nottingham ... ..	24282
North and South Wales Bank Limited ... .. Liverpool ... ..	54129
Pares's Leicestershire Banking Company Limited ... .. Leicester... ..	28030
Sheffield Banking Company Limited ... .. Sheffield ... ..	22263
Stamford, Spalding, and Boston Banking Company Limited	43188
Stuckey's Banking Company, Bristol Somersetshire Bank, and Somersetshire Bank Limited ... .. Langport ... ..	160974
Sheffield and Hallamshire Banking Company ... .. Sheffield... ..	9594
Sheffield and Rotherham Joint Stock Banking Company Limited ... .. Sheffield ... ..	18177
Swaledale and Wensleydale Banking Company Limited ... .. Richmond ... ..	45380
Wakefield and Barnsley Union Bank Limited ... .. Wakefield ... ..	11777
Whitehaven Joint Stock Banking Company Limited ... .. Whitehaven ... ..	25965
Wilts and Dorset Banking Company Limited ... .. Salisbury ... ..	55417
West Riding Union Banking Company Limited ... .. Huddersfield ... ..	16035
York Union Banking Company Limited ... .. York ... ..	69817
York City and County Banking Company Limited ... .. York ... ..	88545
Yorkshire Banking Company Limited ... .. Leeds ... ..	119367

Inland Revenue Office, May 21, 1892.

J. S. PURCELL, Registrar of Bank Returns.



In the Matter of the Companies Acts, 1862 to 1890, and in the Matter of the West Cumberland Iron and Steel Company Limited.

**N**OTICE is hereby given, that a petition for the winding up of the abovenamed Company by the High Court of Justice, was, on the 23rd day of May, 1892, presented to the said Court by Isaac Fletcher, of High House, Frizington, in the county of Cumberland, Iron Ore Proprietor, a creditor of the said Company; and that the said petition is directed to be heard before the Court sitting at the Royal Courts of Justice, Strand, London, on the 14th day of June, 1892; and any creditor or contributory of the said Company desirous to support or oppose the making of an Order on the said petition, may appear at the time of hearing by himself or his Counsel for that purpose; and a copy of the petition will be furnished to any creditor or contributory of the said Company requiring the same by the undersigned, on payment of the regulated charge for the same.

HELDER and ROBERTS, 2, Verulam-buildings, Gray's-inn, London; Agents for BROCKBANK, HELDER, and Co., 44, Duke-street, Whitehaven, Solicitors for the Petitioner.

**NOTE.**—Any person who intends to appear on the hearing of the said petition must serve on or send by post to the abovenamed, notice in writing of his intention so to do. The notice must state the name and address of the person, or, if a firm, the name and address of the firm, and must be signed by the person or firm, or his or their Solicitor (if any), and must be served, or, if posted, must be sent by post in sufficient time to reach the abovenamed not later than six o'clock in the afternoon of the 13th of June, 1892.

In the High Court of Justice.—Chancery Division.  
Mr. Justice Kekewich.

In the Matter of the Companies Acts, 1862 to 1890, and in the Matter of the New Mashonaland Exploration Company Limited.

**B**y an Order of Mr. Justice Kekewich in the above matter, dated the 30th day of April, 1892, on the petition of the London Share and Debenture Company Limited, whose registered office is at 7, Union-court, Old Broad-street, in the city of London, it was ordered that the voluntary winding up of the abovenamed New Mashonaland Exploration Company Limited be continued, but subject to the supervision of this Court, and any of the proceedings under the said voluntary winding up might be adopted as the Judge should think fit, and the creditors, contributories, and Liquidators of the said Company, and all other persons interested, were to be at liberty to apply to the Judge at chambers as there may be occasion; and it was further ordered that the costs of the petitioners and of the said New Mashonaland Exploration Company Limited, and of the contributory supporting the said petition be taxed by the Taxing-Master, and paid out of the assets of the said New Mashonaland Exploration Company Limited; and it was ordered that the time limited for the advertisement of this Order in the London Gazette, pursuant to the General Order of the Court, be extended to the 24th May, 1892.—Dated this 23rd day of May, 1892.

SAUNDERS, HAWKSFORD, BENNETT, and Co., 68, Coleman-street, London, E.C., Solicitors for the Petitioners.

In the Chancery of the County Palatine of Lancaster.—Liverpool District.

In the Matter of the "Brankelow" Steamship Company Limited; and in the Matter of the Companies Act, 1867; and in the Matter of the Companies Act, 1877; and in the Matter of the Chancery of Lancaster Acts, 1850 to 1890.

**N**OTICE is hereby given, that the Order of the Court of Chancery of the County Palatine of Lancaster, dated the 9th day of May, 1892, confirming the reduction of the capital of the abovenamed Company from £37,500 to £28,125, and the Minute, approved by the Court, showing, with respect to the capital of the Company as altered, the several particulars required by the above Statutes, were registered by the Registrar of Joint Stock Companies on the 18th day of May, 1892. And further take notice, that the said Minute is in the words and figures following:—"The capital of the 'Brankelow' Steamship Company Limited henceforth is £28,125, divided into 3,750 shares of £7 10s. each, instead of the original capital of £37,500, of 3,750 shares of £10 each. At the time of the registration of this Minute the sum of £7 10s. has been and is to be deemed paid up on each of the said shares."—Dated the 21st day of May, 1892.

SIMPSON, NORTH, and JOHNSON, 1, Water-street, Liverpool, Solicitors for the Company.

Royal Exchange Assurance Office.

Royal Exchange, London,

May 18, 1892.

**T**HE Court of Directors of the Corporation of the Royal Exchange Assurance do hereby give notice, that their Transfer Books will be shut from Tuesday, the 31st instant, to Tuesday, the 21st June next; and that a General Court of the said Corporation will be holden at their office, at the Royal Exchange, on Wednesday, the 15th of June, at twelve o'clock at noon, to consider of a Dividend.  
E. R. HANDCOCK, Secretary.

The Erimus Oil and Grease Company Limited.

**A**T an Extraordinary General Meeting of the Members of the abovenamed Company, duly convened, and held at the Company's office, Tubwell-row-buildings, Darlington, in the county of Durham, on the 21st day of April, 1892, the subjoined Special Resolution was duly passed; and at a subsequent Extraordinary General Meeting of the Members of the said Company, also duly convened, and held at the same place, on the 12th day of May, 1892, the said Resolution was duly confirmed:—

"That the Erimus Oil and Grease Company Limited be wound up voluntarily, under the provisions of the Companies Acts, 1862 and 1867; and that John Robinson, of Darlington aforesaid, Accountant, be and he is hereby appointed Liquidator for the purposes of such winding up."

Dated this 12th day of May, 1892.

THOMAS JAMES, Chairman.

The Aberdare Public Offices Company Limited.

**A**T an Extraordinary General Meeting of the Members of the said Company, duly convened, and held at the offices of the Company, 26, High-street, Aberdare, in the county of Glamorgan, on the 27th day of April, 1892, the following Special Resolutions were duly passed; and at a subsequent Extraordinary General Meeting of the Members of the said Company, also duly convened, and held at the same place, on the

16th day of May, 1892, the following Special Resolutions were duly confirmed, viz. :—

1. "That the Company be wound up voluntarily.

2. "That Rees Hopkin Rhys, of Plasnewydd, Aberdare, Esq., and Robert Orton Gery, of 26, High-street, Aberdare, Solicitor, be and are hereby appointed joint Liquidators for the purposes of such winding up, and that the remuneration be fixed at the confirming Meeting.

3. "That the said Liquidators be authorized to sell the premises of the Aberdare Public Offices Company, situate in High-street, Aberdare aforesaid, to the Local Board of Health for the district of Aberdare, for the sum of £1,750, and to execute all necessary deeds and documents for effectuating such sale, and to affix the seal of the Company thereto."

And at such lastmentioned Meeting the remuneration of the Liquidators was fixed at the sum of £20 to include all expenses.—Dated this 16th day of May, 1892.

REES H. RHYS, Chairman.

The Marlborough Coffee Tavern Company Limited.

AT an Extraordinary General Meeting of the Members of the said Company, duly convened, and held at the Angel, Marlborough, in the county of Wilts, on the 31st day of March, 1892, the following Special Resolution was duly passed; and at a subsequent Extraordinary General Meeting of the Members of the said Company, also duly convened, and held at the same place, on the 28th day of April, 1892, the following Special Resolution was duly confirmed:—

"That the Company be wound up voluntarily under the provisions of the Companies Acts, 1862-1890; and that James Morrison, Esq., of Arde Bank, Marlborough, be appointed Liquidator for the purpose of such winding up."

JAMES MORRISON, Chairman.

The Kirton-in-Lindsey Gas Light and Coke Company Limited.

AT an Extraordinary Meeting of the abovenamed Company, duly convened, and held at Kirton-in-Lindsey, in the county of Lincoln, on the 27th April, 1892, the following Special Resolution was duly passed; and at a subsequent Extraordinary Meeting of the Members of the said Company, also duly convened, and held at the same place, on the 18th May, 1892, the following Resolution was duly confirmed, namely:—

"That the Company be voluntarily wound up, under the provisions of the Companies Acts, 1862 and 1867; and that V. P. Palmer, of Kirton-in-Lindsey, in the county of Lincoln, Accountant, be and he is hereby appointed Liquidator for the purposes of such winding up."

Dated 21st May, 1892.

C. F. GEORGE, Chairman.

The Crediton Public Rooms Company.

AT an Extraordinary General Meeting of the abovenamed Company, duly convened, and held at the Public Rooms, Crediton, on the 17th day of May, 1892, the following Extraordinary Resolution was passed:—

"That it has been proved to the satisfaction of the Company that the Company cannot, by reason of its liabilities, continue its business, and that it is advisable to wind up the same, and that accordingly the Company be wound up voluntarily under the provisions in that behalf of the Companies Acts, 1862 and 1867."

WILLIAM SNOW, Chairman.

Baker's Hydraulic Dredger Limited.

AT an Extraordinary General Meeting of the Members of the abovenamed Company, duly convened, and held at 5A, Coleman-street, in the city of London, on the 18th day of May, 1892, the following Extraordinary Resolution was duly passed:—

"That it has been proved to the satisfaction of this Meeting that this Company cannot, by reason of its liabilities, continue its business, and that it is advisable to wind up the same."

And at the same Meeting John Francis Clarke, of 41, Coleman-street, in the city of London, was appointed Liquidator for the purposes of such winding up.—Dated this 18th day of May, 1892.

G. D. INGALL, Chairman.

Fisher's Patent Wall-Hangings Syndicate Limited.

AT an Extraordinary General Meeting of the Shareholders of Fisher's Patent Wall-Hangings Syndicate Limited, held on 19th May, 1892, at the registered offices of the Company, 15, St. Helen's-place, in the city of London, the following Extraordinary Resolutions were duly passed, viz. :—

1. "That it has been proved to the satisfaction of this Meeting that the Company cannot, by reason of its liabilities, continue its business, and that it is advisable to wind up the same, and accordingly that the Company be wound up voluntarily.

2. "That Mr. Samuel Fisher, the Managing Director of this Company, and Mr. Arthur Goddard, the Company's Auditor, be and they are hereby appointed Joint Liquidators for the purpose of such winding up."

WM. ASHTON ELLIS, Chairman.

The City of Westminster Electrical Syndicate Limited.

AT an Extraordinary General Meeting of the Members of the said Company, duly convened, and held at 32, Victoria-street, in the city of Westminster, on the 13th day of April, 1892, the following Special Resolution was duly passed; and at a subsequent Extraordinary General Meeting of the Members of the said Company, also duly convened, and held at the same place, on the 4th day of May, 1892, the following Special Resolution was duly confirmed:—

"That the Company be wound up voluntarily, under the provisions of the Companies Acts, 1862 and 1867; and that Captain Edmund Ironside Bax, of 32, Victoria-street, Westminster, be and is hereby appointed Liquidator for the purpose of such winding up."

Dated this 18th day of May, 1892.

JAMES HESLOP POWELL, Chairman.

The Hollingworth Cotton Spinning and Manufacturing Company Limited.

AT an Extraordinary General Meeting of the abovenamed Company, held at the Company's registered office at Hollingworth, in the county of Chester, on the 20th day of May, 1892, the following Extraordinary Resolutions were duly passed:—

"That it has been proved to the satisfaction of the Company that the Company cannot, by reason of its liabilities, continue its business, and that it is advisable to wind up the same, and that accordingly the Company be wound up voluntarily under the provisions in that behalf of the Companies Acts, 1862 and 1867.

"That Eli Baker Jones, of Wyngate House, Levenshulme, be and he is hereby appointed Liquidator for the purpose of winding up the affairs of the Company."

ELI BAKER JONES, Chairman.

The City of Liverpool Deposit and Investment Company Limited.

**A**T an Extraordinary General Meeting of the abovenamed Company, duly convened, and held on the 18th day of May, 1892, in the office of the Company, Princes-buildings, 81, Dale-street, Liverpool, the following Extraordinary Resolution was passed:—

"That it has been proved to the satisfaction of this Meeting that the Company cannot, by reason of its liabilities, continue its business, and that it is advisable to wind up the same, and accordingly that the same be wound up voluntarily; and that Mr. Peter Davies, of 6, Cook-street, Liverpool, Accountant, John Smith, of 25, Moorfields, Liverpool, and Francis Thackwray, of 1, Trinity-place, St. Anne-street, Liverpool, be and they are hereby appointed Liquidators for the purposes of such winding up."

Dated the 21st day of May, 1892.

JOHN SMITH, Chairman

The Risca Investment Company Limited.

**A**T an Extraordinary General Meeting of the Members of the said Company, duly held on the 8th day of April, 1892, at Whittington House, Whittington-avenue, in the city of London, the following Special Resolutions were duly passed; and at an Extraordinary General Meeting of the Members of the said Company, also duly held on the 29th day of April, 1892, at the same place, the following Special Resolutions were duly confirmed:—

1. "That this Company be wound up, and that it be wound up voluntarily.

2. "That the Liquidators or Liquidator, when appointed, may transfer or sell to any other Company the whole or a portion of the Company's business or property, and may enter into any arrangement whereby the Members of this Company may in lieu of receiving cash receive debentures of such other Company."

And at such lastmentioned Meeting Edmund Hannay Watts, of Whittington House, Whittington-avenue, in the city of London, was appointed the Liquidator. J. H. JOHNSON, Chairman.

The West Cumberland Iron and Steel Company Limited.

**A**T an Extraordinary General Meeting of the abovenamed Company, duly convened, and held at the County Hotel, Carlisle, on the 21st day of May, 1892, the following Extraordinary Resolutions were duly passed, viz.:—

1. "That it has been proved to the satisfaction of this Meeting that the Company cannot, by reason of its liabilities, continue its business, and that it is advisable to wind up the same.

2. "That the Company be wound up voluntarily; and that William Barclay Peat, of 3, Lothbury, London, and 90, Duke-street, Barrow-in-Furness, in the county of Lancaster, be and is hereby appointed Liquidator for the purposes of such winding up."

W. FLETCHER, Chairman.

The Little Hulton Conservative Club Company Limited.

**A**T an Extraordinary General Meeting of the Members of the said Company, duly convened, and held at the registered offices of the Company, situate at 60 and 62, Manchester-road West, Little Hulton, in the county of Lancaster, on the 20th day of April, 1892, the following Special Resolutions were duly passed; and at a subsequent Extraordinary General Meeting of the Members of the said Company, also duly convened, and held at the same place, on the 9th day of May,

1892, the said Special Resolutions were duly confirmed, that is to say:—

1. "That this Company be wound up voluntarily.

2. "That Mr. James Grundy, the present Secretary of the Company, be appointed as Liquidator."

ANDREW CLEGG, } Chairmen.  
JOSEPH HIGSON, }

Bwlfa and Merthyr Dare Steam Collieries Limited.

**N**OTICE is hereby given, that the creditors of the abovenamed Company are required, on or before the 5th day of July next, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims, and the names and addresses of their Solicitors (if any), to Maurice Grant and George William Hargreaves Brogden, of 218, Gresham House, Old Broad-street, London, E.C., the Liquidators of the said Company, and, if so required, by notice from the said Liquidators, are, by their Solicitors, to come in and prove their said debts or claims at such time and place as shall be specified in such notice, or in default thereof they will be excluded from the benefit of any distribution made before such debts are proved.—Dated this 20th day of May, 1892.

LEONARDS and SLATER PILDITCH, 57, New Broad-street, E.C., Solicitors for the Liquidators.

**NOTE.**—The above Company having sold its undertaking to Bwlfa and Merthyr Dare Steam Collieries (1891) Limited is now being wound up voluntarily. This notice does not in any way apply to the 1891 Company.

The United Laundries Limited.

**N**OTICE is hereby given, that the creditors of the abovenamed Company are required, on or before the 4th day of July, 1892, to send their names and addresses, and the particulars of their debts and claims, and the names and addresses of their Solicitors (if any), to John Woodley Emery, of 75, Cornhill, in the city of London, the Liquidator of the said Company, and, if so required, by notice in writing from the said Liquidator, are, by their Solicitors, to come in and prove their said debts and claims at such time and place as shall be specified in such notice, or in default thereof they will be excluded from the benefit of any distribution made before such debts are proved.—Dated this 20th day of May, 1892.

STRETTON, HILLIARD, and Co., 75 and 76, Cornhill, E.C., Solicitors for the Liquidator.

The Heywood Chemical Company Limited.

**N**OTICE is hereby given, that the creditors of the abovenamed Company are required, on or before the 24th June, 1892, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims, and the names and addresses of their Solicitors (if any), to Paul Mecklenburg, of Jersey-road, Isleworth, in the county of Middlesex, the Liquidator of the said Company, and, if so required, by notice in writing from the said Liquidator, are, by their Solicitors or personally, to come in and prove their said debts or claims at such time and place as shall be specified in such notice, and in default thereof they will be excluded from the benefit of any distribution made before such debts are proved.—Dated this 19th day of May, 1892.

GRESHAM, DAVIES, and DALLAS, 12, Old Jewry-chambers, London, E.C., Solicitors for the Liquidator.

The Queensland Exploration and Milling  
Company Limited.

**N**OTICE is hereby given, that the creditors of the abovenamed Company are required, on or before the 30th day of September, 1892, to send their names and addresses, and particulars of their debts or claims, and the names and addresses of their Solicitors (if any), to John Dalgleish, Chartered Accountant, of 8, Old Jewry, in the city of London, the Liquidator of the said Company, and, if so required, by notice in writing from the said Liquidator, are, by their Solicitors or personally, to come in and prove their said debts or claims at such time and place as shall be specified in such notice, or in default thereof they will be excluded from the benefit of any distribution made before such debts are proved.—Dated this 19th day of May, 1892.

JOHN DALGLEISH, Liquidator.

The Atlas Steel Hoop and Wire Rod Works  
Limited.

**N**OTICE is hereby given, in pursuance of section 142 of the Companies Act, 1862, that a General Meeting of the Members of the abovenamed Company will be held at my offices, 2, Exchange-place, Middlesborough, in the county of York, on the 27th day of June, 1892, at half-past nine o'clock in the forenoon, for the purpose of having an account laid before them, showing the manner in which the winding up has been conducted, and the property of the Company disposed of, and of hearing any explanation that may be given by the Liquidator; and also of determining, by Extraordinary Resolution, the manner in which the books, accounts, and documents of the Company, and of the Liquidator thereof, shall be disposed of.—Dated the 19th day of May, 1892.

THOS. MYRES PURDAX, Liquidator.

The Australian Star Gold Mining Syndicate  
Limited.

**N**OTICE is hereby given, that a General Meeting of the abovenamed Company will be held at the office of the Company, 35, Bucklersbury, in the city of London, on the 29th day of July, 1892, at one o'clock in the afternoon, precisely, for the purpose of having the Liquidator's accounts, showing the manner in which the winding up has been conducted and the property of the Company disposed of, laid before such Meeting, and of hearing any explanation that may be given by the Liquidator; and also of determining, by Extraordinary Resolution, the manner in which the books, accounts, and documents of the Company, and of the Liquidator thereof, shall be disposed of.—Dated this 20th day of May, 1892.

VALPY, CHAPLIN, AND PECKHAM, Solicitors for the Liquidator.

The Weekly Recorder Limited.

**N**OTICE is hereby given, that a General Meeting of the abovenamed Company will be held at 58, Coleman-street, in the city of London, on the 28th day of June, 1892, at twelve o'clock, noon, for the purpose of having laid before it an account, showing the manner in which the winding up of the said Company has been conducted, and its property disposed of, and for the purpose of hearing any explanation that may be given by the Liquidator; and also of determining, by Extraordinary Resolution, the manner in which the books, accounts, and documents of the Company, and of the Liquidator thereof, shall be disposed of.—Dated the 16th day of May, 1892.

JOHN D. BONNER, Liquidator.

The Hope Iron, Steel, and Tin Plate Company  
Limited.

**N**OTICE is hereby given, that a General Meeting of the Members of the Hope Iron, Steel, and Tin Plate Company Limited will be held, pursuant to section 142 of the Companies Act, 1862, at the offices of Sharp, Parsons, and Co., of 120, Colmore-row, Birmingham, on the 24th day of June, 1892, at one o'clock in the afternoon, for the purpose of having an account laid before them by the Liquidator, showing the manner in which the winding up of the said Company has been conducted, and the property of the Company disposed of, and of hearing any explanation that may be given by the Liquidator; and also of determining the manner in which the books, accounts, and documents of the Company, and of the Liquidator thereof, shall be disposed of.—Dated this 19th day of May, 1892.

RUPERT T. SMITH, Liquidator.

**N**OTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us the undersigned, Stanley Robert Sworder and Frederick Gore, carrying on business as Upholsters' Trimming Manufacturers and General Warehousemen, at 13, Rose-street, Paternoster-square, E.C., and Oliver's-yard, City-road, under the style or firm of Swainson and Co., has been dissolved, by mutual consent, as and from the 19th day of May, 1892. All debts due and owing by the said late firm will be received and paid by the said Frederick Gore, who will continue to carry on the business alone under the style of Swainson and Co.—Dated this 20th day of May, 1892.

S. R. SWORDER.  
FREDERICK GORE.

**N**OTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us the undersigned, William Purdham Goulding and John Thomas Cooper, carrying on business as Auctioneers and Surveyors, at 41, Moorgate-street, in the city of London, under the style or firm of Cooper and Goulding, was dissolved, as and from the 10th day of May, 1892, by mutual consent.—Dated the 17th day of May, 1892.

W. P. GOULDING.  
JNO. T. COOPER.

**N**OTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us the undersigned, William George Johnson and Arthur George Kemp, carrying on business as Publicans and Licensed Victuallers, at the King's Head, Richmond, in the county of Surrey, under the style or firm of Johnson and Kemp, has been dissolved, by mutual consent, as and from the 18th day of May, 1892. All debts due and owing to or by the said late firm will be received and paid by the said Arthur George Kemp, and that in future such business will be carried on by the said Arthur George Kemp.—Dated this 18th day of May, 1892.

WILLIAM GEORGE JOHNSON.  
ARTHUR GEORGE KEMP.

**N**OTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us the undersigned, Thomas Wood and Bywater Hudson, carrying on business as Worsted Manufacturers, at Wyke Mills, Wyke, near Bradford, in the county of York, and at 24, Charles-street, Bradford aforesaid, under the style or firm of Wood, Hudson, and Co., has been dissolved, by mutual consent, as and from the 1st day of May, 1892. All debts due and owing by the said late firm will be received and paid by the said Thomas Wood, who will continue to carry on the said business on his own account, under the style or firm of Thomas Wood and Co.—Dated the 16th day of May, 1892.

THOS. WOOD.  
BYWATER HUDSON.

**N**OTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us the undersigned, Clement Arnold Worsfold, Eliza Jane Townshend, and William Edward Cocks, carrying on business as Schoolmasters, at the College, Worthing, under the style or firm of Worsfold, Townshend, and Cocks, has been dissolved, by mutual consent, as from the 1st day of February, 1892. All debts due to and from the late firm will be received and paid by the said Clement Arnold Worsfold at the above College.—Dated this 14th day of April, 1892.

E. J. TOWNSHEND.  
CLEMENT A. WORSFOLD.  
W. E. COCKS.

**NOTICE** is hereby given, that the Partnership heretofore carried on by us the undersigned, Robert Simpson, Henry Simpson, and Benjamin Greaves Simpson, under the style or firm of Simpson Brothers, as Stay Bask Manufacturers, at Heeley Mill, Sheffield, has been dissolved by mutual consent. All debts due to or owing by the said firm at this date will be received and paid by Benjamin Greaves Simpson, of Stanley-road, Heeley, Sheffield.—Dated the 27th day of April, 1892.

R. SIMPSON.  
H. SIMPSON.  
B. G. SIMPSON.

**NOTICE** is hereby given, that the Partnership heretofore carried on by us the undersigned, Robert Simpson and Benjamin Greaves Simpson, under the style or firm of Simpson's Patent Oil Can Company, at Heeley Mill, Sheffield, has been dissolved by mutual consent. All debts due to or owing by the said firm at this date will be received and paid by Benjamin Greaves Simpson, of Stanley-road, Heeley, Sheffield.—Dated the 27th day of April, 1892.

R. SIMPSON.  
B. G. SIMPSON.

**NOTICE** is hereby given, that the Partnership which has been carried on by Herbert Francis Weed and Arthur George Weed, under the firm of George Weed and Sons, at St. Michael's-road, Northampton, in the trade or business of Shoe Manufacturers, was dissolved, as from the 23rd day of April, 1892, by mutual consent. All debts owing to or by the firm will be respectively received or paid by the said Herbert Francis Weed, by whom alone the said business will in future be carried on.—Dated this 17th day of May, 1892.

HERBERT FRANCIS WEED.  
ARTHUR GEORGE WEED.

**NOTICE** is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us the undersigned, Charles Smith and Henry Webster, carrying on business as Commission Agents, in Campo-lane, Sheffield, in the county of York, under the style or firm of Smith and Webster, has been dissolved, by mutual consent, as and from the date hereof. All debts due to the firm will be received by the said Charles Smith, to whom (at the above address) particulars of all claims should be sent.—Dated the 19th day of May, 1892.

CHAS. SMITH.  
HENRY WEBSTER.

**NOTICE** is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us the undersigned, Elizabeth Crossley and John Parker Ellison, carrying on business as Skin Mat and Rug Manufacturers, at 50, Folds-road, Bolton, in the county of Lancaster, under the style or firm of Crossley and Ellison, has been dissolved, by mutual consent, as and from the date hereof. All debts due to and owing by the said late firm will be received and paid by the said John Parker Ellison.—Dated this 13th day of May, 1892.

ELIZABETH CROSSLEY.  
JOHN PARKER ELLISON.

**NOTICE** is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us the undersigned, Daniel Davies and Thomas Williams, carrying on business as Carpenters and Undertakers, at Treharris, under the style or firm of Davies and Williams, has been dissolved, by mutual consent, as and from the 20th day of May, 1892. All debts due to and owing by the said late firm will be received and paid by the said Daniel Davies.—Dated 20th day of May, 1892.

DANIEL DAVIES.  
THOMAS WILLIAMS.

**NOTICE** is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us the undersigned, Ellen Morgan and William Mabbutt, of the Wholesale Fish Market, Birmingham, in the county of Warwick, Wholesale Fish Salesmen and Commission Agents, trading under the style or firm of Ellen Morgan, has been this day dissolved by mutual consent.—Dated this 20th day of May, 1892.

ELLEN MORGAN.  
W. MABBUTT.

**NOTICE** is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us the undersigned, Thomas Henry Billingham and Walter Joseph Dovey, carrying on business as Portrait and Landscape Photographers, at 13, St. Thomas'-street, Weymouth, in the county of Dorset, under the style or firm of Billingham and Dovey, has been dissolved, by mutual consent, as and from the 31st day of December, 1891. All debts due to and owing by the said late firm will be received and paid by the said Walter Joseph Dovey.—Dated 3rd day of May, 1892.

THOMAS HENRY BILLINGHAM.  
WALTER JOSEPH DOVEY.

**NOTICE** is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us the undersigned, James Allen Eastwood and William Greenwood, carrying on business as Joiners and Builders, in Whitworth-road, Rochdale, in the county of Lancaster, as Eastwood and Greenwood, has been dissolved, by mutual consent, as from the 30th day of April last.—Dated this 20th day of May, 1892.

JAMES ALLEN EASTWOOD.  
WILLIAM GREENWOOD.

**NOTICE** is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us the undersigned, Alfred Taylor and Samuel Harrison, both of Wadestreet, Bradford, in the county of York, carrying on business as Wool and Oil Merchants, under the style or firm of Taylor and Harrison, is this day dissolved by mutual consent. All debts due and owing in respect thereof will be received or paid by the said Alfred Taylor, who will continue the said business.—Dated this 20th day of May, 1892.

ALFRED TAYLOR.  
SAMUEL HARRISON.

**NOTICE** is hereby given, that the Partnership which has for some time past been carried on by Thomas Hague and Henry Hague, under the firm of Hague Brothers, at Pontefract, in the county of York, in the trade or business of Drapers, has been dissolved, by mutual consent, as and from the 1st day of May, 1892. All debts due to and owing by the said late firm will be received and paid by the said Thomas Hague.—Dated this 6th day of May, 1892.

THOMAS HAGUE.  
HENRY HAGUE.

**NOTICE** is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between me the undersigned, Edward Samuel Topliss and Arthur Brewer Jones, carrying on business as Auctioneers and Valuers, at Market Drayton, in the county of Salop, under the style or firm of Heath, Topliss, and Jones, became dissolved, on the 3rd day of May instant, under or by virtue of the agreements and provisions contained in the articles of the said Partnership, dated the 6th day of November, 1890, and made between me the undersigned, Edward Samuel Topliss and the said Arthur Brewer Jones. All debts due to and owing by the said late firm will be received and paid by me the undersigned, Edward Samuel Topliss, who will continue the business under the style or firm of Heath, Groves, and Topliss.—Dated the 20th day of May, 1892.

EDWARD S. TOPLISS.

**NOTICE** is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between Thomas Barbour the younger, and Samuel Barbour, carrying on business as Tanners, at Sunnyside Tannery, Stainburn, near Workington, in the county of Cumberland, under the style or firm of Barbour Brothers, has been dissolved, by mutual consent, as and from the 1st day of February, 1892. All debts due to and owing by the said late firm will be received and paid by the said Thomas Barbour the younger, and who, in copartnership with Thomas Barbour the elder and Hugh Barbour, will carry on the said business under the style or firm of Barbour Brothers and Company.—Dated this 11th day of May, 1892.

THOS. BARBOUR, JUN.

#### COUNTY COURTS' JURISDICTION.

**P**URSUANT to a Decretal Order of the County Court of Yorkshire, holden at Rotherham, made in an action Moorhouse against Beever, U., 1488, it was declared that the Partnership heretofore subsisting between the Plaintiff and Defendant, in the trade of Drapers, carried on by them at 234, Doncaster-road, Rotherham, under the style or firm of Moorhouse and Beever, do stand dissolved as from the 22nd day of April, 1892. And it is ordered that Mr. David Llewellyn Winter, of Moorgate-street, Rotherham, Accountant, be the Receiver in the action, and do get in all the outstanding book debts and claims in the Partnership.—Dated this 19th day of May, 1892.

F. PARKER RHODES, Registrar.

#### JOHN HAWLEY, Deceased.

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35. **NOTICE** is hereby given, that all persons having any claim against the estate of John Hawley, late of Billesdon, in the county of Leicester, Baker (who died on the 5th day of November, 1891), are hereby required to send written particulars of such claim to the undersigned, before the 11th day of June next; after which date the executrix will distribute the deceased's assets, having regard only to the claims of which she shall then have had notice.—Dated this 19th day of May, 1892.

FREER, BLOUNT, and CO., 10, New-street,  
Leicester, Solicitors for the Executrix.

**ROBERT PROCKTER, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intitled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees." **NOTICE** is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands against the estate of Robert Prockter (and not Procter, as erroneously printed in Gazette of 13th instant), late of Shore House, Shore-road, Hackney, and of 1, Prince's-street, Spitalfields, both in the county of Middlesex, Solicitor, deceased (who died on the 17th day of March, 1892, and letters of administration, with the will annexed, of whose estate were granted by the Principal Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 27th day of April, 1892, to Frederick Garner, of 230, Mare-street, Hackney aforesaid, Gentleman, a creditor of the said deceased), are hereby required to send the particulars, in writing, of their claims or demands to us, the undersigned, the Solicitors for the said Frederick Garner, on or before the 21st day of June, 1892; after which date he will proceed to distribute the assets of the said deceased among the persons entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which he shall then have had notice; and he will not be liable for the assets, so distributed, to any person or persons of whose claims or demands he shall not then have had notice.—Dated this 9th day of May, 1892.

**PROCKTER and GRIMES, 1, Prince's-street, Spitalfields, London, E., Solicitors for the Administrator.**

**SOPHY BLAKSLEY, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intitled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands against the estate of Sophy Blaksley, formerly of 253, Clapham-road, Surrey, but late of Drachenfels, Oldfield-road, Bath, Spinster, deceased (who died on the 21st February, 1892, and of whose estate letters of administration were granted by the Principal Registry of the Probate Division of the High Court of Justice, on the 29th March, 1892, to Henry Charles Blaksley), are required to send the particulars, in writing, of their claims or demands to us, the undersigned, the Solicitors for the said administrator, on or before the 20th June, 1892; after which date the said administrator will proceed to distribute the assets of the said deceased amongst the persons entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which he shall then have had notice; and he will not be liable for the assets of the said deceased or any part thereof, so distributed, to any person or persons of whose claims or demands he shall not then have had notice.—Dated this 19th May, 1892.

**LEE, OCKERBY, and EVERINGTON, 114, Queen Victoria-street, London, E.C., Solicitors for the Administrator.**

**AMELIA HOLT, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intitled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands upon or against the estate of Amelia Holt, late of the Mitre Inn, Burnley, in the county of Lancaster, Widow, Innkeeper, deceased (who died on the 17th day of March, 1892, and of whose personal estate and effects letters of administration were granted by the Principal Registry of the Probate Division of the High Court of Justice, on the 27th day of April, 1892, to Robert Holt, of 49, Accrington-road, Burnley aforesaid, Cab Proprietor), are hereby required to send in the particulars of their claims and demands to the said Robert Holt, or to the undersigned, his Solicitor, on or before the 1st day of August, 1892; and notice is hereby also given, that after that day the said administrator will proceed to distribute the assets of the deceased among the parties entitled thereto, having regard only to the claims of which the said administrator shall then have notice; and that he will not be liable for the assets, or any part thereof, so distributed, to any person of whose debt or claim he shall not then have had notice.—Dated this 18th day of May, 1892.

**E. F. P. EMMETT, 13, Red Lion-street, Burnley, Solicitor for the Administrator.**

**ELIZA ANN COGHLAN PERRY, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intitled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and other persons having claims or demands upon or against the estate of Eliza Ann Coghlan Perry, formerly of 41, Bathwick-street, in the city of Bath, but late of 20, Long-street, Devizes, in the county of Wilt., Widow, deceased (who died on the 10th day of January, 1892, and whose will was proved in the Principal Registry, on

the 4th day of May, 1892, by me, the undersigned, Robert Bibby Jones, one of the executors therein-named), are hereby required to send in the particulars, in writing, of their claims or demands to me, the said executor, on or before the 30th day of June, 1892; after which day I shall proceed to distribute the assets of the said deceased amongst the parties entitled thereto, having regard only to claims and demands of which I shall then have notice; and that I will not be liable for the assets of the said deceased, or any part thereof, so distributed, to any person or persons of whose claims I shall not then have notice.—Dated this 19th day of May, 1892.

**ROBERT B. JONES, 36, Chapel-street, Liverpool, Executor.**

**HENRY MILNES, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intitled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands against the estate of Henry Milnes, late of 14, Hoxton-street, Girdlington, in the county of York, Lathe Maker, deceased (who died on the 21st day of April, 1892, and whose will was proved in the Wakefield District Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 19th day of May, 1892, by the executor therein-named), are hereby required to send the particulars, in writing, of their claims or demands to us, the undersigned, the Solicitors for the said executor, on or before the 8th day of June next; after which date the said executor will proceed to distribute the assets of the said deceased amongst the persons entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which he shall then have had notice; and he will not be liable for the assets of the said deceased, or any part thereof, so distributed, to any person or persons of whose claims or demands he shall not then have had notice.—Dated this 20th day of May, 1892.

**ROBINSON, SCOTT, and HOLMES, 1, Piccadilly, Bradford, Solicitors for the Executor.**

**JOHN RAPER, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35,

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and other persons having any claims against the estate of John Raper, late of 139, High-street, Stockton-on-Tees, in the county of Durham, Draper, deceased (who died on the 8th day of April, 1892, and whose will was proved in the Durham District Registry of the Probate Division of the High Court of Justice, on the 13th day of May, 1892, by Frederic Thompson, of Marton Farm, Marton, R.S.O., Yorkshire, Farmer, the executor therein-named), are hereby required to send the particulars, in writing, of their claims to the said Frederic Thompson, on or before the 4th day of August next; after which date the said executor will distribute the assets of the said deceased amongst the persons entitled thereto, having regard only to the claims of which he shall then have had notice; and he will not be liable for the assets of the said deceased, or any part thereof, so distributed, to any person or persons of whose claims he shall not then have had notice.—Dated this 21st day of May, 1892.

**WATSON, NEWBY, and ROBSON, Stockton-on-Tees, Solicitors for the Executor.**

**FRANCES MARY BOURCHIER, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intitled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and other persons having any debts, claims, or demands against the estate of Frances Mary Bouchier, late of 104, High-street, Putney, in the county of Surrey, Spinster (who died on the 6th day of January, 1892, and whose will was proved by Thomas Bouchier Chilcott, one of the executors therein-named, in the Principal Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 4th day of February, 1892), are hereby required to send particulars, in writing, of their debts, claims, or demands to me, the undersigned, as Solicitor for the said executor, on or before the 1st day of July, 1892; and notice is hereby given, that at the expiration of that time the said executor will proceed to distribute the assets of the said testator among the parties entitled thereto, having regard only to the debts, claims, and demands of which he shall then have notice; and that he will not be liable for the assets, or any part thereof, so distributed, to any person or persons of whose debt, claim, or demand he shall not then have had notice.—Dated this 23rd day of May, 1892.

**R. H. CHILCOTE, 40, Chancery-lane, Solicitor for the Executor.**

CHARLOTTE CAROLINE PHILLIPS, Deceased.

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35.

**N**OTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands upon or against the estate of Charlotte Caroline Phillips, late of the Maples, Hampton Wick, in the county of Middlesex, Widow (who died on the 19th day of April, 1892, and whose will was duly proved in the Principal Probate Registry, on the 18th day of May, 1892, by George Andrew Walker, of Staverton, 67, Goldington-road, Bedford, a Lieutenant-General in Her Majesty's Army, and Frank Milner Russell, of 4, Bedford-row, London, Esq., two of the executors therein named, power to prove the same being reserved to Ferdinand William Phillips, Esq., the other executor therein named), are hereby required to send, in writing, the particulars of their claims and demands to the undersigned, the Solicitors for the said executors, on or before the 1st day of July, 1892; and notice is hereby also given, that at the expiration of the last mentioned day the said executors will proceed to distribute the assets of the said Charlotte Caroline Phillips, deceased, amongst the parties entitled thereto, having regard only to the claims or demands of which they shall then have had notice; and that the said executors will not be liable for the assets, or any part thereof, so distributed, to any person of whose claim or demand they shall not have had notice at the time of the distribution.—Dated this 20th day of May, 1892.

COLLYER-BRISTOW, RUSSELL, and HILL,  
4, Bedford-row, London, W.C., Solicitors for the  
Executors.

LYDIA BARKER, Deceased.

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35.

**N**OTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands against the estate of Lydia Barker, formerly of Boughton-under-the-Blean, Kent, but late of 3, Oswald-terrace, Watling-street, in the city of Canterbury, Widow, deceased (who died on the 15th day of January, 1892, and whose will, with two codicils thereto, was proved in the District Registry at Canterbury of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 18th day of March, 1892, by George Thomas Jennings and Frederick Clay, the executors therein named), are hereby required to send full particulars, in writing, of their claims or demands to me, the undersigned, on or before the 6th day of July, 1892; after which date the said executors will proceed to distribute the assets of the said deceased among the persons entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which they shall then have had notice; and they will not be liable for the assets of the said deceased, or any part thereof, so distributed, to any person or persons of whose claims or demands they shall not then have had notice.—Dated this 21st day of May, 1892.

FREDERIC JOHNSON, Faversham, Kent, Solicitor for the Executors.

EMILY BYNG (otherwise BING), Deceased.

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35.

**N**OTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands against the estate of Emily Byng, of Whitehill House, Ospringe, Kent, Widow, deceased (who died on the 2nd day of February, 1892, and whose will was proved in the District Registry at Canterbury of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 23rd day of March, 1892, by Walter Wheeler Berry and Frederick Fryer, the executors therein named), are hereby required to send full particulars, in writing, of their claims or demands to me, the undersigned, on or before the 6th day of July, 1892; after which date the said executors will proceed to distribute the assets of the said deceased among the persons entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which they shall then have had notice; and they will not be liable for the assets of the said deceased, or any part thereof, so distributed, to any person or persons of whose claims or demands they shall not then have had notice.—Dated this 21st day of May, 1892.

FREDERIC JOHNSON, Faversham, Kent, Solicitor for the Executors.

MARY SMITH, Deceased.

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35.

**N**OTICE is hereby given, that all persons having claims against the estate of Mary Smith, late of Croston, in the county of Lancaster, Widow, deceased (who died at Croston aforesaid, on the 21st day of January, 1892, and whose will was proved in the District Probate Registry at Lancaster, on the 18th day of May instant, by Thurston Whittle, of Hillock Farm, Croston aforesaid, Farmer, and James Rimmer, of 44, Turpin-green, Leyland, in the said county, Shopkeeper, the executors therein named), are hereby required to send

particulars, in writing, of their claims and demands to the undersigned, the Solicitors for the said executors, on or before the 25th day of June next; after which date the said executors will proceed to distribute the assets of the said deceased amongst the parties legally entitled thereto, having regard only to the claims of which they shall then have had notice.—Dated this 20th day of May, 1892.

JAS. CLARKE, 2, Lune-street, Preston, Solicitor for the Executors.

EDWARD BICKERSTAFF, Deceased.

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35.

**N**OTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims against the estate of Edward Bickerstaff, late of 144, North-road, Preston, in the county of Lancaster, Contractor, deceased (who died on the 6th day of April, 1892, and of whose personal estate letters of administration were, on the 18th day of May instant, granted by the District Probate Registry at Lancaster, to Mary Bickerstaff, of 144, North-road, Preston aforesaid, Widow and Relict of the said deceased), are hereby required to send particulars, in writing, of their debts, claims, or demands to me, the undersigned, the Solicitor for the said administratrix, on or before the 25th day of June next; after which date the said administratrix will proceed to distribute the assets of the said deceased amongst the parties entitled thereto, having regard only to claims and demands of which she shall then have had notice.—Dated this 20th day of May, 1892.

JAS. CLARKE, 2, Lune-street, Preston, Solicitor for the Administratrix.

JOHN PESCOD WHITMORE, Deceased.

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35.

intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**N**OTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims against the estate of John Pescod Whitmore, late of the Elms, Westcott, Dorking, in the county of Surrey, Gentleman (who died on the 12th day of April, 1892, and whose will was proved in the Principal Registry of the Probate Division of the High Court of Justice, on the 18th day of May, 1892, by Florence Whitmore, the sole executrix therein named), are hereby required, on or before the 6th day of July next, to send particulars, in writing, of such claims to me, the undersigned; after which day the said executrix will distribute the assets of the said testator among the parties entitled thereto, having regard only to the claims of which she shall then have had notice; and the said executrix will not be liable for the assets, or any part thereof, so distributed, to any person of whose claim she shall not then have had notice.—Dated this 20th day of May, 1892.

FREDK. MAYHEW, 16, Great Marlborough-street, W., Solicitor for the said Executrix.

ANN BOSTON, Deceased.

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35.

**N**OTICE is hereby given, that all creditors or other persons having claims against the estate of Ann Boston, of Northallerton, in the county of York, Widow (who died on the 2nd day of April, 1892, and whose will was proved in the Principal Registry of the Probate Division of the High Court of Justice, by William Heath, of Northallerton aforesaid, one of the executors therein named), are hereby required to send particulars, in writing, of their claims to me, the undersigned, on or before the 20th day of June next; after which date the said executor will proceed to distribute the assets of the said deceased among the parties entitled thereto, having regard only to the claims of which he shall then have had notice.—Dated this 13th day of May, 1892.

CHAS. WAISTELL, Northallerton and Darlington, Solicitor.

CHARLOTTE BARBER, Deceased.

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35.

**N**OTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands upon the estate of Charlotte Barker, late of Lindisfarne, Cockington, Torquay, in the county of Devon, deceased (who died at Torquay aforesaid, on the 18th day of January, 1892, and whose will was proved on the 5th day of May, 1892, by me, the undersigned, Henry Jocelyn Barber, the executor therein named), are hereby required to send particulars, in writing, of their claims and demands to me, on or before the 16th day of July next; after which day I, as executor, will distribute the assets of the deceased amongst the parties entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which I shall then have had notice.—Dated this 20th day of May, 1892.

HENRY J. BARBER, 9, Harri-on-road, Halifax, Executor and Solicitor.

**THOMAS HARDING, Deceased.**  
Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands against the estate of Thomas Harding, formerly of 83, Packer-street, Islington, afterwards of 652, Holloway-road, but late of 509, Holloway-road, all in the county of Middlesex, Gentleman, deceased (who died on the 13th day of April, 1892, and whose will was proved in the Principal Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 13th day of May, 1892, by Frances Martha Jennings, Wife of Charles Jennings, of 509, Holloway-road aforesaid, the executrix thereinnamed), are hereby required to send the particulars, in writing, of their claims or demands to us, the undersigned, Nokes and Stammers, on or before the 24th day of June, 1892; after which date the said executrix will proceed to distribute the assets of the said deceased amongst the persons entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which she shall then have had notice; and she will not be liable for the assets of the said deceased, or any part thereof, so distributed, to any person or persons of whose claims or demands she shall not then have had notice.—Dated this 23rd day of May, 1892.

**NOKES and STAMMERS, 57, Basinghall-street, E.C., Solicitors for the Executrix.**

**RICHARD DWERRYHOUSE, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, **NOTICE** is hereby given, that all persons having any claims or demands upon or against the estate of Richard Dwerryhouse, late of Church End Farm, Hale, in the county of Lancaster, Steamship Broker, deceased (who died on the 5th day of April, 1892, and whose will was proved by Ellen Dwerryhouse Dwerryhouse, of Church End Farm aforesaid, and Arthur Richard Dwerryhouse, of the same place, the executors thereinnamed, on the 17th day of May, 1892, in the Liverpool District Registry of the Probate Division of the High Court of Justice), are hereby required to send in the particulars of their debts or claims to the said executors, at the offices of the undersigned, their Solicitors, on or before the 1st day of July, 1892; and notice is hereby also given, that after that day the said executors will proceed to distribute the assets of the said Richard Dwerryhouse, deceased, amongst the parties entitled thereto, having regard only to the claims of which they shall then have had notice; and that they will not be liable for the assets, or any part thereof, so distributed, to any person of whose debt or claim they shall not then have had notice.—Dated this 19th day of May, 1892.

**HILL, DICKINSON, and CO., 10, Water-street, Liverpool, Solicitors for the Executors.**

**MARY ANN LIARDET, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property and to relieve Trustees."

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and other persons having any debts, claims, or demands against the estate of Mary Ann Liardet, late of Winforton Rectory, in the county of Hereford, Widow (who died on the 23rd day of April, 1892, and whose will, with one codicil thereto, was proved by Frederick William Groves, the sole executor thereinnamed, on the 16th day of May, 1892, in the Principal Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice), are hereby required to send particulars, in writing, of their debts, claims, or demands to us, the undersigned, the Solicitors for the said executor, on or before the 1st day of July, 1892; after which date the executor will proceed to distribute the assets amongst the persons entitled thereto, having regard only to the debts, claims, and demands of which he shall then have notice.—Dated this 19th day of May, 1892.

**KENDALL, PRICE, and FRANCIS, 61, Carey-street, Lincoln's-inn, W.C., Solicitors for the Executor.**

**HENRY WILLIAM RYDON, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands against the estate of Henry William Rydon, late of Pyrland House, 51, Church-road, Richmond, in the county of Surrey, Builder, deceased (who died on the 17th day of April, 1892, and whose will was proved on the 19th day of May, 1892, in the Principal Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, by Clara Churchill, Amy Wootton, and Emily Rydon, the executrices thereinnamed), are hereby required to send in particulars, in writing, of their claims or demands

to us, the undersigned, on or before the 30th day of June next; and notice is hereby further given, that at the expiration of such time the executrices will proceed to administer and distribute the assets of the said deceased amongst the persons entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which the said executrices shall then have had notice; and that the said executrices will not be liable for the assets of the said deceased, or any part thereof, so distributed to any person or persons of whose claims or demands they shall not then have had notice.—Dated this 21st day of May, 1892.

**SKEWES-COX, NASH, and CO., 8, Lancaster-place, Strand, London, Solicitors for the Executrices.**

**JOHN WILSON, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands against the estate of John Wilson, late of Barton-on-Humber, and South Ferryby, both in the county of Lincoln, Gentleman, deceased (who died on the 30th day of June, 1891, and whose will was proved in the Lincoln District Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 21st day of August, 1891, by Joseph Nowell, Solicitor, and Frank Bygott, Farmer, both of Barton-on-Humber aforesaid, the executors thereinnamed), are hereby required to send the particulars, in writing, of their claims or demands to us, the undersigned, the Solicitors for the said executors, on or before the 1st day of July, 1892; after which date the said executors will proceed to distribute the assets of the said deceased amongst the persons entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which they shall then have had notice; and they will not be liable for the assets of the said deceased, or any part thereof, so distributed, to any person or persons of whose claims or demands they shall not then have had notice.—Dated this 19th day of May, 1892.

**NOWELL and DIX, Barton-on-Humber, Solicitors for the Executors.**

**SAMUEL GOWER, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands upon or against the estate of Samuel Gower, late of 64 and 65, Bread-street, and also of 27, Watling-street, in the city of London, Lace Merchant, deceased (who died on the 17th day of September, 1891, at Pretoria, in the South African Republic, and whose will was proved on the 6th day of April, 1892, in the Principal Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, by me, the undersigned, Thomas Price Gower, the executor thereinnamed), are hereby required to send in the particulars, in writing, of such claims or demands to me, the said executor, on or before the 30th day of June, 1892; after which date I shall distribute the assets of the said deceased, having regard only to the claims and demands of which I shall then have had notice; and that I will not be liable for the assets of the said deceased, or any part thereof, so distributed, to any person or persons of whose claims or demands I shall not then have had notice.—Dated this 19th day of May, 1892.

**THOMAS P. GOWER, Broad-street House, London, E.C., Accountant.**

**ELIZABETH SARAH RUST, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, **NOTICE** is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands against the estate of Elizabeth Sarah Rust, late of 142, Upperthorpe, Sheffield, in the county of York (Wife of Henry James Rust), deceased (who died on the 2nd day of May, 1891, and of whose estate letters of administration were granted out of the Principal Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 19th day of March, 1892, to me, the undersigned, Charles Scott), are required to send particulars, in writing, of their claims or demands to me, on or before the 30th day of June, 1892; after which date I shall proceed to distribute the assets of the said deceased amongst the persons entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which I shall then have had notice; and I shall not be liable for the assets of the said deceased, or any part thereof, so distributed, to any person or persons of whose claims or demands I shall not then have had notice.—Dated this 19th day of May, 1892.

**CHARLES SCOTT, 15, King-street, Gloucester, Solicitor, and Official Receiver in Bankruptcy, the Administrator.**



**ANDREW LYONS, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**N**OTICE is hereby given, that all persons having any claim against the estate of Andrew Lyons, late of Patras, in the kingdom of Greece, and of 20, Colveston-crescent, West Hackney, in the county of Middlesex, Merchant, deceased (who died on the 31st day of October, 1874, and letters of administration to whose personal estate, with will annexed, were, on the 31st day of May, 1892, granted out of the Principal Probate Registry of Her Majesty's High Court of Justice, to Sarah Selina Lyons, Widow, the relict of the said deceased, the universal legatee for life or widowhood named in the will), are hereby required to send particulars, in writing, of their claims to us, the undersigned, Solicitors for the said administratrix, on or before the 31st day of July, 1892; after which date the said administratrix will distribute the assets of the testator amongst the persons entitled thereto, having regard only to the debts, claims, and demands of which she shall then have had notice; and she will not be liable to any person of whose claim she shall not then have had notice.—Dated this 19th day of May, 1892.

G. J. VANDERPUMP and SON, 13, Gray's-inn-square, W.C., Solicitors for the Administratrix.

**STEPHEN MORGAN, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**A**LL creditors and other persons having any claims or demands against the estate of Stephen Morgan, formerly of 1, Rook-houses, Tenby, in the county of Pembroke, but late of 1, Creswell-cottages, Creswell-street, Tenby aforesaid, Blacksmith, deceased (who died on the 30th day of December, 1891, intestate, and of whose estate letters of administration were granted by the Carmarthen District Registry of the Probate Division of the High Court of Justice, on the 6th day of May, 1892, to Thomas Morgan), are hereby required to send the particulars, in writing, of their claims or demands to me, the undersigned, on or before the 1st day of July, 1892; after which date the said administrator will proceed to distribute the assets of the said deceased amongst the parties entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which he shall then have had notice; and he will not be liable for the assets of the said deceased, or any part thereof, so distributed, to any person or persons of whose claims or demands he shall not then have had notice.—Dated this 21st day of May, 1892.

ROBERT LOCK, Tenby, Solicitor for the Administrator.

**GEORGE ALEXANDER CAMPION, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**N**OTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claim against the estate of George Alexander Campion, late of 60, Fentiman-road, Clapham-road, in the county of Surrey, Medical Student (who died on the 10th day of March, 1892, intestate, and of whose personal estate letters of administration were granted by Her Majesty's High Court of Justice, at the Principal Probate Registry, on the 7th day of May, 1892, to Kathleen Campion), are hereby required to send particulars, in writing, of their claims to me, the undersigned, on or before the 27th day of June, 1892; after which date the said administratrix will proceed to distribute the assets of the said deceased among the persons entitled thereto, having regard only to the claims of which she shall have then had notice, and that she will not be held liable for the assets of the said deceased so distributed, to any person or persons of whose claims she shall not then have had notice.—Dated this 21st day of May, 1892.

H. F. GARDNER SALT, 3, New-inn, Strand, London, W.C., Solicitor for the Administratrix.

**ANN GANDY, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**N**OTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims against the estate of Ann Gandy, late of Wharton-street, Lytham, in the county of Lancaster, formerly Ann Rothwell, Spinster, subsequently Ann Acton, Widow, and thereafter till her decease the Wife of James Gandy, of Altrincham, in the county of Chester, Gentleman (who died on the 17th day of October, 1891, and whose will, with a codicil thereto, was proved in the Principal Registry of Her Majesty's Court of Probate, on the 4th day of January, 1892, by Job Wilson Rothwell, of Frodsham, in the

said county of Chester, Ironmonger, John Moseley Williams, of the same place, Gentleman, and John Matthew Watson, of Bury, in the said county of Lancaster, Gentleman, the executors appointed in the will and codicil), are hereby required to send in particulars of their claims and demands, in writing, on or before the 1st day of July next, to the said executors, at the offices of the undersigned, 9, Broad-street, Bury aforesaid; and notice is hereby further given, that after the said 1st day of July next, the executors will proceed to distribute the assets of the testatrix amongst the parties entitled thereto, having regard only to the claims of which the executors may then have notice; and the executors will not be liable or answerable for the assets, or any part thereof, so distributed, to any person or persons of whose claim the executors shall not then have had notice.—Dated the 19th day of May, 1892.

P. and J. WATSON, 9, Broad-street, Bury, Lancashire, Solicitors for the Executors.

**HARRY BENNETT, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35.

**N**OTICE is hereby given, that all persons having any claims against the estate of Harry Bennett, late of 4 and 11, Albion-buildings, Bartholomew-close, in the city of London, trading there as Squire and Bennett, and of 12, Clifton-road, Brookley, in the county of Kent, Mantle Manufacturer, deceased (who died on the 14th day of April, 1892, and whose will was proved by James William Bennett, John William Lindley, and Mary Elizabeth Bennett, the executors therein named, in the Principal Probate Registry of Her Majesty's High Court of Justice, on the 12th day of May, 1892), are hereby required to send the particulars, in writing, of their claims or demands to us, the undersigned, the Solicitors for the said executors, on or before the 24th day of June, 1892; after which date the said executors will proceed to distribute the assets of the said deceased amongst the persons entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which they shall then have had notice; and they will not be liable for the assets of the said deceased, or any part thereof, so distributed, to any person or persons of whose claims or demands they shall not then have had notice.—Dated this 21st day of May, 1892.

VINCENT and VINCENT, 20, Budge-row, London, E.C., Solicitors for the Executors.

**JAMES WARE, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**N**OTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claim or demand upon or against the estate of James Ware, late of Briar Bank, Penarth, in the county of Glamorgan, Esq. (who died on the 16th day of February, 1892, and whose will, dated the 20th day of November, 1891, was proved at the Llandaff District Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 22nd day of April, 1892, by James Alexander Ware and Robert Alner Bowring, the executors named in the said will), are required to send unto the undersigned Solicitors, acting for and on behalf of the said executors, full particulars, in writing, of such claims and demands, on or before the 14th day of July, 1892; after which day the said executors will proceed to distribute the funds and assets of the said deceased among the persons entitled thereto, having regard only to the claims of which they shall then have had notice; and the executors will not after that time be liable for the assets, or any part thereof, so distributed, to any person of whose debt or claim they shall not then have had notice.—Dated this 16th day of May, 1892.

MORRIS and SON, 20, High-street, Cardiff, Solicitors for the Executors.

**ELLIOTT RANDLE ROBINSON, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35.

**A**LL creditors and others having any claim against or to the estate of Elliott Randle Robinson, late of Belmont, Nascot-road, Watford, in the county of Herts, Stockbroker's Clerk (who died on the 3rd March, 1892, and letters of administration to whose estate and effects were, on the 14th May, 1892, granted out of the Principal Probate Registry of the High Court of Justice to Frederick William Robinson, Esq.), are required to send particulars of their claims to the undersigned, Solicitors for the administrator, before the 11th of June, 1892; after which date the administrator will distribute the assets of the deceased, having regard only to the claims so notified; and will not be liable for the assets, so distributed, to any person whose claim is not so notified.

FUTVOYE, FIELD, and BAKER, 23, John-street, Bedford-row, London, W.C., Solicitors for the Administrator.

**MARGARET BRAY, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**N**OTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any debt or claim upon or affecting the estate of Margaret Bray, late of Great Mongeham, in the county of Kent, Spinster, deceased (who died on the 23rd March, 1892, and whose will was proved in the Principal Registry of the High Court of Justice, on the 29th April, 1892, by Thomas Quinhampton and John Furley, the executors therein named), are hereby required to send in particulars of their claims, in writing, to the said executors, at our office, 11, Bank-street, Ashford, in the said county, on or before the 17th June next; at the expiration of which time the said executors will proceed to distribute the assets of the said Margaret Bray, the testatrix, among the persons entitled thereto, having regard to the debts and claims only of which the said executors shall then have had notice; and the said executors will not be liable for the assets so distributed, to any person of whose debt or claim they shall not have had notice at the time of such distribution.—Dated this 18th May, 1892.

**HALLETT, CREERY, and CO.,** Ashford, Solicitors for the Executors.

**HERMANN SPINDLER, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**N**OTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands upon or against the estate of Hermann Spindler, late of 4, Kilburn-square, Kilburn, in the county of Middlesex, and of 30, Great Saint Helens, in the city of London, Timber Agent, deceased (who died on the 4th day of December, 1891, at 4, Kilburn-square aforesaid, and letters of administration of whose personal estate were granted to Philippe Mandel, out of the Principal Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 18th day of May, 1892), are hereby required to send particulars, in writing, of their respective debts, claims, or demands to the said Philippe Mandel, at the offices of his Solicitors, Messrs. A. H. Arnould and Son, 10, New-court, Lincoln's-inn, in the county of Middlesex, on or before the 1st day of July, 1892; after which date the said administrator will proceed to distribute the estate of the said Hermann Spindler, deceased, among the persons entitled thereto, having regard only to the debts, claims, and demands of which the said administrator shall then have received notice; and the said administrator will not be liable for the assets so distributed, or any part or parts thereof, to any person or persons of whose debts, claims, and demands he shall not then have had notice.—Dated this 20th day of May, 1892.

**A. H. ARNOULD and SON,** 10, New-court, Lincoln's-inn, Solicitors for the Administrator.

**ANNE ATWOOD, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35.

**T**HE creditors and other persons having claims and demands against the estate of Anne Atwood, late of the Down Cottage, in the parish of Portishead, in the county of Somerset, Widow (who died on the 16th day of December, 1891), are, on or before the 11th day of July next, to send the particulars of their debts or claims to Mr. Humfrys, Solicitor, Hereford; after which date the executor of the said Anne Atwood will distribute the assets of the deceased among the persons entitled thereto, having regard to the claims only of which he shall then have had notice.

**W. J. HUMFRYS,** Hereford, Solicitor, the Executor.

**THOMAS CORNALL, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**N**OTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands upon or against the estate of Thomas Cornall, late of Bury, in the county of Lancaster, Plumber, Glazier, and Ironmonger, deceased (who died on the 12th day of June, 1891, and whose will, with a codicil thereto, was proved in the District Registry at Manchester attached to the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 25th day of November, 1891, by William Cornall, John Harold Cornall, Samuel Walter Cornall, and Thomas Howard Cornall, the sons of the said deceased, four of the executors named in the said will), are hereby required to send the particulars, in writing, of their claims or demands to me, the undersigned, Solicitor for the said executors, on or before the 4th day of June, 1892; after which date the said executors will proceed to distribute the assets of the said deceased amongst the

persons entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which they shall then have had notice; and the said executors will not be liable or accountable for the assets of the said deceased, or any part thereof, so distributed, to any person or persons of whose debts, claims, or demands they shall not then have had notice. And all persons indebted to the estate of the deceased are requested forthwith to pay the amount of their debts respectively to the said executors. And notice is also hereby given, that as and from the 31st day of December, 1891, the business of a Plumber, Glazier, and Ironmonger, heretofore carried on by the said Thomas Cornall, deceased, at Bury aforesaid, will be continued by John Harold Cornall, Samuel Walter Cornall, and Thomas Howard Cornall, under the style or firm of Thomas Cornall.—Dated this 20th day of May, 1892.

**JOHN G. OPENSHAW,** 16, Bolton-street, Bury, Lancashire, Solicitor for the Executor.

**WILLIAM JOHN MULLINS, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**N**OTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands against the estate of William John Mullins, late of Richmond-terrace, Liverpool, in the county of Lancaster, Bookkeeper, deceased (who died on the 12th day of December, 1891, and letters of administration of whose personal estate were duly granted by the Liverpool District Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 29th day of April, 1892, to Hugh Alexander Mullins, of 38, Dinorwic-road, Anfield, Liverpool, in the county of Lancaster, Bookkeeper), are hereby required to send the particulars, in writing, of their claims or demands to us, the undersigned, the Solicitors for the said administrator, on or before the 6th day of July, 1892; after which date the said administrator will proceed to distribute the assets of the said deceased amongst the persons entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which he shall then have had notice; and he will not be liable for the assets of the said deceased, or any part thereof, so distributed, to any person or persons of whose claims or demands he shall not then have had notice.—Dated this 21st day of May, 1892.

**MACKAY and CORNISH,** 44, Castle-street, Liverpool, in the county of Lancaster, Solicitors for the Administrator.

The Very Reverend **MICHAEL O'SULLIVAN,** Deceased.

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**N**OTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any debts, claims, or demands against the estate of the Very Reverend Michael, Canon O'Sullivan, late of the Presbytery, Solihull, in the county of Warwick, Clerk in Holy Orders, deceased (who died on the 12th day of January, 1892, and whose will was proved in the Birmingham District Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 12th day of March, 1892, by John Pierce Lacy, Esq., of the Norlands, Edgbaston, in the county of Warwick, Justice of the Peace, and the Reverend Vincent Holcroft, of the College, Oscott, in the said county of Warwick, Clerk in Holy Orders), are hereby required to send in the particulars of their debts, claims, or demands, to the said executors, at the office of their Solicitor, Arthur James O'Connor, of 25, Bennett's-hill, in the city of Birmingham, on or before the 1st day of July next; after the expiration of which time the said executors will proceed to distribute the assets of the said deceased among the parties entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which the said executors shall then have had notice; and that the said executors shall not be liable for the assets, or any part thereof, so distributed, to any person of whose debt, claim, or demands they shall not then have had notice as aforesaid.—Dated this 20th day of May, 1892.

**ARTHUR J. O'CONNOR,** 25, Bennett's-hill, Birmingham, Solicitor for the Executors.

**BENJAMIN EVISON, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35.

**N**OTICE is hereby given, that all persons having any claims against the estate of Benjamin Evison, late of Lord-street, Great Grimsby, in the county of Lincoln, Insurance Agent, deceased are hereby requested to send particulars thereof, in writing, to me, the undersigned, on or before the 27th day of June, 1892; after which date the estate will be distributed, having regard only to the claims and demands of which I shall then have had notice.—Dated this 21st day of May, 1892.

**JOHN BARKER,** 1, Osborne-street, Grimsby, Solicitor for the Executor.

**HARRIET MARY TURNBULL, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands upon or against the estate of Harriet Mary Turnbull, late of Innisfail, Torquay, in the county of Devon, Spinster, deceased (who died on the 1st day of February, 1892; and whose will was proved in the Principal Registry of the Probate, Divorce, and Admiralty Division of the High Court of Justice, on the 3rd day of May, 1892, by John Robertson Turnbull, of the Priory, Torquay, in the county of Devon, a retired Colonel, and Allan Shafto Adair, of the Bank of England, Plymouth, in the county of Devon, a retired Major, the executors thereinnamed), are hereby required to send particulars, in writing, of their claims or demands to Messrs. Cookson, Wainwright, and Pennington, Solicitors, at 64, Lincoln's-inn-fields, in the county of London, on or before the 14th day of July, 1892; after which date the said executors will proceed to distribute the assets of the said deceased amongst the parties entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which they shall then have had notice; and that the said executors will not be liable for the assets, or any part thereof, so distributed, to any person or persons of whose claims or demands they shall not then have had notice.—Dated this 20th day of May, 1892.

**COOKSON, WAINWRIGHT, and PENNINGTON, 64, Lincoln's-inn-fields, London, W.C., Solicitors for the Executors.**

**EDWARD DYSON, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and other persons having any claims against, or any debts or liabilities affecting the estate of Edward Dyson, late of 2, St. Paul's-street, Huddersfield, in the county of York, formerly a Draper (who died on the 20th day of March, 1892, intestate, and letters of administration to whose personal estate and effects were granted by the Wakefield District Registry of the Probate Division of the High Court of Justice, on the 27th day of April, 1892, to Abigail Dyson), are hereby required to send particulars thereof, in writing, to us, the undersigned, Solicitors for the said administratrix, on or before the 18th day of June, 1892; at the expiration of which time the said administratrix will proceed to distribute the assets of the said Edward Dyson among the parties entitled thereto, having regard only to the claims of which she shall then have had notice; and notice is further given, that the said administratrix will not, after the date aforesaid, be liable for the assets, or any part thereof, of the said Edward Dyson, so distributed, to any person of whose claims she shall not have had notice at the time of the distribution.—Dated this 20th day of May, 1892.

**HALL and WHITE, 9, Station-street, Huddersfield, Solicitors for the Administratrix.**

**PETER BERRY, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35.

**NOTICE** is hereby given, that all persons having any claims upon the estate of Peter Berry, late of Skelmersdale, in the county of Lancaster, Esq., deceased (who died on the 25th day of February, 1892, and whose will was proved in the Liverpool District Registry of the Probate Division of the High Court of Justice, on the 26th day of April, 1892, by Ellen Berry, James Pilkington Berry, Edmund Berry, and Henry Underwood, the executors thereinnamed), are hereby required to send particulars, in writing, of their claims to us, the undersigned, Solicitors for the said executors, on or before the 24th day of June, 1892; after which date the said executors will proceed to distribute the assets of the said deceased among the parties entitled thereto, having regard only to the claims of which they shall then have had notice.—Dated this 19th day of May, 1892.

**WOODCOCK and PENNY, 36, King-street, Wigan, Solicitors for the Executors.**

**JANE HEAP, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands against the estate of Jane Heap, late of Wood Bank, in the township of Butterworth, in the parish of Rochdale, in the county of Lancaster, Spinster, deceased (who died on the 25th day of March, 1892, and whose will was proved in the Manchester District Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 11th day of May, 1892, by Harry Heap,

of Cliff House, Newhey, near Rochdale aforesaid, Woollen Manufacturer, the surviving executor thereof), are hereby required to send the particulars, in writing, of their claims or demands to me, the undersigned, William Wiles, on or before the 24th day of June, 1892; after which date the said executor will proceed to distribute the assets of the said deceased amongst the person entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which he shall then have had notice; and he will not be liable for the assets of the said deceased, or any part thereof, so distributed, to any person or persons of whose claims or demands he shall not then have had notice.—Dated this 20th day of May, 1892.

**WILLIAM WILES, Acker-street-chambers, Rochdale, Solicitor for the Executor.**

**THOMAS PRICE, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and persons having any claims or demands upon or against the estate of Thomas Price, late of 51, Crwys-road, Cardiff, in the county of Glamorgan, retired Farmer, deceased (who died on the 21st day of March, 1892, and whose will was proved by Sarah Ellen Jones, the wife of John Rees Jones, of 51, Crwys-road, Cardiff aforesaid, and William Rees, of the Bute Offices, Bute Docks, Cardiff aforesaid, the executors thereinnamed, in the District Registry at Llandaff of the Probate Division of the High Court of Justice, on the 14th day of May, 1892), are hereby required to send in the particulars of their claims and demands to the said Sarah Ellen Jones and William Rees, or to the undersigned, their Solicitor, on or before the 30th day of June, 1892; and notice is hereby also given, that after that date the executors will proceed to distribute the assets of the deceased among the parties entitled thereto, having regard only to the claims of which the said executors shall then have had notice; and that they will not be liable for the assets, or any part thereof, so distributed, to any person of whose debt or claim they shall not then have had notice.—Dated this 21st day of May, 1892.

**HARRY COUSINS, 97, St. Mary-street, Cardiff, Solicitor for the Executors.**

**JAMES SPRENT VIRTUE, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and others having any debts, claims, or demands against the estate of James Sprent Virtue, late of 294, City-road, and 3, Princes-mansions, Victoria-street, both in the county of Middlesex, Publisher (who died on the 29th day of March, 1892, and whose will was proved by Jane Elizabeth Virtue, Widow, the executrix thereinnamed, in the Principal Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 30th day of April, 1892), are hereby required to send particulars, in writing, of their debts, claims, or demands to us, the undersigned, as Solicitors for the said executrix, on or before the 30th day of June, 1892; and notice is hereby given, that at the expiration of that time the said executrix will proceed to distribute the assets of the said testator among the parties entitled thereto, having regard only to the debts, claims, and demands of which she shall then have had notice; and that she will not be liable for the assets, or any part thereof, so distributed, to any person or persons of whose debt, claim, or demand she shall not then have had notice.—Dated this 19th day of May, 1892.

**MORLEY, SHIRREFF and CO., 53, Gresham House, Old Broad-street, Solicitors for the Executrix.**

**DANIEL HAMILTON WALKER REES, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35.

**CREDITORS** and others having any claim against the estate of Daniel Hamilton Walker Rees, late of 19, Waterloo-road, Waterloo, in the county of Lancaster, Spice Miller, deceased (who died intestate on the 17th day of February, 1892, and of whose personal estate and effects letters of administration were granted by Her Majesty's High Court of Justice, at the District Registry attached to the Probate Division thereof at Liverpool, on the 16th day of May, 1892, to Joseph Rees, of 19, Waterloo-road, Waterloo aforesaid), are to send particulars of such claims to the undersigned, on or before the 25th day of June next; after which date the administrator will proceed to distribute the intestate's assets among the parties entitled thereto.—Dated this 21st day of May, 1892.

**GEORGE H. THOMPSON, 6, Lord-street, Liverpool, Solicitor for the Administrator.**

**ANNA SMITH, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**N**OTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands against the estate of Anna Smith, late of 47, Montague-square, in the county of Middlesex, Widow, deceased (who died on the 17th day of February, 1892, and whose will was proved in the Principal Registry of Her Majesty's High Court of Justice, on the 13th day of May, 1892, by Augustus Edward Warren, a Major-General in Her Majesty's Army, the Reverend John Hodgson, Clerk in Holy Orders, Percy Ambrose Sewell Hickey, Barrister-at-Law, and George James Crosbie Dawson, Civil Engineer, the executors thereinnamed), are hereby required to send the particulars, in writing, of their claims or demands to us, the undersigned, as Solicitors for the said executors, on or before the 2nd day of July, 1892; and notice is hereby given, that at the expiration of that time the said executors will proceed to distribute the assets of the said testatrix among the parties entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which they shall then have had notice, and they will not be liable for the assets of the said deceased, or any part thereof, so distributed, to any person or persons of whose claims or demands they shall not then have had notice.—Dated this 21st day of May, 1892.

WAINWRIGHT and BAILLIE, 9, Staple-inn, W.C., Solicitors for the Executors.

**MILTON HOBSON, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35.

**A**LL persons having claims against the estate of Milton Hobson, late of 20, High-street, Herne Bay, Kent, Spinster, deceased, are hereby required to send particulars, in writing thereof, to the undersigned, executors of the will of the deceased, on or before the 1st day of July next; after which date the assets will be distributed.—Dated 20th May, 1892.

WM. CARPENTER;  
THOS. CARPENTER, 5, Lawrence Pountney-lane, London, E.C.

**MARY BURCH LEE, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35.

**N**OTICE is hereby given, that all persons having claims against the estate of Mary Burch Lee, late of 3, Upper Stanley-street, Manchester, Widow (who died on the 13th day of September, 1891, and whose will was proved at Manchester, on the 29th day of September, 1891, by William Henry Kenyon, the executor), are required to send particulars of their claims to me, the undersigned, on or before the 24th day of June next; after which date the assets of the said testatrix will be distributed by the executor, having regard only to the claims of which he shall then have had notice.—Dated this 17th day of May, 1892.

ROBERT DOWSE, 10, Marsden-street, Manchester, Solicitor for the Executor.

**JOHN BROOMFIELD, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35.

**N**OTICE is hereby given, that all persons having any claims or demands against or upon, or claiming any share or interest in the estate of John Broomfield, late of Minstead Mill, in the parish of Minstead, in the county of Southampton, Miller (who died on the 24th day of December, 1891, and whose will was proved by William Head and William Henry Head, the executors thereinnamed, at Winchester), are hereby required to send particulars of such claims or demands to the undersigned, Solicitors for the said executors, on or before the 31st day of May instant; after which day the said executors will proceed to distribute the assets of the deceased, having regard only to the claims or demands of which they shall then have received notice; and the said executors will not be liable to any person of whose claim or demand they shall not then have had notice, for the assets so distributed, or any part thereof.—Dated this 19th day of May, 1892.

COXWELL and POPE, 7, Gloucester-square, Southampton, Solicitors.

**LOUISA CAUDLE, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**N**OTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims against the estate of Louisa Caudle, formerly of 6, St. George's-place, Brighton, in the county of Sussex, and late of 104, Queen's-road, Brighton aforesaid, Widow (who died on the 15th day of October, 1891, and whose will was proved in the Principal Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 17th day of May, 1892, by the Reverend John Davies Trigge, Vicar of Loxwood, Wisborough Green, in the said county of

Sussex, and Francis Leach, of 10, Lancaster-place, Strand, London, the executors thereinnamed), are hereby required to send particulars, in writing, of their claims to us, the undersigned, as Solicitors for the said executors, on or before the 24th day of June, 1892; after which date the said executors will distribute the assets of the said testatrix amongst the persons entitled thereto, having regard only to the claims of which they shall then have had notice; and they will not be liable for the assets, or any part thereof, so distributed, to any person or persons of whose claim they shall not then have had notice.—Dated this 23rd day of May, 1892.

LEACH and DEEDS, 10, Lancaster-place, Strand, London, W.C., Solicitor for the Executors.

**T**O be sold, pursuant to an Order of the High Court of Justice, Chancery Division, made in an action Haddon v. Dewis, 1888, H., 3872, with the approbation of Mr. Justice Stirling, by Mr. Joseph Ashley, the person appointed by the said Judge, at the Bear and Ragged Staff Inn, Bedworth, in the county of Warwick, on Tuesday, the 14th day of June, 1892, at six for seven o'clock in the evening, in twelve lots:—

Certain freehold messuages, cottages, and arable and pasture land, at Bedworth and Collycroft, in the county of Warwick.

Particulars and conditions of sale may be had (gratis) of Messrs. Dewes and Brock-Harris, Solicitors, Nuneaton, Warwickshire; of Messrs. Murton and Miller, Solicitors, 45, Bloomsbury-square, London; of the Auctioneer, at Coventry and Bedworth; and at the place of sale.

**T**O be sold, pursuant to an Order of the High Court of Justice, Chancery Division, made in an action in the Matter of the estate of Frederick Jacobs, deceased, Jacobs v. Jacobs, 1891, J., 268, with the approbation of Mr. Justice North, the Judge to whom this action is attached, by Mr. George Frederick Edwards, of the firm of Messrs. Newton and Co., at the Mart, Tokenhouse-yard, Lothbury, on Thursday, 16th June, 1892, at two o'clock precisely, desirable leasehold properties, together of the rental value of over £600 per annum, in fourteen lots, as follows:—

Finsbury Park, in separate lots, Nos. 8, 10, 16, 29, 38, and 40, Digby-road, and Nos. 35, 37, and 43, Brownswood-road, near Clissold Park, rentals £34 to £40 per annum, two with possession.

Stoke Newington, No. 68, Springdale-road, Greenlanes, let at £35 per annum.

Clapton, in separate lots, two houses and shops, Nos. 14 and 26, Median-road, one let at £40, the other with possession.

Highbury, a commanding corner residence, No. 107, Highbury New Park, with possession, estimated rental value £100.

Canonbury, commodious family residence, No. 131, Grosvenor-road, with possession, estimated rental value £80: the whole held for long unexpired terms, at moderate ground rents.

Particulars and conditions of sale may be had (gratis) at the Mart; of John Frost, Esq., Solicitor, 150, Leadenhall-street, E.C.; of Edward Le Voi, Esq., Solicitor, 29 and 30, Palmerston-buildings, Old Broad-street, E.C.; and of Messrs. Newbon, Edwards, and Shephard, Auctioneers and Surveyors, 275, Upper-street, N.; and at the place of sale.

**P**URSUANT to the directions of Mr. Justice North, made on the 2nd May, 1892, on an originating summons, in the matter of the estate of Elizabeth Lambert, deceased, and in an action Balmer v. Cobb, 1892, L., 721, which action was instituted to obtain the opinion of the Court upon the question who were the persons entitled to one-seventh share of the ultimate residue of the proceeds of the sale of the real and personal estate of the said Elizabeth Lambert, formerly of the city of York, England, by her will given to Henry Lambert, a brother-in-law of the testatrix, if living at her death, on the 21st May, 1884, or to his issue then living if he were then dead; notice is hereby given, that the said Henry Lambert, if living, or, if he died after the said 21st May, 1884, his legal personal representative is, or if he died before the testatrix's death leaving any issue who survived the testatrix, such issue, or the legal personal representatives of such of them as are now dead, are, on or before the 31st October, 1892, to come in and prove his or their claims at the chambers of Mr. Justice North, in the Royal Courts of Justice, Strand, London, England, or in default thereof they will be peremptorily excluded from the benefit of the Order to be made in the above action. Tuesday, the 8th November, 1892, at one o'clock in the afternoon, in Room No. 700, in the said chambers, is appointed for hearing and adjudicating upon the claims.—Dated this 18th day of May 1892.

**P**URSUANT to an Order of the High Court of Justice, Chancery Division, made in the matter of the estate of Charles Stuart Blair, deceased, and in an action of Lucas against Barnard, 1892, B. 1119, the creditors of Charles Stuart Blair, late of 12, Garfield-road, Lavender Hill, in the county of Surrey, and formerly of 3, Pall Mall-place, in the county of London, a retired Lieutenant-Colonel in Her Majesty's Indian Army, who died on the 27th day of February, 1891, are on or before the 22nd day of June, 1892, to send by post, prepaid, to Barnard and Taylor, of 47, Lincoln's-inn-fields, in the county of London, the Solicitors for the defendant, the administrator of the estate of the deceased, their Christian and surnames, addresses and descriptions, the full particulars of their claims, a statement of their accounts, and the nature of the securities (if any) held by them, or in default thereof they will be peremptorily excluded from the benefit of the said Order. Every creditor holding any security is to produce the same before Mr. Justice Chitty, at his chambers, Royal Courts of Justice, Strand, London, on Friday, the 15th day of July, 1892, at eleven o'clock in the forenoon, being the time appointed for adjudicating on the claims.—Dated the 18th day of May, 1892.

HENSHALL, FEREDAY, 9, Old Broad-street, E.C., Plaintiff's Solicitor.

**P**URSUANT to an Order of the Chancery Division of the High Court of Justice, Liverpool District Registry, made in the matter of the estate of William McMaster, deceased, in an action Jones v. McMaster, 1892, M., No. 1076, and dated the 13th day of May, 1892, the creditors of William McMaster, late of 25, Water-street, in the city of Liverpool, and 37, Hamilton-square, Birkenhead, in the county of Chester, Shipowner, deceased, who died on the 13th day of March, 1892, are, on or before Monday, the 20th day of June, 1892, to send by post, prepaid, to John William Thompson, of 22, Lord-street, Liverpool, the Solicitor for the defendant, the administrator of the deceased, their Christian and surnames, addresses and descriptions, the full particulars of their claims, a statement of their accounts, and the nature of the securities (if any) held by them, or in default thereof they will be peremptorily excluded from the benefit of the said Order. Every creditor holding any security is to produce the same before Mr. Justice Kekewich, at the chambers of the District Registrar, Government-buildings, Victoria-street, Liverpool, on Tuesday, the 5th day of July, 1892, at twelve o'clock at noon, being the day appointed for adjudicating on the claims.—Dated this 20th day of May, 1892.

H. FORSHAW and HAWKINS, 5, Castle-street, Liverpool, Plaintiff's Solicitors.

H. C. Frost and Company.

In the Matter of a Deed of Assignment for the Benefit of Creditors, executed on the 4th day of April, by Henry Flint, of Rose Cottage, Higher-lane, Tarridge, Bollington, in the county of Chaster, trading as H. C. Frost and Co., 3, Nicholas Croft, Manchester, Draper.

**T**HE creditors of the abovenamed H. C. Frost and Co. who have not already sent in their claims are required, on or before the 31st day of May, 1892, to send in their names and addresses, and particulars of their debts or claims, to Arthur Edwin Piggott, of Association-chambers, 15, High-street, in the city of Manchester, Incorporated Accountant, the Trustee under the said deed, or in default thereof they will be excluded from the benefit of the Dividend proposed to be declared.—Dated the 20th day of May, 1892.

ARTHUR E. PIGOTT, Trustee.

In the Matter of a Deed of Assignment for the Benefit of Creditors, executed on the 10th June, 1890, by John James Treliving, of 19, Conyngham-road, Rusholme, and of the Queen-street Works, Queen-street, Salford, both in the county of Lancaster, Callenderer, Stiffener, and Finisher.

**T**HE creditors of John James Treliving who have not already sent in their claims are required, on or before the 18th June next, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims, to Thomas James Cowen, Bindloss-chambers, Chapel-walks, Manchester, Chartered Accountant, the Trustee under the said deed, or in default thereof they will be excluded from the benefit of the Dividend proposed to be declared.—Dated 20th May, 1892.

ELLIOTT and ELLIOTT, 20, Brazennose-street, Manchester, Solicitors for the Trustee.

John Langslow, of Ludlow, in the county of Salop, Draper and Outfitter, Milliner and Dressmaker.

**T**HE creditors of the abovenamed debtor are required, on or before the 1st day of June, 1892, to send their names and addresses, and the particulars of their debts and claims, to the undersigned, the Solicitor for the Trustee under the deed of assignment herein, dated the 26th day of May, 1892, or in default thereof they will be excluded from the benefit of any Dividend which may be distributed by the Trustee before such claims are received.—Dated this 20th day of May, 1892.

JOHN WOLLASTON MONTFORD, Ludlow, Salop, Solicitor for the Trustee.

In the Matter of the Building Societies Acts; and in the Matter of the Companies Acts, 1862 to 1890; and in the Matter of the London Scottish Permanent Benefit Building Society.

**B**y an Order made by the City of London Court in the above matter, dated the 27th day of April, 1892, on the petition of Messrs. Prescott, Dimsdale, Cave, Tugwell and Co. Limited, of 62, Threadneedle-street, in the city of London, it was ordered that the voluntary winding up of the said London Scottish Permanent Benefit Building Society be continued, but subject to the supervision of the said Court; and any of the proceedings under the said voluntary winding up may be adopted as the Judge should think fit; and that the creditors, contributors, and Liquidators of the said Society, and all other persons interested, be at liberty to apply to the Judge at chambers as there may be occasion; and it was further ordered that George Ennis, of 14, Finsbury-pavement, in the city of London, Esq., be and he was thereby appointed Liquidator of the abovenamed Society; and it was ordered that the said George Ennis do give security within twenty-one days, to be approved of by the Registrar in the sum of £5,000; and it was ordered that the said George Ennis do on the 1st day of November, 1892, and on the 1st day of May, 1893, and the same days of each succeeding year leave his accounts with the said Registrar: and it was ordered that the costs of the Petitioners and of the Society of the said petition, and of the creditors appearing on and supporting the same be taxed and paid out of the assets of the said Society, but only one set of costs is to be allowed to the creditors appearing on and supporting the said Petition.

G. F. HUDSON, MATTHEWS, and CO., 32, Queen Victoria-street, London, E.C., Solicitors for the Petitioners.

THE BANKRUPTCY (DISCHARGE AND CLOSURE) ACT, 1897.

APPLICATION FOR DEBTOR'S DISCHARGE.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	Date of Adjudication or Resolution for Liquidation.	Day and Hour fixed for Hearing.
Garritt, John James ... ..	18, Clerkenwell-road, Clerkenwell, in the county of London	Wholesale Jeweller, Electro Plater, and Gilder	High Court of Justice in Bankruptcy	May 25, 1882 ...	June 24, 1892, 11 A.M..

ORDER MADE ON APPLICATION FOR DISCHARGE.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	Date of Adjudication or Resolution for Liquidation.	Date of Order.	Nature of Order made.
Smith, Samuel ... ..	Formerly of the General Havelock Public-house, Stanton-road, Ilkeston, Derbyshire, but now of Long Eaton, in the said county	Licensed Victualler ... Butcher	Derby ... ..	May 19, 1879 ...	April 25, 1892 ...	Discharge granted unconditionally

THE BANKRUPTCY ACTS, 1883 AND 1890.

RECEIVING ORDERS.

No.	Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	Date of Filing Petition.	No. of Matter.	Date of Receiving Order.	No. of Receiving Order.	Whether Debtor's or Creditor's Petition.	Act or Acts of Bankruptcy proved in Creditor's Petition.
1868	Hart, Joseph ... ..	45, Great Prescott-street, Whitechapel, in the county of London, lately residing at 52, Lincoln-street, Bow, in the county of London	Merchant's Clerk ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	May 21, 1892	699 of 1892	May 21, 1892	354	Debtor's	
1869	Johnson, William Christopher	19, Victoria Park-square, Bethnal Green, in the county of London	Cabinet Manufacturer ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	May 21, 1892	703 of 1892	May 21, 1892	356	Debtor's	
1870	Medcalf, William Herbert	113, Victoria Dock-road, Essex ... ..	Butcher ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	April 29, 1892	605 of 1892	May 18, 1892	351	Creditor's ...	Sec. 4-1 (G.), Bankruptcy Act, 1883
1871	Searle, George ... ..	17, College-place, Chelsea, Middlesex ... ..	Builder ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	April 14, 1892	554 of 1892	May 19, 1892	348	Creditor's ...	Sec. 4-1 (A.), Bankruptcy Act, 1883
1872	Simmons, Walter ... ..	81, Gaisford-street, Kentish Town, London, lately carrying on business at 18, Featherstone-buildings, High Holborn, London	Optician ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	May 18, 1892	685 of 1892	May 18, 1892	346	Debtor's	
1873	Tauer, Louis (lately trading as L. S. Tauer)	37, Barrett's-grove, Stoke Newington, Middlesex, lately carrying on business at 3, Percy-square, King's Cross, and 18, Featherstone-buildings, Holborn, both in Middlesex	Late Rag and Paper Stock Merchant and General Commission Agent, now Merchant's Clerk	High Court of Justice in Bankruptcy	May 19, 1892	687 of 1892	May 19, 1892	347	Debtor's	
1874	Whittle, Francis ... ..	Lately residing at 2, Cambridge-terrace, Fimlico, in the county of London, now 27, King-street, Regent-street, in the county of London	Gentleman ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	April 11, 1892	537 of 1892	May 19, 1892	349	Creditor's ...	Sec. 4-1 (G.), Bankruptcy Act, 1883
1875	Wiggett, William ... ..	9, Heath-street, Hampstead, in the county of London	Newsagent ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	May 20, 1892	693 of 1892	May 20, 1892	353	Debtor's	
1876	Wilkins, William ... ..	Residing at Laurel Villa, Pinner-road, Harrow, Middlesex, lately residing and trading at 80, Crawford-street, Bryanston-square, Middlesex	Out of business, lately Baker and Pastrycook	High Court of Justice in Bankruptcy	May 21, 1892	702 of 1892	May 21, 1892	355	Debtor's	
1877	Williamson, George Bell	17, Victoria-street, in the city of Westminster	Financial Agent ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	Mar. 18, 1892	420 of 1892	May 19, 1892	357	Creditor's ...	Sec. 4-1 (G.), Bankruptcy Act, 1883

RECEIVING ORDERS—continued.

No.	Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	Date of Filing Petition.	No. of Matter.	Date of Receiving Order.	No. of Receiving Order.	Whether Debtor's or Creditor's Petition.	Act or Acts of Bankruptcy proved in Creditor's Petition.
1878	Wylie, Alexander Coghill	19, St. Edmund's-terrace, Primrose Hill, in the county of London	Barrister-at-Law ...	High Court of Justice in Bankruptcy	May 3, 1892	615 of 1892	May 19, 1892	350	Creditor's...	Sec. 4-1 (G.), Bankruptcy Act, 1883
1879	Cooke, Thomas ...	5, Lower Station-street, Aberaman, Aberdare, Glamorganshire	Coal Miner ...	Aberdare ...	May 18, 1892	4 of 1892	May 18, 1892	4	Debtor's	
1880	Hughes, John ...	Parcian Rhos, Llanddeiniolen, Carnarvonshire	Farmer ...	Bangor ...	May 21, 1892	11 of 1892	May 21, 1892	10	Debtor's	
1881	Gunn, W. E. B. ...	Springfield, Egremont, Cheshire ...	Clerk in Holy Orders ...	Birkenhead ...	May 9, 1892	4 of 1892	May 19, 1892	5	Creditor's...	Sec. 4-1 (G.), Bankruptcy Act, 1883
1882	Hancox, William (trading as William H. Hancox)	91, Upper Thomas-street; Aston, Warwickshire, lately residing at 21, Mount-pleasant, Balsall Heath, and 328, Moseley-road, both in the city of Birmingham	Builder and Contractor...	Birmingham ...	May 21, 1892	50 of 1892	May 21, 1892	48	Debtor's	
1883	Rowlandson, John Arthur	Lately lodging at 318, Moseley-road, Balsall Heath, Worcestershire, previously lodging at 69, Sidbury, Worcester, Worcestershire, and formerly lodging at 23, Wyldes-lane, Worcester	Retired Major in the Bombay Army	Birmingham ...	May 19, 1892	48 of 1892	May 19, 1892	47	Debtor's	
1884	Broom, William Henry ...	285, Wigan-road, Rumworth, and 192, Derby-street, Bolton, both in Lancashire	News Agent, Stationer, and Picture Frame Maker	Bolton ...	May 19, 1892	14 of 1892	May 19, 1892	12	Debtor's	
1885	Atkinson, Fred ...	Residing at 1, Simes-street, and trading at 126, Westgate, both in Bradford, Yorkshire	Fruiterer ...	Bradford ...	May 18, 1892	29 of 1892	May 18, 1892	29	Debtor's	
1886	Ball, Thomas, jun. ...	78, High-street, Worthing, Sussex ...	Coal Merchant ...	Brighton (by transfer from Worthing)	... ..	43 of 1892	May 13, 1892	27	Sec. 103, Bankruptcy Act, 1883	
1887	Freeland, Samuel George (trading as S. G. Freeland and Co.)	Commerce House, Angmering, Sussex ...	Grocer and Draper ...	Brighton ...	May 19, 1892	42 of 1892	May 19, 1892	26	Debtor's	
1888	Flynn, Alfred James (trading as the Phoenix Cabinet Works)	Swan-court, Castle-street, in the city and county of Bristol	Cabinet Manufacturer ...	Bristol ...	May 19, 1892	34 of 1892	May 19, 1892	31	Debtor's	



RECEIVING ORDERS—*continued.*

No. 26290.

H

No.	Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	Date of Filing Petition.	No. of Matter.	Date of Receiving Order.	No. of Receiving Order.	Whether Debtor's or Creditor's Petition.	Act or Acts of Bankruptcy proved in Creditor's Petition.
1889	Barnard, Morris (lately trading as James Pain ... and now as James Barnard) ...	66, Market-street, Ulverston, Lancashire 5, Railway-street, Nelson, Lancashire ...	Watchmaker and Jeweller	Burnley...	May 21, 1892	20 of 1892	May 21, 1892	20	Debtor's	
1890	Hambling, Reuben ...	51, Burgate-street, in the city of Canterbury, lately trading at 39, New-street, Ashford, Kent	Gun Maker ...	Canterbury ...	May 21, 1892	32 of 1892	May 21, 1892	31	Debtor's	
1891	Kick, George John ...	1, Manor-road and 10, Bromley-road, Beckenham, Kent	Builder ...	Croydon ...	May 21, 1892	22 of 1892	May 21, 1892	18	Debtor's	
1892	Mather, Edwin Ernest ...	Rock Cottage, Middleton-by-Youlgreave, Derbyshire	Gentleman ...	Derby ...	May 18, 1892	16 of 1892	May 18, 1892	16	Debtor's	
1893	Lear, George ...	25, Market-place, Westbury, Wiltshire ...	Confectioner ...	Frome ...	May 19, 1892	5 of 1892	May 19, 1892	5	Debtor's	
1894	Truscott, Thomas (trading as Mrs. Truscott)	142, Westgate-street and College-court, lately 95, Southgate-street, all in Gloucester, formerly Station-road, Hadfield, Derbyshire	Jeweller's Manager, Dealer in Fancy Needle Work, Watch and Clock Maker	Gloucester ...	May 21, 1892	16 of 1892	May 21, 1892	14	Debtor's	
1895	Batson, Arthur Wellesley	Great Ringstead Rectory, Norfolk ...	Clerk in Holy Orders ...	King's Lynn ...	April 13, 1892	4 of 1892	May 18, 1892	4	Creditor's ...	Sec. 4-1(G.), Bankruptcy Act, 1883
1896	Nightingale, James (trading as Nightingale Brothers)	35, Arragon-road, Twickenham, Middlesex, trading at the Steam Brewery, Wood-street, Kingston-on-Thames, Surrey	Brewer ...	Kingston, Surrey	May 21, 1892	15 of 1892	May 21, 1892	13	Debtor's	
1897	Stockwell, William ...	67, Wellington-road, Leeds, Yorkshire, residing at 13, Ducie-street, New Wortley, Leeds	Fishmonger ...	Leeds ...	May 21, 1892	54 of 1892	May 21, 1892	50	Debtor's	
1898	Winton, Frances Stuart	Residing at 42, Grange-road West, Birkenhead, Cheshire, trading at 9, Castle-street, Liverpool, Lancashire, and at 42, Grange-road West aforesaid, and lately trading at 42, Grange-road West aforesaid, in partnership with one Louisa Dobson, as Dobson and Winton	Sweet Dealer and Confectioner, Spinster	Liverpool ...	May 21, 1892.	60 of 1892	May 21, 1892	45	Debtor's	

RECEIVING ORDERS—continued.

No.	Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	Date of Filing Petition.	No. of Matter.	Date of Receiving Order.	No. of Receiving Order.	Whether Debtor's or Creditor's Petition.	Act or Acts of Bankruptcy proved in Creditor's Petition.
1899	Conolly, John ...	35, Union-street, Ardwick, Manchester; Lancashire	Painter, Paperhanger, and Sign Writer	Manchester ...	May 19, 1892	44 of 1892	May 19, 1892	38	Debtor's	
1900	Zimmerman, William (trading as W. Moser)	Lately residing at 284, Stretford-road, in the city of Manchester, and trading at 284, Stretford-road aforesaid	Jeweller and Watch-maker	Manchester ...	May 20, 1892	45 of 1892	May 20, 1892	39	Debtor's	
1901	Jones, David Henry ...	4, Victoria-street, Merthyr Tydfil, Glamorganshire	Grocer and Provision Merchant	Merthyr Tydfil	May 19, 1892	13 of 1892	May 19, 1892	12	Debtor's	
1902	Mullinder, John Cuthbert	76, West-street, Gateshead, county of Durham	Furniture Dealer and Cabinet Maker	Newcastle-on-Tyne	May 19, 1892	24 of 1892	May 19, 1892	22	Debtor's	
1903	Hayden, David ...	Parsonage Farm, Sandown, Isle of Wight ...	Farmer ...	Newport and Ryde	May 2, 1892	10 of 1892	May 18, 1892	8	Creditor's ...	Sec. 4-1 (G.), Bankruptcy Act, 1883
1904	Goodman, Hendrick Charles	59, King-street, Gosport, Hampshire ...	Cab Proprietor ...	Portsmouth ...	May 18, 1892	26 of 1892	May 18, 1892	27	Debtor's	
1905	Toomer, Robert (trading as R. Toomer and Co.)	Garrard House, Reading, Berkshire, lately residing at the Bridge House, Henley-on-Thames, Oxfordshire, and trading at Garrard House, Reading aforesaid, at Nine Elms, in the county of London, at Lydney, Gloucestershire, at Henley-on-Thames, Oxfordshire, at Slough, Buckinghamshire, and at Windsor, Berkshire	Coal Merchant, and Coal, Hay, and Straw Factor and Merchant	Reading ...	May 19, 1892	8 of 1892	May 19, 1892	7	Debtor's	
1906	Lambert, Edward John Potts	43, Mill-street, Stockton-on-Tees, in the county of Durham	Journeyman Joiner ...	Stockton-on-Tees and Middlesborough ...	May 18, 1892	34 of 1892	May 18, 1892	30	Debtor's	
1907	Williams, Alfred Elkanah	21, Woodlands-terrace, Darlington, in the county of Durham	Late County Court Bailiff, now out of employment	Stockton-on-Tees and Middlesborough	May 19, 1892	35 of 1892	May 19, 1892	31	Debtor's	
1908	Bennett, George ...	Newquay, Cornwall, and 7 and 8, Arcade-chambers, High-street, Cardiff, Glamorganshire	Merchant ...	Truro ...	May 19, 1892	21 of 1892	May 19, 1892	19	Debtor's	
1909	Hyslop, William ...	222, Bridge-road, Battersea, Surrey ...	Travelling Draper ...	Wandsworth ...	April 14, 1892	8 of 1892	May 19, 1892	8	Creditor's ...	Sec. 4-1 (G.), Bankruptcy Act, 1883

RECEIVING ORDERS—continued.

No.	Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	Date of Filing Petition.	No. of Matter.	Date of Receiving Order.	No. of Receiving Order.	Whether Debtor's or Creditor's Petition.	Act or Acts of Bankruptcy proved in Creditor's Petition.
1910	Card, Edward ... ..	Draycott, Somersetshire ... ..	Cattle Dealer ... ..	Wells ... ..	May 19, 1892	4 of 1892	May 19, 1892	4	Debtor's	
1911	Newell, George ... ..	Market-place, Southall, Middlesex ... ..	Grocer and Provision Dealer	Windsor ... ..	May 9, 1892	3 of 1892	May 21, 1892	2	Creditor's...	Sec. 4-1 (H.), Bankruptcy Act, 1883
1912	Pówis, Charles ... ..	Old Swan Inn, Abbot-street, Wrexham, Denbighshire	Innkeeper ... ..	Wrexham ... ..	May 19, 1892	5 of 1892	May 19, 1892	5	Debtor's	
<p><i>The following Amended Notice is substituted for the Notice published in the London Gazette of the 3rd May, 1892, and for the Amended Notice published on the 13th May, 1892.</i></p>										
1627	Lewis, Joseph Slater ... ..	10, the Avenue, Castle-hill, Ealing Dean, Middlesex, lately trading at the National Telegraph Works, Wainwright-street, Aston, Warwickshire, and lately residing at the Swifts, Yardley, Worcestershire	Electrical Appliances Manufacturer's Manager	Birmingham ... ..	April 13, 1892	40 of 1892	April 29, 1892	43	Creditor's ...	Sec. 4-1 (G.), Bankruptcy Act, 1883

H 2

FIRST MEETINGS AND PUBLIC EXAMINATIONS.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Date of First Meeting.	Hour.	Place.	Date of Public Examination.	Hour.	Place.	Date of Order, if any, for Summary Administration.
Gold, Charles Futvoye	58, Greenwood-road, Dalston, lately residing at 84, Blurton-road, Lower Clapton, formerly of 11, Gothic-villas, Vicarage-road, Tottenham, and 23, Jenner-road, Stoke Newington, all in Middlesex	Clerk ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	662 of 1892	May 31, 1892	11 A.M.	Bankruptcy - buildings, Carey-street, London, W.C.	June 16, 1892	12.30 P.M.	Bankruptcy - buildings, Carey - street, London, W.C.	May 18, 1892
Medcalf, William Herbert	113, Victoria Dock-road, Essex	Butcher ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	605 of 1892	June 2, 1892	12 noon	Bankruptcy - buildings, Carey-street, London, W.C.	June 24, 1892	12.30 P.M.	Bankruptcy - buildings, Carey - street, London, W.C.	
Olver, Henry Uren ...	118, Harley-street, Middlesex, and also lately carrying on business at 3, Oxford-street, Middlesex	Surgeon - Dentist, Manufacturer of and Dealer in Toilet Articles	High Court of Justice in Bankruptcy	672 of 1892	May 31, 1892	11 A.M.	Bankruptcy - buildings, Carey-street, London, W.C.	June 24, 1892	1 P.M.	Bankruptcy - buildings, Carey - street, London, W.C.	
Potts, Frederick Charles	1, Dean - street, Fetterlane, in the city of London, late 354, Hornsey-road, Middlesex, formerly the New Inn, Bulstrode-street, Marylebone-lane, Middlesex	Out of business, late Manager to a Licensed Victualler, formerly Licensed Victualler	High Court of Justice in Bankruptcy	675 of 1892	June 1, 1892	1 P.M.	Bankruptcy - buildings, Carey-street, London, W.C.	June 24, 1892	12.30 P.M.	Bankruptcy - buildings, Carey - street, London, W.C.	
Robinson, Henry Manton	Trading at 5, White-street, Finsbury, in the county of London, residing at 9, Broxholme - terrace, Forest Gate, Essex	Boot and Shoe Factor	High Court of Justice in Bankruptcy	568 of 1892	June 3, 1892	2.30 P.M.	Bankruptcy - buildings, Carey-street, London, W.C.	June 21, 1892	12 noon	Bankruptcy - buildings, Carey - street, London, W.C.	May 18, 1892
Simmons, Walter ...	81, Gaisford-street, Kentish Town, London, lately carrying on business at 18, Featherstone - buildings, High Holborn, London	Optician ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	685 of 1892	June 3, 1892	11 A.M.	Bankruptcy - buildings, Carey-street, London, W.C.	June 21, 1892	12.30 P.M.	Bankruptcy - buildings, Carey - street, London, W.C.	May 20, 1892
Stapleton, G. H. Cotton	26, Coventry-street, Piccadilly, London	... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	279 of 1892	June 3, 1892	12 noon	Bankruptcy - buildings, Carey-street, London, W.C.	June 21, 1892	12.30 P.M.	Bankruptcy - buildings, Carey - street, London, W.C.	May 16, 1892
Treadway, William J.	Residing at 2, College-terrace, Barrard's-road, West Hampstead, N.W., lately trading at Carter-lane, in the city of London	Printer and Stationer	High Court of Justice in Bankruptcy	566 of 1892	June 2, 1892	11 A.M.	Bankruptcy - buildings, Carey-street, London, W.C.	June 21, 1892	12 noon	Bankruptcy - buildings, Carey - street, London, W.C.	

FIRST MEETINGS AND PUBLIC EXAMINATIONS—*continued.*

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Date of First Meeting.	Hour.	Place.	Date of Public Examination.	Hour.	Place.	Date of Order, if any, for Summary Administration.
Hulme, Thomas ...	12, Warrington-street, Lees, near Oldham, Lancashire	Out of business ...	Ashton - under-Lyne and Stalybridge	6 of 1892	June 2, 1892	2.30 P.M.	Ogden's - chambers, Bridge-street, Manchester	June 23, 1892	12.30 P.M.	Townhall, Ashton - under - Lyne	May 19, 1892
Platt, William ...	20, Union-street, Hyde, Cheshire, formerly 22, Ridling-lane and 35, Clarendon-place, Hyde aforesaid	Painter and Plumber	Ashton - under-Lyne and Stalybridge	10 of 1892	June 2, 1892	3.30 P.M.	Ogden's - chambers, Bridge-street, Manchester	June 23, 1892	12.30 P.M.	Townhall, Ashton - under - Lyne	May 19, 1892
Cottrell, Timothy ...	The Exeter Inn, 15, Southgate-street, Bath, and also lately trading at 25, Southgate-street, Bath	Licensed Victualler, lately also Eating - house Proprietor	Bath ...	12 of 1892	June 2, 1892	11 A.M.	Offices of R. H. Moore, County Court, York-street, Bath	June 2, 1892	11.30 A.M.	Guildhall, Bath	
Wiles, John ... (Deceased)	Late of Haynes, Bedfordshire	Late Tailor ...	Bedford ...	4 of 1892	May 31, 1892	3 P.M.	Official Receiver's Office, St. Paul's-square, Bedford				
Broom, William Henry	285, Wigan-road, Rumworth, and 192, Derby-street, Bolton, both in Lancashire	Newsagent, Stationer, and Picture Frame Maker	Bolton ...	14 of 1892	June 2, 1892	11 A.M.	16, Wood - street, Bolton	June 3, 1892	11 A.M.	Court - house, Mawdsley-street, Bolton	May 19, 1892
Atkinson, Fred ...	Residing at 1, Simes-street, trading at 126, Westgate, both in Bradford, Yorkshire	Fruiterer ...	Bradford ...	29 of 1892	June 1, 1892	11 A.M.	Official Receiver's Chambers, 31, Manor-row, Bradford	June 3, 1892	10 A.M.	County Court, Manor - row, Bradford	May 21, 1892
Flynn, Alfred James (trading as the Phoenix Cabinet Works)	Swan-court, Castle-street, Bristol	Cabinet Manufacturer	Bristol ...	34 of 1892	June 1, 1892	3.30 P.M.	Offices of Official Receiver, Bank-chambers, Cornstreet, Bristol	June 3, 1892	12 noon	Guildhall, Bristol	
Gifford, Edgar Berkeley	Formerly of Actree, Berkeley, Gloucestershire, now of Lillyput, Chipping Sodbury, Gloucestershire	Gentleman, of no occupation	Bristol ...	26 of 1892	June 8, 1892	3 P.M.	Offices of Official Receiver, Bank-chambers, Cornstreet, Bristol	June 3, 1892	12 noon	Guildhall, Bristol	
Terry, William Henry (trading as William Terry and Co.)	45, Spon-street, Coventry, Warwickshire	Watch Tool and Material Dealer	Coventry ...	13 of 1892	May 31, 1892	11 A.M.	Official Receiver's Offices, 17, Hertford-street, Coventry	July 4, 1892	2.30 P.M.	County - hall, Coventry	May 20, 1892

FIRST MEETINGS AND PUBLIC EXAMINATIONS—*continued.*

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Date of First Meeting.	Hour.	Place.	Date of Public Examination.	Hour.	Place.	Date of Order, if any, for Summary Administrator.
Mather, Edwin Ernest	Rook Cottage, Middleton-by-Youlgreave, Derbyshire	Gentleman ...	Derby ...	16 of 1892	May 31, 1892	2.30 P.M.	Official Receiver's Offices, St. James' chambers, Derby	June 13, 1892	10.30 A.M.	County - Hall, St. Mary's - gate, Derby	May 21, 1892
Nicholson, Isaac (formerly trading as Isaac Nicholson and Co.)	Liversedge, Yorkshire, formerly trading at Liversedge aforesaid	Book-keeper, formerly Chemical Manufacturer and Drysalter	Dewsbury ...	22 of 1892	May 31, 1892	3 P.M.	Official Receiver's Offices, Bank-chambers, Batley	June 14, 1892	11 A.M.	County Court-house, Dewsbury	May 17, 1892
Patterson, Charles ...	Brunswick House, Dewsbury, Yorkshire	Veterinary Surgeon	Dewsbury ...	21 of 1892	May 31, 1892	11 A.M.	Official Receiver's Offices, Bank-chambers, Batley	June 14, 1892	11 A.M.	County Court-house, Dewsbury	May 17, 1892
Lear, George ...	25, Market-place, Westbury, Wiltshire	Confectioner ...	Frome ...	5 of 1892	June 2, 1892	4 P.M.	Office of Official Receiver, Bank-chambers, Corn-street, Bristol	June 14, 1892	11.30 A.M.	Mechanics'-hall, Frome	
Forbisher, Hephzibah Susannah (trading as E. Forbisher)	6, Broad-row, Great Yarmouth, Norfolk	Fancy Draper, Wife of Joseph Forbisher, Wine Merchant's Assistant, trading separately from her Husband	Great Yarmouth	9 of 1892	June 3, 1892	1 P.M.	Official Receiver's Office, 8, King-street, Norwich	June 14, 1892	11 A.M.	Townhall, Great Yarmouth	
Brown, Ethelbert Ellis	Walkington, near Beverley, in the East Riding of Yorkshire	Butcher ...	Kingston-upon-Hull	15 of 1892	June 2, 1892	11 A.M.	Office of Official Receiver, Trinity House-lane, Hull	June 20, 1892	2 P.M.	Court - house, Townhall, Hull	May 12, 1892
Smith, John ...	Ashfield, Yeadon, Yorkshire, lately trading at Low Mills, Guiseley, and 6, Park-place, Leeds, both in Yorkshire	Cloth Manufacturer	Leeds ...	47 of 1892	May 31, 1892	3 P.M.	Official Receiver's Offices, 22, Park-row, Leeds	June 14, 1892	11 A.M.	County Court-house, Albion-place, Leeds	
Turner, William Barwell	Residing at 38, Sholebroke-avenue, Leeds, Yorkshire, carrying on business at 8, Corn Exchange, Leeds	Consulting Brewer and Valuer, and Brewery Accountant	Leeds ...	51 of 1892	June 1, 1892	12 noon	Official Receiver's Offices, 22, Park-row, Leeds	June 14, 1892	11 A.M.	County Court-house, Albion-place, Leeds	May 18, 1892
Woodhead, Barker ...	Residing at 6, Woodhouse-lane, and trading at 91, Meadow-road and 122, Meadow-lane, all in Leeds, Yorkshire	Grocer and Provision Dealer	Leeds ...	52 of 1892	June 1, 1892	11 A.M.	Official Receiver's Offices, 22, Park-row, Leeds	June 14, 1892	11 A.M.	County Court-house, Albion-place, Leeds	May 18, 1892

FIRST MEETINGS AND PUBLIC EXAMINATIONS —continued.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Date of First Meeting.	Hour.	Place.	Date of Public Examination.	Hour.	Place.	Date of Order, if any for Summary Administration.
West, Hannah Amy ...	Late residing at 38, Gladstone-street, now at 16, Forrest-road, and trading at 8, Wharf-street, all in Leicester, Leicestershire	Picture Frame Maker	Leicester ...	38 of 1892	May 31, 1892	12.30 P.M.	Office of Official Receiver, 34, Friar-lane, Leicester	June 15, 1892	10 A.M.	Castle, Leicester	
Conolly, John ...	35, Union-street, Ardwick, Manchester, Lancashire	Painter, Paper-hanger, and Sign Writer	Manchester ...	44 of 1892	June 2, 1892	2.45 P.M.	Ogden's - chambers, Bridge-street, Manchester	June 16, 1892	11 A.M.	Court - house, Quay - street, Manchester	May 21, 1892
Bentley, John ...	Residing and trading at Clough House Mill, Wardle, near Rochdale, Lancashire	Fulling Miller ...	Oldham... ..	17 of 1892	June 1, 1892	2.30 P.M.	Official Receiver's Offices, Bank-chambers, Queen-street, Oldham	July 1, 1892	11 A.M.	Townhall, Oldham	May 21, 1892
Woolfenden, John Thomas	Victoria Works, Littleborough, Lancashire	Hosiery Manufacturer	Oldham... ..	15 of 1892	June 1, 1892	3 P.M.	Official Receiver's Offices, Bank-chambers, Queen-street, Oldham	July 1, 1892	11 A.M.	Townhall, Oldham	May 21, 1892
Jones, Owen ... ..	Queen's Hotel, in the parish of Llanrwst, Denbighshire	Licensed Vic-tualler	Portmadoc ...	4 of 1892	June 1, 1892	2 P.M.	Junction Hotel, Llandudno Junction	May 31, 1892	1 P.M.	Market Hall, Blaenau Ffestiniog	May 11, 1892
Sanderson, Charles ...	2, Damside-street, lately residing and trading at 4, North-road, both in Lancaster, Lancashire	Musical Instrument Dealer	Preston... ..	9 of 1892	June 3, 1892	3 P.M.	Official Receiver's Office, 14, Chapel-street, Preston	June 3, 1892	11 A.M.	County Court Offices, Winckley - street, Preston	May 11, 1892
Tilyard, Jane Low (formerly carrying on business as Englefield and Company)	11, New Inn-street, Curtain-road, Middlesex, and the Russell Arms Tavern, Gravesend, Kent, formerly 9, 10, and 11, Banner-street, St. Luke's, Middlesex	... ..	Rochester ...	8 of 1892	June 9, 1892 (New First Meeting under Order of Court)	11.30 A.M.	Official Receiver's Office, High-street, Rochester	June 9, 1892	2 P.M.	Court - house, Eastgate, Rochester	May 21, 1892
Letten, James Somerville	St. Mary's-road and Orchard-lane, in the town and county of the town of Southampton	Fish Merchant ...	Southampton ...	12 of 1892	June 1, 1892	12.30 P.M.	Official Receiver's Office, 4, East-street, Southampton	June 23, 1892	11 A.M.	Court - house, Castle-square, Southampton	May 13, 1892

THE LONDON GAZETTE, MAY 24, 1892.

FIRST MEETINGS AND PUBLIC EXAMINATIONS—*continued.*

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Date of First Meeting.	Hour.	Place.	Date of Public Examination.	Hour.	Place.	Date of Order, if any, for Summary Administration.
Caselberg, Joseph Hyman	London House, High-street, Blaina, and at 85, Cwm - street, and the Model Clothing Stores, Abertillery, Monmouthshire	Outfitter and Pawnbroker	Tredegar ...	2 of 1892	May 31, 1892	12 noon	Official Receiver's Office, Merthyr Tydál	June 10, 1892	10.30 A.M.	County Court Office, Church-street, Tredegar	May 21, 1892
Card, Edward }	Draycott, Somersetshire ...	Cattle Dealer ...	Wells ...	4 of 1892	June 2, 1892	3.30 P.M.	Offices of Official Receiver, Bank-chambers, Corn-street, Bristol	June 14, 1892	11.30 A.M.	Townhall, Wells	
Chislett, Henry	Meare, Somersetshire ...	Farmer ...	Wells ...	3 of 1892	June 1, 1892	1.30 P.M.	Offices of Official Receiver, Bank-chambers, Corn-street, Bristol	June 14, 1892	11.30 A.M.	Townhall, Wells	
Colliss, Henry	Micheldever, Hampshire ...	Grocer ...	Winchester ...	5 of 1892	June 1, 1892	12 noon	Official Receiver's Office, 4, East-street, Southampton	June 8, 1892	11 A.M.	Castle of Winchester	
Carroll, Lucy...	The Station Tavern, in the borough of Droit-wich, Worcestershire	Innkeeper and Cab Proprietress, Wife of William Henry Carroll, carrying on business separate and apart from her Husband	Worcester ...	16 of 1892	June 1, 1892	10.30 A.M.	Official Receiver's Office, 45, Copenhagen-street, Worcester	June 7, 1892	2.30 P.M.	Guildhall, Worcester	May 20, 1892



NOTICE OF PUBLIC EXAMINATION.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Date of Public Examination.	Hour.	Place.
Hartzorne, Helena Sophia ...	413, High-road; Chiswick, Middlesex, lately trading with Farini Arthur Barker, as Farini Barker and Company, at 799, Fulham-road, in the county of London, 13, High-street, Wandsworth, Surrey, and 7, Mary's-place, Harlesden, Middlesex	Pianoforte Dealer, Spinster ...	High Court of Justice in Bankruptcy	234 of 1891 Under Order for Consoli- dation, dated 12th April, 1892	June 1, 1892 ...	12 noon	Bankruptcy - buildings, Carey-street, London, W.C.

No. 26290.

I

**ADJUDICATIONS.**

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	N <sup>o</sup> .	Date of Order.	Date of Petition.
Anneveld, Mary Isabel ... ..	476, Holloway-road, in the county of London...	Milliner, Spinster ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	488 of 1892	May 19, 1892 ...	Mar. 31, 1892
Davis, John ... ..	19, Noble-street, in the city of London, residing at 12, Alvington-crescent, Dalston, Middlesex	Manufacturing Furrier ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	644 of 1892	May 19, 1892 ...	May 10, 1892
Gold, Charles Futvoye ... ..	58, Greenwood-road, Dalston, Middlesex, lately residing at 84, Blurton-road, Lower Clapton, Middlesex, formerly 11, Gothic-villas, Vicarage-road, Tottenham, and 23, Jenner- road, Stoke Newington, both in Middlesex	Clerk ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	662 of 1892	May 21, 1892 ...	May 13, 1892
Hall, George Hall ... ..	4, Holborn-circus, in the city of London, residing at 65, Portsmouth-road, Maida Vale, Middlesex	Solicitor ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	503 of 1892	May 21, 1892 ...	April 4, 1892
Moise, Michael ... ..	Carrying on business at 8, Union-court, in the city of London	Merchant ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	505 of 1892	May 20, 1892 ...	April 4, 1892
Potts, Frederick Charles ... ..	1, Dean-street, Fetter-lane, in the city of London, late 354, Hornsey-road, Middlesex, formerly the New Inn, Bulstrode- street, Marylebone-lane, Middlesex	Out of business, lately Manager to a Licensed Victualler, formerly Licensed Victualler	High Court of Justice in Bankruptcy	675 of 1892	May 19, 1892 ...	May 16, 1892
Robinson, Henry Manton ... ..	Trading at 5, White-street, Finsbury, in the county of London, residing at 9, Broxholme-terrace, Forest Gate, Essex	Boot and Shoe Factor ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	568 of 1892	May 20, 1892 ...	April 21, 1892
Schneider, Hugo ... ..	Lately residing at 13, St. Dunstan's-road, West Kensington, in the county of London, and lately carrying on business at 3, Falcon-avenue, Falcon-square, in the city of London	Shipper... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	445 of 1892	May 20, 1892 ...	Mar. 22, 1892
Serff, Frederick William ... ..	Lately trading at 134, Chiswick High-road, and Fulham Palace-road, Hammersmith, Middlesex, present residence the Petitioning Creditors are unable to ascertain	Builder... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	381 of 1892	May 21, 1892 ...	Mar. 11, 1892
Simmons, Walter ... ..	81, Gaisford-street, Kentish Town, lately carrying on business at 18, Featherstone-buildings, High Holborn, both in London	Optician ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	685 of 1892	May 20, 1892 ...	May 18, 1892
Taner, Louis (lately trading as L. S. Tauer)	37, Barrett's-grove, Stoke Newington, lately carrying on business at 3, Percy-square, King's Cross, and 18, Feather- stone-buildings, Holborn, all in Middlesex	Lately Rag and Paper Stock Mer- chant, and General Commission Agent, now Merchant's Clerk	High Court of Justice in Bankruptcy	687 of 1892	May 19, 1892 ...	May 19, 1892
Wiggatt, William ... ..	9, Heath-street, Hampstead, in the county of London ...	News Agent ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	693 of 1892	May 21, 1892 ...	May 20, 1892
Williams, John Godrington... ..	12, Weymouth-street, Portland-place, and 35, Nevern-square, South Kensington, both in the county of London	... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	85 of 1892	May 19, 1892 ...	Jan. 21, 1892

ADJUDICATIONS—*continued.*

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Date of Order.	Date of Petition.
Cooke, Thomas ... ..	5, Lower Station-street, Aberaman, Aberdare, Glamorgan-shire	Coal Miner ... ..	Aberdare ... ..	4 of 1892	May 18, 1892 ...	May 18, 1892
Platt, William ... ..	20, Union-street, Hyde, Cheshire, formerly 22, Ridling-lane, and 35, Clarendon-place, Hyde aforesaid	Painter and Plumber... ..	Ashton-under-Lyne and Stalybridge	10 of 1892	May 19, 1892 ...	May 17, 1892
Hughes, John ... ..	Parcian Rhos, Llanddeiniolen, Carnarvonshire ... ..	Farmer ... ..	Bangor ... ..	11 of 1892	May 21, 1892 ...	May 21, 1892
Morgan, Thomas, jun. ... ..	Residing at 5, James-street, and trading at Milk-street, both in the city of Bath	Timber Merchant ... ..	Bath ... ..	11 of 1892	May 21, 1892 ...	May 9, 1892
Hancox, William (trading as William H. Hancox)	91, Upper Thomas-street, Aston, Warwickshire, lately residing at 21, Mount Pleasant, Balsall Heath, and 328, Moseley-road, both in the city of Birmingham	Builder and Contractor ... ..	Birmingham... ..	50 of 1892	May 21, 1892 ...	May 21, 1892
1 2 Hinton, John... ..	25, Smithfield-street, Birmingham, Warwickshire ... ..	Musical Instrument Repairer and Dealer	Birmingham... ..	42 of 1892	May 21, 1892 ...	April 25, 1892
Rowlandson, John Arthur ... ..	Lately lodging at 318, Moseley-road, Balsall Heath, Worcestershire, previously lodging at 69, Sidbury, Worcester, Worcestershire, and formerly lodging at 23, Wyldes-lane, Worcester	Retired Major in the Bombay Army	Birmingham... ..	48 of 1892	May 21, 1892 ...	May 19, 1892.
Broom, William Henry ... ..	285, Wigan-road, Rumworth, and 192, Derby-street, Bolton, both in Lancashire	Newsagent, Stationer, and Picture Frame Maker	Bolton ... ..	14 of 1892	May 19, 1892 ...	May 19, 1892
Atkinson, Fred ... ..	Residing at 1, Simes-street, and trading at 126, Westgate, both in Bradford, Yorkshire	Fruiterer ... ..	Bradford ... ..	29 of 1892	May 18, 1892 ...	May 18, 1892
Freeland, Samuel George (trading as S. G. Freeland and Co.)	Commerce House, Angmering, Sussex ... ..	Grocer and Draper ... ..	Brighton ... ..	42 of 1892	May 19, 1892 ...	May 19, 1892
Flynn, Alfred James (trading as the Phoenix Cabinet Works)	Swan-court, Castle-street, in the city and county of Bristol	Cabinet Manufacturer ... ..	Bristol ... ..	34 of 1892	May 19, 1892 ...	May 19, 1892
Scammell, Walter Henry ... ..	Residing at 18, Albany-road, Ashley-road, Bristol, and trading at 186, Newfoundland-road, Bristol	Grocer ... ..	Bristol ... ..	32 of 1892	May 20, 1892 ...	May 17, 1892
Hambling, Reuben ... ..	51, Burgate-street, in the city of Canterbury, lately trading at 39, New-street, Ashford, Kent	Gunmaker ... ..	Canterbury ... ..	32 of 1892	May 21, 1892 ...	May 21, 1892

ADJUDICATIONS—*continued.*

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Date of Order.	Date of Petition.
Swinton, John ... ..	Residing and trading at 32, Gosford-street, in the city of Coventry, Warwickshire	Brass Caster ... ..	Coventry ... ..	10 of 1892	May 19, 1892 ...	April 28, 1892
Terry, William Henry (trading as William Terry and Co.)	Residing and trading at 45, Spon-street, in the city of Coventry, Warwickshire	Watch Tool and Material Dealer ...	Coventry ... ..	13 of 1892	May 20, 1892 ...	May 18, 1892
Shaw, Lawson Robert ... ..	3, Imperial-buildings, East Croydon, and 256, Ferndale-road, Brixton, both in Surrey	Milliner ... ..	Croydon ... ..	2 of 1892	May 19, 1892 ...	Jan. 21, 1892
Cooper, Walter S. ... ..	High Cross Saw Mills, Tottenham, Middlesex... ..	Timber Merchant ... ..	Edmonton ... ..	11 of 1892	May 18, 1892 ...	April 1, 1892
Lear, George ... ..	25, Market-place, Westbury, Wiltshire ... ..	Confectioner ... ..	Frome ... ..	5 of 1892	May 19, 1892 ...	May 19, 1892
Mulroy, Patrick Joseph ... ..	Late the Alma Tavern, King's Highway, Plumstead Common, Plumstead, Kent, now of Plumstead aforesaid	Late Licensed Victualler, now out of business	Greenwich ... ..	17 of 1892	May 18, 1892 ...	April 8, 1892
Armstrong, Frederick W. ... ..	King Cross-street, Halifax, Yorkshire ... ..	Tailor and Draper ... ..	Halifax ... ..	20 of 1892	May 21, 1892 ...	May 4, 1892
Greenwood, Albert ... ..	13, Mayfield-terrace, Queen's-road, and Raven-street, both in Halifax, Yorkshire	Blacksmith ... ..	Halifax ... ..	21 of 1892	May 18, 1892 ...	May 18, 1892
Stockwell, William ... ..	67, Wellington-road, Leeds, Yorkshire, residing at 13, Ducie-street, New Wortley, Leeds	Fishmonger ... ..	Leeds ... ..	54 of 1892	May 21, 1892 ...	May 21, 1892
Abbott, John William ... ..	Loughborough, Leicestershire ... ..	Auctioneer ... ..	Leicester ... ..	33 of 1892	May 19, 1892 ...	April 22, 1892
Phillips, John Charles Price Frail ...	47, Egerton-street, Liverpool, Lancashire, lately residing at Avondale-road, off Smithdown-road, Liverpool aforesaid, and also at 18, Silverdale-road, Oxton, Cheshire	Mercantile Clerk ... ..	Liverpool ... ..	55 of 1892	May 19, 1892 ...	May 6, 1892
Conolly, John ... ..	35, Union-street, Ardwick, Manchester, Lancashire ... ..	Painter, Paperhanger, and Sign-writer	Manchester ... ..	44 of 1892	May 19, 1892 ...	May 19, 1892
Jones, David Henry... ..	4, Victoria-street, Merthyr Tydfil, Glamorganshire ... ..	Grocer and Provision Merchant ...	Merthyr Tydfil ... ..	13 of 1892	May 19, 1892 ...	May 18, 1892
Woodyatt, William Henry, the younger ...	Manchester House and 8, Brynte-terrace, Treharris, Glamorganshire	Outfitter ... ..	Merthyr Tydfil ... ..	12 of 1892	May 20, 1892 ...	May 12, 1892

ADJUDICATIONS—*continued.*

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Date of Order.	Date of Petition.
Lewis, Robert Fisher ... ..	Shropshire-street, Market Drayton, Salop ... ..	Draper and Insurance Agent ... ..	Nantwich and Crewe	9 of 1892	May 20, 1892 ...	April 23, 1892
Ranicar, Harriet ... ..	71, Market-street, Crewe, Cheshire ... ..	Fancy Draper ... ..	Nantwich and Crewe	11 of 1892	May 20, 1892 ...	May 2, 1892
Woodhall, George ... ..	St. John's-street, Whitchurch, Salop ... ..	Builder ... ..	Nantwich and Crewe	12 of 1892	May 20, 1892 ...	May 3, 1892
Mullinder, John Cuthbert ... ..	76, West-street, Gateshead, county of Durham ... ..	Furniture Dealer and Cabinet Maker	Newcastle-on-Tyne	24 of 1892	May 19, 1892 ...	May 19, 1892
Goodman, Hendrick Charles ... ..	59, King-street, Gosport, Hampshire ... ..	Cab Proprietor ... ..	Portsmouth ... ..	26 of 1892	May 18, 1892 ...	May 18, 1892
Martin, Thomas ... ..	24, Regent-street, Lancaster, Lancashire ... ..	Brewer's Traveller ... ..	Preston ... ..	8 of 1892	May 21, 1892 ...	April 12, 1892
Lambert, Edward John Potts ... ..	43, Mill-street, Stockton-on-Tees, in the county of Durham...	Journeyman Joiner ... ..	Stockton - on - Tees and Middlesborough	31 of 1892	May 18, 1892 ...	May 18, 1892
Williams, Alfred Elkanah ... ..	21, Woodlands-terrace, Darlington, in the county of Durham	Late County Court Bailiff, now out of employment	Stockton - on - Tees and Middlesborough	35 of 1892	May 19, 1892 ...	May 19, 1892
Price, Margaret ... ..	Ilminster, Somersetshire ... ..	Innkeeper, Wife of Thomas Price, of the same place, Manager for the Debtor	Taunton ... ..	4 of 1892	May 20, 1892 ...	April 9, 1892
Bennett, George ... ..	Newquay, Cornwall, and 7 and 8, Arcade-chambers, High- street, Cardiff, Glamorganshire	Merchant ... ..	Truro ... ..	21 of 1892	May 19, 1892 ...	May 19, 1892
Russell, William Henry ... ..	Aldbro Lodge, Nightingale-lane, Clapham, Surrey ... ..	Gentleman ... ..	Wandsworth ... ..	13 of 1892	May 20, 1892 ...	May 10, 1892
Card, Edward ... ..	Draycott, Somersetshire ... ..	Cattle Dealer ... ..	Wells ... ..	4 of 1892	May 19, 1892 ...	May 19, 1892
Collis, Henry ... ..	Micheldever, Hampshire ... ..	Grocer ... ..	Winchester ... ..	5 of 1892	May 18, 1892 ...	May 18, 1892
Powis, Charles ... ..	Old Swan Inn, Abbot-street, Wrexham, Denbighshire ... ..	Innkeeper ... ..	Wrexham ... ..	5 of 1892	May 19, 1892 ...	May 19, 1892

ORDERS ON APPLICATIONS TO APPROVE COMPOSITION OR SCHEME.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No. of Matter.	Date of Order.	Nature of Scheme or Composition sanctioned or Order made.
Gentry, Mark ...	43, London-wall, in the city of London, of Rookwoods, Sible Hedingham, Essex, of the Brickworks, Sible Hedingham aforesaid, of Hostage Farm, Sible Hedingham aforesaid, and of Langthorne Works, West Ham-lane, Stratford, Essex	Builder, Contractor, Brickmaker, and Farmer	High Court of Justice in Bankruptcy	71 of 1892	May 19, 1892	That payment in priority of all debts directed to be so paid in the distribution of the property of a bankrupt shall be provided for as follows:—A sum sufficient to pay the same shall be paid to Mr. Joseph Priestley, of 97, Cheapside, E.C., Chartered Accountant, the Trustee in the bankruptcy, before the approval by the Court of this Composition, to be placed on a deposit account in the joint names of Messrs. Joseph Priestley, Robert Leabon Curtis, and Henry Russell, at the London and Westminster Bank. Provision for payment of all proper costs, charges, expenses, fees, and percentages (including all sums of money which the said Trustee has expended or shall expend, or for which he may be or become liable as such Trustee), shall be made by payment in the said joint account of a sum sufficient to pay the same. The following Composition shall be paid as hereinafter mentioned on all provable debts (except as to certain proofs or claims which have been withdrawn), namely, 7s. 6d. in the pound, payable as follows:—2s. 6d. in the pound to the like account before the said approval in trust for distribution by the Trustee amongst the creditors, and 2s. 6d. in the pound within one month, and 2s. 6d. in the pound within two months after the said approval, to be paid to the Trustee on like trust. Payment of the second and third sums of 2s. 6d. in the pound to be secured by the joint and several promissory notes of Robert Leabon Curtis, of 120, London-wall, London, E.C., Surveyor, and Henry Russell, of 14, Old Jewry-chambers, London, E.C., Solicitor, payable to the said Trustee in trust for payment and distribution by him. On the said approval by the Court, the money on deposit to be released and applied as above provided, and all moneys in the hands of the Trustee shall be at once paid by him to the said Robert Leabon Curtis and Henry Russell, and all other property of the bankrupt then vested in the Trustee shall thereupon be vested in the said Robert Leabon Curtis and Henry Russell, and the said Trustee shall execute all proper deeds if any be necessary for such purpose. The bankruptcy is annulled
Nicholl, William ...	74, Market-street, Wigan, Lancashire	Tailor and Draper ...	Wigan	6 of 1892	May 17, 1892	Payment in priority of all debts directed to be so paid in the distribution of the property of a bankrupt, provided for by payment of the amount thereof within fourteen days of the adjourned first meeting of creditors. To pay all proper costs, charges, and expenses of and incidental to the proceedings, all fees and percentages payable to the Official Receiver and the Board of Trade, and a Composition of 10s. in the pound on all provable debts, viz.:—2s. 6d. within fourteen days from the first adjourned meeting of creditors, and the balance by three instalments of 2s. 6d. each at the expiration of three, six, and nine calendar months from the said meeting of creditors, secured as to the second instalment by the joint and several promissory note of the debtor and Ellen Nicholl, of 74, Market-street, Wigan, as to the third instalment by the joint and several promissory notes of the debtor and Ernest Hall, of 15, Dundas-street, Huddersfield, Woollen Merchant, and as to the fourth instalment by the joint and several promissory notes of the debtor and Joe Beaumont, of Brook-street, Mold Green, Huddersfield, Manager of Woollen Warehouse

NOTICES OF INTENDED DIVIDENDS.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Last Day for Receiving Proofs.	Name of Trustee.	Address.
Brown, Joseph ... ..	1, Belvedere-crescent, Belvedere-road, Lambeth, Surrey, and 21, King's-road, Wimbledon, Surrey	Timber Merchant ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	1396 of 1887	June 8, 1892 ...	G. Wreford, Senior Official Receiver	Bankruptcy - buildings, Carey-street, London, W.C.
Cayell, Edward Strutt ... ..	Residing at St. Clare, Clareville, Hampton-road, Upper Teddington, Middlesex, and carrying on business at 123, Temple-chambers, Temple-avenue, in the city of London, formerly at 11, Waterloo-place, Pall Mall, London	Solicitor. ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	771 of 1891	June 8, 1892 ...	G. Wreford, Senior Official Receiver	Bankruptcy - buildings, Carey-street, London, W.C.
Darby, Henry ... ..	31, Stavordale - road, Holloway, Middlesex, lately trading at Thornhill Wharf, 123, Caledonian-road, Middlesex	Bath and Stove Manufacturer	High Court of Justice in Bankruptcy	400 of 1892	June 8, 1892 ...	G. Wreford, Senior Official Receiver	Bankruptcy - buildings, Carey-street, London, W.C.
Gentry, Mark ... ..	43, London-wall, in the city of London, of Rookwoods, Sible Hedingham, Essex, of the Brick Works, Sible Hedingham aforesaid, of Hostage Farm, Sible Hedingham aforesaid, and of Langthorne Works, West Ham-lane, Stratford, Essex	Builder, Contractor, Brick-maker, and Farmer	High Court of Justice in Bankruptcy	71 of 1892	June 8, 1892 ...	Joseph Priestley ...	97, Cheapside, London, E.C.
Livesey, Joseph Montague	2, Whitehall-court, Westminster, and of Stourton Hall, Horncastle, Lincolnshire	Claiming as of right to be a Baronet	High Court of Justice in Bankruptcy	1323 of 1891	June 8, 1892 ...	E. Leadam Hough, Official Receiver	Bankruptcy - buildings, Carey-street, London, W.C.
Williams, Arthur John, and Fry, Stephen Henry (trading as Williams, Fry, and Co.) ...	New Stone-buildings, 59 and 60, Chancery-lane, London, and Stone, Greenhithe, Kent	Cement Merchants ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	466 of 1890	June 9, 1892 ...	Edward Joseph Palmer	6A, Austinfriars, London, E.C.
Austin, George ... ..	Market-place, East Finchley, Middlesex ...	Corn Dealer ... ..	Barnet ... ..	2 of 1892	June 8, 1892 ...	Cecil Mercer, Official Receiver	Official Receiver's Office, 95, Temple - chambers, Temple-avenue, E.C.
Davison, John ... ..	Bidston-road, Oxton, Birkenhead, Cheshire ...	Builder ... ..	Birkenhead ... ..	12 of 1891	June 9, 1892 ...	Frank Hardisty ...	71, Lord-street, Liverpool
Braund, Lewis William ...	Residing and trading at 44, Bristol-street, Birmingham, Warwickshire	Grocer and Provision Dealer	Birmingham ...	122 of 1891	June 9, 1892 ...	Luke Jesson Sharp, Official Receiver	Whitehall - chambers, 25, Colmore-row, Birmingham
Cole, James Alfred ... ..	Residing and trading at 90, Bower-street, also at 3 and 5, St. James's Market, and 398, Manchester-road, all in Bradford, Yorkshire	Commission Agent and Fruit Salesman	Bradford ... ..	89 of 1891	June 9, 1892 ...	J. Arthur Binns, Official Receiver	31, Manor-row, Bradford
Broughton, Harry (trading as H. Broughton and Co.)	Residing at Myers House, Langroyd-road, Colne, Stonebridge Mill, Langroyd-road, and Hope Shed, Skelton-road, both in Colne, Lancashire	Cotton Manufacturer ...	Burnley ... ..	2 of 1891	June 8, 1892 ...	Joshua Rawlinson ...	7, Grimshaw-street, Burnley

NOTICES OF INTENDED DIVIDENDS—continued.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Last Day for Receiving Proofs.	Name of Trustee.	Address.
Oakes, Walter William ...	Ravensthorpe, Mirfield, Yorkshire ... ..	Joiner ... ..	Dewsbury ... ..	84 of 1891	June 11, 1892 ...	Edgar Ernest Dean, Official Receiver	Official Receiver's Offices, Bank-chambers, Batley
Patrick, George ... ..	Thorn'ey, formerly residing and trading at Wingate, and at Church-walk, Hartlepool, all in the county of Durham	Chemist, Druggist, and Wine and Spirit Merchant	Durham ... ..	1 of 1892	June 8, 1892 ...	James A. Longden, Official Receiver	25, John-street, Sunderland
Walton, Henrietta (trad- ing as the Mantle Co.)	6, Kirkgate, Huddersfield, Yorkshire ... ..	Mantle Dealer, Widow ... ..	Huddersfield ... ..	13 of 1892	June 8, 1892 ...	Charles Thomas Appleby	11 and 13, John William- street, Huddersfield
Burroughes, Frederick ...	Roydon, Norfolk ... ..	Miller ... ..	Ipswich ... ..	8 of 1892	June 8, 1892 ...	Frederick Messent, Official Receiver	36, Princes-street, Ipswich
Whiterod, George... ..	Fersfield, lately residing at Great Ellingham, both in Norfolk	Farmer ... ..	Ipswich ... ..	11 of 1892	June 8, 1892 ..	Frederick Messent, Official Receiver	36, Princes-street, Ipswich
Ingram, George William...	Elm, Cambridgeshire ... ..	Carter and Coal Dealer ... ..	King's Lynn ... ..	8 of 1891	June 8, 1892 ...	H. P. Gould, Official Receiver	8, King-street, Norwich
Worth, William, the younger	245, Kirkstall-road, Leeds, Yorkshire, formerly 11, Lane-ends, Stanningley, Yorkshire	Rope and Twine Dealer ... ..	Leeds ... ..	68 of 1891	June 7, 1892 ...	John Bowling, Official Receiver	22, Park-row, Leeds
Allen, John ... ..	Residing at 196, Mill-street, Liverpool, Lanca- shire, and trading at 196 and 413, Mill-street aforesaid	Grocer and Provision Dealer	Liverpool ... ..	74 of 1891	June 13, 1892 ...	Frederick Gittins, Official Receiver	35, Victoria-street, Liver- pool
Edwards, Thomas Edwin	Lately trading at Central-chambers, South Castle-street, Liverpool, Lancashire, and of Grove-road, Wallasey, Cheshire	Merchant ... ..	Liverpool ... ..	135 of 1887	June 13, 1892 ...	Frederick Gittins, Official Receiver	35, Victoria-street, Liver- pool
Foyer, John ... ..	71, Renshaw-street and 45, Great George- street, both in the city of Liverpool, and lately residing at Peel Cottage, Nelson-street, the Magazines, Liscard, Cheshire	Embosser and Writer ... ..	Liverpool ... ..	39 of 1891	June 13, 1892 ...	Frederick Gittins, Official Receiver	35, Victoria-street, Liver- pool
Freeman, Henry, and Freeman, Israel ... .. (trading as H. and I. Freeman)	Residing at 36, Crown-street Residing at 30, Crown-street	Tailors ... ..	Liverpool ... ..	43 of 1891	June 13, 1892 ...	Frederick Gittins, Official Receiver	35, Victoria-street, Liver- pool
Jones, William ... ..	Residing at 45A, Upper Pitt-street, Liverpool, Lancashire, and trading at 68, Jordan-street, Liverpool	Saw Mills Proprietor ... ..	Liverpool ... ..	18 of 1891	June 13, 1892 ...	Frederick Gittins, Official Receiver	35, Victoria-street, Liver- pool
Whiting, Charles ... ..	175, Kingsley-road, Liverpool, Lancashire ...	Master Mariner ... ..	Liverpool ... ..	42 of 1887	June 13, 1892 ...	Frederick Gittins, Official Receiver	35, Victoria-street, Liver- pool



NOTICES OF INTENDED DIVIDENDS—*continued.*

No. 26290.

K

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Last Day for Receiving Proofs.	Name of Trustee.	Address.
Williams, Robert Snell ... and Millner, William ... (trading as The Bootle Paint Stores)...	86, Queen's-road, Bootle, Lancashire 127, Strand-road, Bootle aforesaid 298, Stanley-road, Bootle aforesaid ... ..	Paint and Oil Dealers ...	Liverpool ...	46 of 1890	June 13, 1892 ...	Frederick Gittins, Official Receiver	35, Victoria-street, Liver- pool
Williams, William Court- ney Page (trading with- out a partner as Word- ley and Co.)	Residing at Rushmoor, Penkett-road, Liscard, Cheshire, trading at 56, Lord-street, Liver- pool	Goldsmith and Jeweller ...	Liverpool ...	30 of 1892	June 9, 1892 ...	Frank Hardisty ...	71, Lord-street, Liverpool
Buck, Christian ...	Dawley, Salop ... ..	Innkeeper and Mineral Water Manufacturer	Madeley ...	5 of 1892	June 7, 1892 ...	Thomas Bullock, Offi- cial Receiver	Talbot-chambers, Shrews- bury
Allcock, John ...	3, Portland-road, Hucknall Torkard, Notting- hamshire	Furniture Dealer and Cabinet Maker	Nottingham...	44 of 1891	June 10, 1892 ...	Henry R. Thorpe, Offi- cial Receiver	St. Peter's Church-walk, Nottingham
Clipsham, Henry, and Clipsham, John (trading as Henry Clipsham and as G. and J. Clipsham)	Norwell, Nottinghamshire ... ..	Builders and Contractors ...	Nottingham...	60 of 1891	June 7, 1892 ...	Robert White, Char- tered Accountant	52, Castle-gate, Newark- upon-Trent
Clipsham, John ... (Separate Estate)	Norwell, Nottinghamshire ... ..	Builder and Contractor ...	Nottingham...	60 of 1891	June 7, 1892 ...	Robert White, Char- tered Accountant	52, Castle-gate, Newark- upon-Trent
Gwyn, Joseph ...	Sketty, near Swansea, Glamorganshire, lately residing and trading at Sketty, near Swan- sea aforesaid	Builder, Contractor, and Undertaker	Swansea ...	38 of 1891	June 8, 1892 ...	Thomas Thomas, Offi- cial Receiver	31, Alexandra-road, Swan- sea
Nettleton, John ...	Lake Lock Stanley, Wakefield ... ..	Builder and Contractor ...	Wakefield ...	31 of 1887	June 8, 1892 ...	John Bickersteth Otley, Official Receiver	Bond-terrace, Wakefield
Abbey, Robert ...	Stillington, Yorkshire ... ..	Market Gardener and Farmer	York ...	6 of 1892	June 7, 1892 ...	Edward Towler Wil- kinson, Official Re- ceiver	28, Stonegate, York
Bainbridge, Joseph ...	Tollerton, Yorkshire ... ..	Farmer ... ..	York ...	13 of 1892	June 7, 1892 ...	Edward Towler Wil- kinson, Official Re- ceiver	28, Stonegate, York
Woodburn, James ...	Wetherby, Yorkshire ... ..	Lime Burner and Stone Merchant	York ...	5 of 1892	June 7, 1892 ...	Edward Towler Wil- kinson, Official Re- ceiver.	28, Stonegate, York

NOTICES OF DIVIDENDS.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Amount per Pound.	First, or Final, or Otherwise.	When Payable.	Where Payable.
Godwin, Joshua ...	18, Great George-street, Westminster, in the county of London, lately residing and carrying on business at Hastings, Sussex	Auctioneer and Valuer ...	High Court of Justice in Bankruptcy	102 of 1891	1½d.	First and Final	Any day (except Saturday) between 11 and 2	Official Receiver's Offices, Bankruptcy - buildings, Carey-street, London, W.C.
Humble, Craster ...	56, Shoe-lane, Fleet-street, in the city of London	Wine and Spirit Merchant	High Court of Justice in Bankruptcy	1309 of 1891	2s.	First	May 30, 1892 ...	Trustee's Offices, 10, Trinity-square, Tower Hill, E.C.
Humphrys, Harry ...	4, Forest-terrace, Capel-road, Forest Gate, Essex	Mercantile Clerk... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	898 of 1890	4s. 11d.	First	Any day (except Saturday) between 11 and 2	Official Receiver's Offices, Bankruptcy - buildings, Carey-street, London, W.C.
Kok Alblas, Adrianus Cornelius, and Kok Alblas, Barthus Johannes (trading as Kok Alblas Brothers) ...	10, Argyle-street South, and 78, Argyle-street, both in Birkenhead, Cheshire	Tobacco Dealers... ..	Birkenhead ... ..	15 of 1891	4s. 3d.	First and Final	June 6, 1892 ...	Office of Trustee, 13, Harrington-street, Liverpool
Jones, John Joseph (trading as Jones Brothers)	271, Park-road, Aston, Warwickshire, trading at 69, Moland-street, Birmingham, Warwickshire	Brassfounder ... ..	Birmingham ... ..	61 of 1891	2s. 6d.	First and Final	May 30, 1892 ...	Whitehall-chambers, 25, Colmore-row, Birmingham
Boor, John ... ..	Wellingore, Lincolnshire ... ..	Publican and Farmer ... ..	Boston ... ..	14 of 1891	1s. 6d.	First and Final	June 1, 1892 ...	Office of Official Receiver, 31, Silver-street, Lincoln
Apps, Walter James ...	3 and 4, Western-road, Hove, Sussex ...	Grocer, Wine and Spirit and Provision Merchant	Brighton ... ..	2 of 1892	2s.	First	June 14, 1892 ...	Offices of Oscar Berry and Carr, Monument House, Monument-yard, E.C., Chartered Accountants
Hucks, Charles ... ..	Castle Hotel, 7, Middle-street, Brighton, Sussex	Hotel Keeper ... ..	Brighton ... ..	25 of 1892	20s. and 4 per cent. interest	First and Final	June 10, 1892 ...	Office of Official Receiver, 4, Pavilion-buildings, Brighton
Maddock, Jonathan ...	47, Oxford-street, Pontycymmer, Glamorganshire	Butcher and Haulier ... ..	Cardiff ... ..	71 of 1886	8s. 11d. (10s. on new proofs)	Supplementary	May 24, 1892 ...	Office of Official Receiver, 29, Queen-street, Cardiff
Price, John Colledge ...	Bull Hotel, 28, Sheep-street, Rugby, Warwickshire	Licensed Victualler ... ..	Coventry ... ..	4 of 1892	20s. and 4 per cent. interest	First and Final	May 27, 1892 ...	Official Receiver's Offices, 17, Hertford-street, Coventry

NOTICES OF DIVIDENDS—continued.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Amount per Pound.	First, or Final, or Otherwise.	When Payable.	Where Payable.
Farnell, Atkinson, and ... Townsend, John Thomas (lately trading as Farnell and Townsend)...	Wadsworth-street, Halifax Nursery-lane, Ovenden, near Halifax Croft Mills, Gaol-lane, Halifax ... ..	Worsted Spinners ...	Halifax ... ..	25 of 1891	3s. 9d.	First and Final	On and after June 3, 1892	Offices of Butterfield and Hartman, 10, Charles-street, Bradford, Chartered Ac- countants
NOTE.—The above notice	is in substitution for Notice of Dividend of	4s. 4d. in the pound, publi	shed in the London G	azette of	the 25th De	cember, 1891,	the Dividend then ad	vertised not having been paid
Harvey, Samuel ... ..	Poston Court, Vowchurch, Herefordshire ...	Farmer ... ..	Hereford ... ..	12 of 1890	2s. 9½d. (on new proofs only)	Final	May 28, 1892 ...	2, Offa-street, Hereford
Buckenham, Edward Alfred	Victoria-road, Diss, Norfolk... ..	Merchant's Clerk ...	Ipswich ... ..	21 of 1890	10s. 6d. and Interest	Second and Supplemen- tary	May 26, 1892 ...	36, Princes-street, Ipswich
Potter, Edmund, and Lewis, John (trading as Potter and Lewis) ...	Caldwall Carpet Mills, Kidderminster, and 123 and 124, Newgate-street, London	Carpet Manufacturers ...	Kidderminster ...	1 of 1892	5s.	First	May 26, 1892, or subsequent Thurs- days, from 11 to 3	Offices of Baker, Gibson, and Co., 39, Bennett's-hill, Birmingham
Marshall, Ambler Sil- vester	12, Trinity-street, Leeds, Yorkshire ...	Parcel Delivery Agent ...	Leeds .. ..	63 of 1891	4s.	First and Final	June 1, 1892 ...	Official Receiver's Office, 22, Park-row, Leeds
Stocks, Edwin, and Stocks, Walter ... .. (trading as E. and W. Stocks) ...	38, Agar-street, Bradford, Yorkshire Moss Cottage, Green-lane, Baildon, parish of Otley, Yorkshire Victoria Works, Wood Bottom, Baildon aforesaid	Silk Dyers and Finishers	Leeds ... ..	11 of 1892	3s. 4d.	First and Final	June 1, 1892 ...	Official Receiver's Office, 22, Park-row, Leeds
Meadows, Clara Maria ...	8, Tredegar-place, Newport, Monmouth- shire	Cabinet Maker and Up- holsterer	Newport, Mon. ...	25 of 1891	4s. 0½d.	First and Final	May 28, 1892 ...	Office of Official Receiver, Gloucester Bank-chambers, Newport, Mon.
Carpenter, Alfred ...	The George Inn, Hambledon, Hampshire...	Licensed Victualler ...	Southampton ...	15 of 1891	1s. 5½d.	First and Final	June 7, 1892 ...	Office of Official Receiver, 4, East-street, Southampton
Wood, Alford John ...	4, North-street, Wellington, Somersetshire	Saddler ... ..	Taunton ... ..	12 of 1890	1s. 8d.	Second and Final	May 27, 1892 ...	Official Receiver's Office, 5B, Hammet-street, Taunton

K  
2

NOTICES OF DIVIDENDS—continued.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Amount per Pound.	First, or Final, or Otherwise.	When Payable.	Where Payable.
Walker, Joseph Thomas	30, Park-parade, High Harrogate, and Kent House, Low Harrogate, both in the borough of Harrogate, Yorkshire	Grocer and Provision Dealer, and Wine, Spirit, and Beer Merchant	York ... ..	23 of 1891	11½d.	First and Final	May 31, 1892 ...	Official Receiver's Offices, York
	<i>The following Amended</i>	<i>Notice is substituted for</i>	<i>that published in the</i>	<i>London</i>	<i>Gazette of the</i>	<i>6th May,</i>	<i>1892.</i>	
James, Joseph ... ..	Residing in lodgings at Chapel-yard, Wolverhampton, Staffordshire, and trading at Bilston-street, Wolverhampton, Staffordshire, and at Gospel Oak Ironworks, Princes End, Staffordshire	Oil and Colour Dealer, and Ironworks Manager	Dudley ... ..	11 of 1891	4s. 9d.	First and Final	May 6, 1892 ...	Official Receiver's Offices, Dudley
	<i>The following Amended</i>	<i>Notice is substituted for</i>	<i>that published in the</i>	<i>London</i>	<i>Gazette of the</i>	<i>10th May,</i>	<i>1892.</i>	
Vickers, James ... ..	10, Market-street, Leeds, Yorkshire, and residing at 141, North-street, Leeds aforesaid	Cutler ... ..	Leeds ... ..	100 of 1891	4s. 0½d.	First and Final	May 30, 1892 ...	Official Receiver's Office, 22, Park-row, Leeds

APPLICATIONS FOR DEBTORS' DISCHARGE.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Day fixed for Hearing.
How, John... ..	St. James's-street, Walthamstow, Essex ... ..	Builder ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	585 of 1891	June 23, 1892, 11 A.M.
Tanner, John ... ..	19, Queen Anne-street and 118, Newington-causeway, London	M.D., M.R.C.P., and M.R.C.S., Physician carrying on business at both addresses in partnership with James Barbour and Alexander McKean as Tanner, Barbour, and McKean	High Court of Justice in Bankruptcy	375 of 1892	June 21, 1892, 11 A.M.
Wright, Henry ... ..	1, Bartlett-street, St. Leonards-road, Bromley-by-Bow, London, lately residing and trading at the Enterprise, 96, Long-acre, London	Of no occupation, late Licensed Victualler	High Court of Justice in Bankruptcy	489 of 1892	June 21, 1892, 11 A.M.
Dearnley, Thomas Wood (trading as Dearnley Brothers)	Victoria Mill, Honley, near Huddersfield, Yorkshire	Woollen and Worsted Manufacturer ...	Huddersfield ...	10 of 1891	June 24, 1892, 11 A.M., County Court, Queen-street, Huddersfield
Harvey, George ... ..	223, Shields-road, Byker, and 1, Cardigan-terrace, Heaton, both in Newcastle-on-Tyne, lately trading at 260, Shields-road, Byker aforesaid	Grocer and Provision Dealer ... ..	Newcastle-on-Tyne...	13 of 1892	July 15, 1892, 10 A.M.
Claxton, William Francis ... ..	3, Heigham-street, in the parish of St. Benedict's, in the city of Norwich	Baker ... ..	Norwich ... ..	25 of 1891	June 22, 1892, 12 noon, Shirehall, Norwich Castle

ORDERS MADE ON APPLICATIONS FOR DISCHARGE.

Debtor's Name:	Address.	Description.	Court.	No.	Date of Order.	Nature of Order made.	Grounds named in Order for refusing an Absolute Order of Discharge.
Berkeley, Charles Clement	1, Tower-chambers, London Wall, in the city of London	Lately Tailor and Out-fitter, now Tailor's Assistant	High Court of Justice in Bankruptcy	1501 of 1891	April 27, 1892	Bankrupt's Discharge suspended for three years. Bankrupt to be discharged as from 27th April, 1895	Bankrupt had continued to trade after knowing himself to be insolvent; and that the bankrupt's assets are not of a value equal to 10s. in the pound on the amount of his unsecured liabilities
Body, John ... ..	1, Frith-road, Leytonstone, Essex	Builder ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	1642 of 1891	April 27, 1892	Discharge suspended for five years. Bankrupt to be discharged as from 27th April, 1897	Bankrupt's assets are not of a value equal to 10s. in the pound on the amount of his unsecured liabilities; that he had omitted to keep such books of account as are usual and proper in the business carried on by him, and as sufficiently disclose his business transactions and financial position within the three years immediately preceding his bankruptcy; had continued to trade after knowing himself to be insolvent; had brought on his bankruptcy by rash and hazardous speculations; and had on a previous occasion made a Composition or arrangement with his creditors
Keep, William (recently trading as Whiting and Company)	30 and 32, Sardinia-street, Lincoln's-inn-fields, in the county of London, late of 54, Richmond-road, Staines, now of 6, Palace-terrace, Fulham, both in Middlesex	Recently Letterpress and Lithographic Printer, at 30 and 32, Sardinia-street aforesaid, and since acting as Manager in the said business of Whiting and Company	High Court of Justice in Bankruptcy	1602 of 1891	April 29, 1892	Discharge granted	
Masters, George ... ..	300, Goswell-road, Middlesex	Carman ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	193 of 1892	April 29, 1892	Discharge suspended for three years. Bankrupt to be discharged as from 29th April, 1895	Bankrupt's assets are not of a value equal to 10s. in the pound on the amount of his unsecured liabilities; that he had omitted to keep such books of account as are usual and proper in the business carried on by him, and as sufficiently disclose his business transactions and financial position within the three years immediately preceding his bankruptcy; had continued to trade after knowing himself to be insolvent; and had within three months of the date of the Receiving Order, when unable to pay his debts as they became due, given an undue preference to one of his creditors
Heal, Jesse ... ..	Walrow, Huntspill, Somersetshire	Farmer ... ..	Bridgwater ... ..	4 of 1891	April 21, 1892	Discharge suspended for two years. Bankrupt to be discharged as from 21st April, 1894	Facts mentioned in sec. 8, sub-sec. 3 (A.), (B.), (C.), (D.), and (G.) Bankruptcy Act, 1890

ORDERS MADE ON APPLICATIONS FOR DISCHARGE—continued.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Date of Order.	Nature of Order made.	Grounds named in Order for refusing an Absolute Order of Discharge.
Clark, Thomas Sealey ...	9, Finboro-road, Tooting Junction, Surrey	Commercial Traveller ...	Croydon ...	37 of 1891	April 12, 1892	Suspended for two years ...	Facts mentioned in sec. 8, subsec. 3 (A.), (B.), and (D.) Bankruptcy Act, 1890
Richardson, John Robert	Late East Cowton, Yorkshire, now Catterick Bridge Farm, near Catterick, Yorkshire	Lately Farmer, now Farm Servant	Northallerton ...	14 of 1890	April 23, 1892	Discharge suspended for two years. Bankrupt to be discharged as from 23rd April, 1894	Facts mentioned in sec. 8, subsec. 3 (B.), (C.), and (D.) Bankruptcy Act, 1890
Attwood, Alfred (trading as A. Attwood and Company)	Holm Nook, Ulverston, Lancashire, trading at the Canal Head Foundry, Ulverston aforesaid	Engineer and Iron Founder	Ulverston and Barrow - in - Furness	8U of 1891	Mar. 28, 1892	Discharge suspended for two years. Bankrupt to be discharged as from 28th April, 1894	Bankrupt's assets are not of a value equal to 10s. in the pound on the amount of his unsecured liabilities; and that he had continued to trade after knowing himself to be insolvent
Crowhurst, W. N. ...	The Dolphin Hotel, Uxbridge-road, Slough, Buckinghamshire	Licensed Victualler, Builder, and General Contractor	Windsor ...	14 of 1890	Mar. 25, 1892	Discharge suspended for two years. Bankrupt to be discharged as from 25th March, 1894	Bankrupt had omitted to keep such books of account as are usual and proper in the business of a Licensed Victualler, Builder, and General Contractor carried on by him, and as sufficiently disclose his business transactions and financial position within the three years immediately preceding his bankruptcy; had continued to trade after knowing himself to be insolvent; had contracted debts provable in the bankruptcy without having at the time of contracting them any reasonable or probable ground of expectation of being able to pay them; had put one of his creditors to unnecessary expense by a frivolous or vexatious defence to an action properly brought against him; and had within three months preceding the date of the Receiving Order, when unable to pay his debts as they became due, given an undue preference to one of his creditors
Marsh, Edward ...	1 and 2, High-street, Southall, and the Farm, High-road, Southall, Middlesex, recently also trading at High-street, Colnbrook, Buckinghamshire	Butcher and Farmer ...  Butcher	Windsor ...	20 of 1890	Mar. 25, 1892	Discharge suspended for two years and six months. Bankrupt to be discharged as from 25th September, 1894	Bankrupt's assets are not of a value equal to 10s. in the pound on the amount of his unsecured liabilities; that he had omitted to keep such books of account as are usual and proper in the business of a Butcher and Farmer carried on by him, and as sufficiently disclose his business transactions and financial position within the three years immediately preceding his bankruptcy; had continued to trade after knowing himself to be insolvent; had contracted debts provable in the bankruptcy

ORDERS MADE ON APPLICATIONS FOR DISCHARGE—continued.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Date of Order.	Nature of Order made.	Grounds named in Order for refusing an Absolute Order of Discharge.
Stevens, Henry...	Hamborough-road, Southall, Middlesex	Brickmaker	Windsor	8 of 1886	Mar. 25, 1892	Discharge suspended for six months. Bankrupt to be discharged as from 25th September, 1892	<p>without having at the time of contracting them any reasonable or probable ground of expectation of being able to pay them; and had on a previous occasion made an arrangement with his then creditors</p> <p>Bankrupt had omitted to keep such books of account as are usual and proper in the business of a Brickmaker carried on by him, and as sufficiently disclose his business transactions and financial position within the three years immediately preceding his bankruptcy; had continued to trade after knowing himself to be insolvent; had contracted debts provable in the bankruptcy without having at the time of contracting them any reasonable or probable ground of expectation of being able to pay them; and had put one of his creditors to unnecessary expense by a frivolous or vexatious defence to an action properly brought against him</p>



**ADJUDICATION ANNULLED.**

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No. of Matter.	Date of Adjudication.	Date of Annulment.	Grounds of Annulment.
Norris, Henry ... ..	87, East-street, in the town and county of Southampton	Boot and Shoe Maker and Commercial Traveller	Southampton ...	13 of 1889	April 1, 1889 ...	May 10, 1892 ...	Payment of debts in full

No. 26290.

L

APPOINTMENTS OF TRUSTEES.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Trustee's Name.	Address.	Date of Certificate of Appointment.
Clutterbuck, James Caspar...	Now of Horfield Prison, Bristol, but lately carrying on business at the Local Government Board Office, Whitehall, London, and elsewhere, and lately residing at Piesole, Bathwick Hill, Bath, Somersetshire	Doctor of Divinity and Government Inspector of Union Schools	High Court of Justice in Bankruptcy	1443 of 1891	Hasluck, Lawrence...	17, Holborn-viaduct, E.C...	May 17, 1892
Kempf, Adolph ...	Chesterfield House, 98, Great Tower-street, in the city of London	...	High Court of Justice in Bankruptcy	737 of 1891	Gibbon, Walter	5 and 6, Great Winchester-street, E.C.	May 6, 1892
Paul, Joseph Dallin...	Now residing abroad, present address the Petitioning Creditor is unable to ascertain, lately residing at Lymington, Hampshire, and at Paignton, Devonshire	Retired Naval Instructor of H.M. Royal Navy	High Court of Justice in Bankruptcy	331 of 1892	Read, William Walter	49, Queen Victoria-street, E.C.	May 12, 1892
Simpson, William Speirs ...	St. Stephen's-chambers, Telegraph-street, in the city of London	Civil Engineer ...	High Court of Justice in Bankruptcy	1206 of 1891	Tanner, William ...	3, Circus-place, Finsbury-circus, E.C.	May 16, 1892
Weise, Herbert John and Mitchell, Henry John ...	Residing at 5, Walters-road, South Norwood, Surrey Residing at 59, Waddon Old-road, Croydon, Surrey Lately trading at 21, Bevis Marks, in the city of London	Now Commercial Clerk ... Now of no occupation The said debtors lately carrying on business with one Frederic Weise, as Davies and Co., at 21, Bevis Marks aforesaid, Wholesale Fancy Stationers	High Court of Justice in Bankruptcy	507 of 1892	Saffery, Joseph John	14, Old Jewry-chambers, E.C.	May 20, 1892
Cooper, Walter S. ...	High Cross Saw Mills, Tottenham, Middlesex...	Timber Merchant ...	Edmonton ...	11 of 1892	Boughton, Ambrose William	52, Gracechurch-street, E.C.	May 20, 1892
Almond, Henry ...	Worcester-street, Kidderminster, Worcester-shire, formerly 3, Broadway, St. Margaret's, Twickenham, Middlesex	Grocer and Provision Dealer	Kidderminster ...	14 of 1892	Gough, Thomas Henry	Castle-street, Dudley, Chartered Accountant	May 19, 1892
Darcy, Bartholomew ...	8, Dalkeith-place, Kettering, Northampton-shire	Tailor ...	Northampton ...	16 of 1892	Hall, Joseph Castle	59, Gresham-street, London, E.C.	May 20, 1892
Phillips, Frederick ...	High-street, in the town and county of Haverfordwest	Tailor, Milliner, and Dress-maker	Pembroke Dock ...	8 of 1892	Blow, Alfred Lister	28, King-street, Cheapside, London, E.C., Chartered Accountant	May 20, 1892
Forster, Stephen ...	22, Northgate, Guisborough, Yorkshire ...	Grocer and Provision Merchant	Stockton-on-Tees and Middlesborough	29 of 1892	Brown, Frank ...	Stockton-on-Tees, Accountant	May 21, 1892

APPOINTMENTS OF TRUSTEES—continued.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Trustee's Name.	Address.	Date of Certificate of Appointment.
Head, George Searle (carrying on business as G. and G. S. Head)	East Grinstead, Sussex ... ..	Banker, carrying on business as G. and G. S. Head, and formerly carrying on business under the same style, in partnership with George Head, now deceased	Tinbridge Wells ...	4 of 1892	Turner, Joseph ... and Kemp, Charles Fitch	East Grinstead, Estate Agent 73, Lombard-street, E.C., Chartered Accountant	May 21, 1892
Watson, Richard Law (also trading as The Dearnley Brewery Company)	Kiln House, Hensal, near Snaith, Yorkshire ... Smithy Bridge, near Rochdale, Lancashire ...	Maltster ... .. Brewer	Wakefield ... ..	8 of 1892	Armitage, William Henry	Huddersfield, Chartered Accountant	May 19, 1892

L 2

NOTICES OF RELEASE OF TRUSTEES.

Debtor's Name.	Debtor's Address.	Debtor's Description.	Court.	No. of Matter.	Trustee's Name.	Trustee's Address.	Trustee's Description.	Date of Release.
Millwood, Henry Jasper ...	Late of 101, Railton-road, Brixton, in the county of London, now 43, Mayall-road, Brixton aforesaid	Boot and Shoe Manufacturer	High Court of Justice in Bankruptcy	228 of 1890	E. Leadam Hough...	Carey-street, Lincoln's-inn, W.C.	Official Receiver in Bankruptcy	May 17, 1892
Streeter, Henry ...	62, Leslie Park-road, Croydon, Surrey	Carman ...	Croydon ...	21 of 1890	Alfred Cotton Harper	10, Trinity-square, London, E.C.	Chartered Accountant	Mar. 26, 1892
Robinson, William ...	38, King's-road, Southsea, Hampshire	Toy and Fancy Goods Importer	Portsmouth ...	5 of 1891	A. E. Turberville ...	15, Queen-street, Cheap-side, E.C.	Chartered Accountant	April 29, 1892
Saunders, Catherine Elizabeth Patten	The Rosary, Mayfield, Sussex ...	Widow ...	Tunbridge Wells ...	19 of 1889	James Ernest Booty	60, the Pantiles, Tunbridge Wells	Accountant, &c. ...	May 7, 1892

**ADMINISTRATION ORDER IN THE CASE OF DECEASED DEBTOR.**

Name of Deceased.	Late Address.	Late Description.	Date of Death.	Court.	No. of Matter.	Date of Order.	Date of Filing Petition or Application for Transfer.	Act or Acts of Bankruptcy, if any, committed by Deceased within three months before the date of his Decease.	Whether Will or other Testamentary Disposition (with date thereof), or Letters of Administration.	Date when proved or granted.
Inter, Richard Roan	Late 48, Paget-road, Shooter's Hill, Plumstead, Kent	... ..	Feb. 18, 1892	Greenwich ...	19 of 1892	May 17, 1892	April 23, 1892 ...	... ..	Will ... ..	April 6, 1892

**NOTICE TO DEBTOR IN LIEU OF PERSONAL SERVICE OF BANKRUPTCY NOTICE AND PETITION, AND OF APPLICATION TO COMMIT FOR CONTEMPT OF COURT.**

Debtor's Name.	Debtor's Address.	Debtor's Description.	Court.	No.	Nature of Notice of which Substituted Service directed.	Date thereof.	If a Petition or Application to Commit, Date of Hearing.	Name and Description of Person giving Bankruptcy Notice, or by whom Petition is Presented, or by whom Application to Commit is being made.
Tasso Brothers and Co. ...	56, Bloom-street, Manchester	Merchants and Shippers	Manchester ...	19 of 1892	Petition ...	Feb. 29, 1892 ...	June 16, 1892, 11 A.M.	Stewart and Sumner, 13, George-street, Manchester, Spinners and Manufacturers

Pursuant to the Acts and Rules, notices to the above effect have been received by the Board of Trade.

JOHN SMITH, Inspector-General in Bankruptcy.

THE COMPANIES ACTS, 1862 TO 1890.

WINDING-UP ORDER.

Name of Company.	Address of Registered Office.	Court.	No. of Matter.	Date of Order.	Date of Presentation of Petition.
Moorewood and Heathfield Limited ... ..	St. George's Works, Darlaston, Staffordshire ... ..	High Court of Justice ...	40 of 1892	May 7, 1892 ...	April 25, 1892

Pursuant to the Companies (Winding-up) Act, 1890, and the Rules thereunder, notice to the above effect has been received by the Board of Trade.

JOHN SMITH, Inspector-General in Companies Liquidation.

In the High Court of Justice, in Bankruptcy.  
In the Matter of a Bankruptcy Notice, issued the 2nd  
day of May, 1892.

To E. Hamilton Giles, of 19, Porchester-gardens, Bays-  
water, in the county of London.

**T**AKE notice, that a Bankruptcy Notice has been  
presented against you to this Court at the instance  
of William Thomas Rushton, of 6, Batoum-gardens,

Brook Green, in the county of London, and the Court  
has ordered that the publication of this Notice in the  
London Gazette, and in the Times and Sussex Daily  
News newspapers, shall be deemed to be service of the  
Notice upon you. The Notice can be inspected by you  
on application at this Court.—Dated 21st day of May  
1892.

JAMES R. BROUGHAM, Registrar

---

**NOTICE.**—*All Notices and Advertisements are published in the London  
Gazette at the risk of the Advertiser.*

---

*All Letters must be Post-paid, and all communications on the business of the London Gazette  
to be addressed to the Office, 47, St. Martin's Lane, London, W.C.*

Printed and Published by THOMAS HARRISON and JAMES WILLIAM HARRISON, Printers, at their Office,  
47, St. Martin's Lane, in the Parish of St. Martin-in-the-Fields, in the County of Middlesex:

Tuesday, May 24, 1892,

**Price One Shilling.**